

COMPTES PUBLICS

1997-1998

Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1998**

HJ
9921
Z9
Q3
C738
1997/98,3
Ex. 01
QMDF

Québec 

COMPTES PUBLICS

1997-1998

Publiés conformément aux
dispositions de l'article 71
de la Loi sur l'administration
financière (L.R.Q., c. A-6)

Volume 3

**ÉTATS FINANCIERS
DES FONDS SPÉCIAUX
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC**

**Année financière
terminée le 31 mars 1998**



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

ISSN 0706-2869
ISBN 2-550-33714-X (Ensemble)
ISBN 2-550-33537-6 (Volume 3)

Dépôt légal - 4^e trimestre 1998
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIÈRES

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998	RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE	PAGE
Fonds administrés par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	7
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome et Rapport du Vérificateur	Emploi, Solidarité et Condition féminine	11
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels et Rapport du Vérificateur	Justice	16
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	20
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	24
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	28
Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	32
Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	36
Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et Rapport du Vérificateur	Transports	40
Fonds de développement du marché du travail et Rapport du Vérificateur	Emploi, Solidarité et Condition féminine	48
Fonds de financement et Rapport du Vérificateur	Finances	51
Fonds de gestion des départs assistés et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	59
Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger et Rapport du Vérificateur	Relations internationales	62
Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail et Rapport du Vérificateur	Finances	70
Fonds de la réforme du cadastre québécois et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	75
Fonds de l'assurance-médicaments et Rapport du Vérificateur	Santé et Services sociaux	81
Fonds de l'état civil et Rapport du Vérificateur	Relations avec les citoyens et Immigration	84
Fonds de l'industrie des courses de chevaux et Rapport du Vérificateur	Industrie, Commerce, Science et Technologie	90

TABLE DES MATIÈRES (suite)

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998	RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE	PAGE
Fonds de l'information gouvernementale et Rapport du Vérificateur	Relations avec les citoyens et Immigration	92
Fonds de partenariat touristique et Rapport du Vérificateur	Industrie, Commerce, Science et Technologie	100
Fonds de perception et Rapport du Vérificateur	Revenu	107
Fonds des cautionnements des agents de voyages et Rapport du Vérificateur	Relations avec les citoyens et Immigration	114
Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun et Rapport du Vérificateur	Transports	120
Fonds des pensions alimentaires et Rapport du Vérificateur	Revenu	124
Fonds des registres du ministère de la Justice et Rapport du Vérificateur	Justice	130
Fonds des services de police et Rapport du Vérificateur	Sécurité publique	138
Fonds des services de santé et Rapport du Vérificateur	Finances	143
Fonds des services gouvernementaux et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	147
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité et Rapport du Vérificateur	Emploi, Solidarité et Condition féminine	167
Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor et Rapport du Vérificateur	Conseil du trésor	171
Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances et Rapport du Vérificateur	Finances	175
Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu et Rapport du Vérificateur	Revenu	179
Fonds d'information géographique et foncière et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	183
Fonds du Bureau de la statistique du Québec et Rapport du Vérificateur	Finances	188
Fonds en fidéicomis et Rapport du Vérificateur	Finances	193
Fonds forestier et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	195
Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles et Rapport du Vérificateur	Ressources naturelles	202
Fonds relatif à la tempête de verglas et Rapport du Vérificateur	Finances	207
Fonds spécial de financement des activités locales et Rapport du Vérificateur	Finances	212
Fonds spécial olympique et Rapport du Vérificateur	Finances	215

ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX
ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 MARS 1998

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. M-35.1 et c. P-30)
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE
REVENUS ET DÉPENSES ET SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Primes	100 875 \$	97 191 \$
Revenus de placements (note 3)	211 823	241 794
	<u>312 698</u>	<u>338 985</u>
DÉPENSES		
Réclamations en exécution de garantie	71 757	59 346
	<u>240 941</u>	<u>279 639</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES		
	2 705 235	2 425 596
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT		
	<u>2 946 176 \$</u>	<u>2 705 235 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
FONDS D'ASSURANCE-GARANTIE		
ACTIF		
Encaisse	5 865 \$	115 026 \$
Débiteurs	5 512	
Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à vue et intérêts courus	71 745	64 310
Dépôts à participation (note 4)	2 921 493	2 584 472
	<u>3 004 615 \$</u>	<u>2 763 808 \$</u>
PASSIF		
Réclamation en exécution de garantie à payer	58 439 \$	58 573 \$
Solde du fonds	2 946 176	2 705 235
	<u>3 004 615 \$</u>	<u>2 763 808 \$</u>

FONDS EN FIDÉICOMMIS (note 5)

POLICES DE GARANTIE (note 6)

Pour la Régie,
 Jean-Yves Lavoie
 André Scott

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998****1. CONSTITUTION ET OBJET**

La Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a été constituée par une loi spéciale (L.R.Q., chapitre M-35.1).

La Régie a pour fonctions de favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles et alimentaires, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants, le règlement de litiges qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public. La Régie exerce les mêmes fonctions dans le cadre de la mise en marché des produits de la pêche. De plus, elle administre les fonds suivants: le Fonds d'assurance-garantie et le Fonds en fidéicomis.

Fonds d'assurance-garantie

Le Fonds d'assurance-garantie résulte de l'application par la Régie de la section V - Police de garantie, de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés (L.R.Q., chapitre P-30).

La Régie délivre des polices de garantie aux marchands de lait pour couvrir le paiement des sommes que doit ou pourra devoir un marchand de lait à ses producteurs ou à l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint. Les primes perçues de même que tout autre revenu net applicable à ce Fonds doivent servir exclusivement au paiement des réclamations en vertu des polices délivrées par la Régie. Nul ne peut être marchand de lait s'il ne détient une police de garantie délivrée par la Régie. Le ministre des Finances peut, avec l'autorisation du Gouvernement, avancer à la Régie les sommes nécessaires à l'acquittement des obligations de cette dernière en vertu des polices de garantie.

Fonds en fidéicomis

Le Fonds en fidéicomis résulte de l'application par la Régie de l'article 4 du Règlement sur la police de garantie du paiement du lait et de la crème édicté en vertu de la Loi sur les produits laitiers et leurs succédanés.

Lorsque la Régie n'est pas satisfaite de la solvabilité d'un marchand, elle peut exiger de celui-ci d'autres conditions qu'elle juge nécessaires pour assurer le paiement du lait et de la crème livrés à ce marchand de lait par les producteurs.

Ce Fonds en fidéicomis résulte également de l'application par la Régie de l'article 2 du Règlement sur la garantie de responsabilité financière des acheteurs de grains édicté en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche. Ce règlement ne s'applique pas aux acheteurs de grains titulaires d'un permis délivré conformément aux dispositions du Règlement sur les grains.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des fonds administrés par la Régie ont été préparés par la direction, selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds d'assurance-garantie n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Fonds d'assurance-garantie

Les opérations relatives au Fonds d'assurance-garantie sont inscrites selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous.

Remboursement des réclamations

Les réclamations de producteurs ou de l'organisme chargé d'appliquer un plan conjoint sont comptabilisées lorsqu'elles sont connues. Le montant de ces réclamations est révisé au fur et à mesure que des informations additionnelles sont connues.

Dépôts au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration des fonds administrés par la Régie

Les frais d'administration de ces fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

3. REVENUS DE PLACEMENTS

	1998	1997
Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec:		
Dépôts à participation	200 372 \$	239 272 \$
Dépôt à vue	2 407	2 522
Gain sur aliénation d'unités de participation	9 044	
	<u>211 823 \$</u>	<u>241 794 \$</u>

4. DÉPÔTS À PARTICIPATION

Les dépôts à participation au Fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du Fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la juste valeur de l'avoir net du Fonds général à la fin de chaque mois.

	1998	1997
Nombre d'unités	3 450	3 088
Juste valeur par unité	1 000 \$	892 \$
Coût d'acquisition des unités	2 921 493	2 584 472
Juste valeur des unités	3 452 262	2 755 304

5. FONDS EN FIDÉICOMMIS

Le ministère des Finances ne détient aucun montant (1997: 20 000 \$) en fidéicomis pour le compte de la Régie.

	1998	1997
Évolution du solde du Fonds		
Solde au début	20 000 \$	20 000 \$
Remise de garantie	(20 000)	
Solde à la fin	<u></u>	<u>20 000 \$</u>
Le solde du fonds est représenté par:		
Placements - au coût	<u></u>	<u>20 000 \$</u>

6. POLICES DE GARANTIE

Les polices de garantie émises par la Régie assurent la valeur représentant les trois plus fortes réceptions mensuelles de lait et de crème provenant des producteurs au cours de l'année financière précédente. Les polices en vigueur au 31 mars 1998 totalisent 402 M\$ (31 mars 1997: 404 M\$).

FONDS ADMINISTRÉS PAR LA RÉGIE DES MARCHÉS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et du solde de ce Fonds de l'année financière terminée à cette date. J'ai aussi vérifié l'évolution du solde du Fonds en fidéicomis, administré par la Régie, tel que présenté à la note 5. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière des fonds administrés par la Régie au 31 mars 1998, ainsi que les résultats des opérations du Fonds d'assurance-garantie et l'évolution de la situation financière de ces fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le Vérificateur général du Québec,
Doris Paradis, CA
Directrice des services conseils
et de l'assurance-qualité

Québec, le 8 juillet 1998

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
(L.R.Q., c. M-30)

RÉSULTATS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998			1997
	Aide à l'action humanitaire internationale	Aide à l'action communautaire autonome	Total	Total
PRODUITS				
Contribution de Loto-Québec (note 3)	2 366 212 \$	11 831 061 \$	14 197 273 \$	9 701 219 \$
CHARGES				
Paielements de transfert				
Carrefours Jeunesse-Emploi		2 554 516	2 554 516	3 261 883
Organismes communautaires				
Cibles prioritaires		3 898 460	3 898 460	
Défense collective des droits		3 555 550	3 555 550	
Corporations de dévelop- pement communautaire		850 000	850 000	766 000
Tables de concertation des groupes de femmes		468 000	468 000	384 000
Projets de développement		452 011	452 011	
Projets spécifiques d'intervention				2 371 069
Maisons de jeunes				1 307 000
Centres d'action bénévole				207 000
Autres regroupements				646 250
Aide humanitaire interna- tionale	2 672 860		2 672 860	
	2 672 860	11 778 537	14 451 397	8 943 202
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 4)	42 715	1 729 168	1 771 883	1 548 065
	2 715 575	13 507 705	16 223 280	10 491 267
EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	(349 363) \$	(1 676 644) \$	(2 026 007) \$	(790 048) \$

ÉVOLUTION DES ACTIFS NETS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998			1997
	Investis en immobilisations	Non affectés	Total	Total
ACTIFS NETS AU DÉBUT	38 379 \$	5 317 130 \$	5 355 509 \$	6 145 557 \$
Excédent des charges sur les produits	(23 952)	(2 002 055)	(2 026 007)	(790 048)
Investissement en immobi- lisations	42 339	(42 339)		
ACTIFS NETS À LA FIN	56 766 \$ *	3 272 736 \$	3 329 502 \$	5 355 509 \$

* Les investissements en immobilisations se rapportent aux activités relatives à l'action communautaire autonome.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	5 776 \$	5 775 \$
Débiteurs	86 080	5 210
Avances au Fonds consolidé du revenu	5 432 573	5 798 352
Immobilisations (note 5)	56 766	38 379
	<u>5 581 195 \$</u>	<u>5 847 716 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	2 251 693 \$	492 207 \$
ACTIFS NETS		
Aide à l'action communautaire autonome	2 050 413	3 727 057
Aide à l'action humanitaire internationale	1 279 089	1 628 452
	<u>3 329 502</u>	<u>5 355 509</u>
	<u>5 581 195 \$</u>	<u>5 847 716 \$</u>
ENGAGEMENTS (note 6)		

Louise Paquette
Directrice générale

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, constitué par la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., chapitre M-30), a pour objet le financement de l'aide à l'action communautaire autonome et de l'aide humanitaire internationale.

Ce Fonds est administré par la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité pour les activités relatives à l'action communautaire autonome et par le ministre des Relations internationales pour les activités relatives à l'action humanitaire internationale.

Le mode de gestion et de financement du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds ne font pas partie du Fonds. Ces intérêts sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés à l'état des résultats.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Paiements de transfert

Les aides financières accordées dans le cadre des activités du Fonds sont comptabilisées lorsqu'elles sont exigibles en vertu de protocoles d'entente ou conventions de subvention.

Immobilisations

Les acquisitions d'immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif selon les taux suivants:

Mobilier de bureau	20 %
Équipement informatique et bureautique	30 %

3. PRODUITS

En vertu de la Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., chapitre S-13.1), Loto-Québec verse au Fonds, aux fins de l'aide à l'action communautaire autonome, une somme correspondant à 5 % du bénéfice net réalisé au cours de son exercice financier précédent relativement à l'exploitation des casinos d'État et à la gestion des commerces qui y contribuent et, aux fins de l'aide humanitaire internationale, une somme correspondant à 1 % de ce même bénéfice.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration se détaillent comme suit:

	1998		1997	
	Aide à l'action humanitaire internationale	Aide à l'action communautaire autonome	Total	Total
Traitements et avantages sociaux	12 916 \$	1 282 702 \$	1 295 618 \$	1 176 380 \$
Services de transport et de communication	3 317	120 130	123 447	90 508
Services professionnels et administratifs	25 927	183 868	209 795	129 321
Loyers et location d'équipement	400	91 331	91 731	99 152
Entretien et réparations		3 860	3 860	1 769
Fournitures	155	12 438	12 593	24 731
Matériel et équipement		8 992	8 992	6 207
Amortissement des immobilisations		23 952	23 952	15 978
Autres		1 895	1 895	4 019
	42 715 \$	1 729 168 \$*	1 771 883 \$	1 548 065 \$

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

* Ce montant inclut des frais de 329 158 \$ affectés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité à l'administration des paiements de transfert du programme Carrefours Jeunesse-Emploi.

5. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier de bureau	4 119 \$	2 010 \$	2 109 \$
Équipement informatique et bureautique	113 312	58 655	54 657
	117 431 \$	60 665 \$	56 766 \$
			38 379 \$

6. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé par protocoles d'entente ou conventions de subvention à soutenir financièrement des organismes communautaires ou d'aide humanitaire internationale. Le solde des engagements au 31 mars 1998 s'établit à 126 500 \$ pour l'aide à l'action communautaire autonome et à 944 966 \$ pour l'aide à l'action humanitaire internationale.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux frais d'administration de l'année financière s'élèvent à 45 976 \$ (1997: 47 894 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds d'aide à l'action communautaire ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus. Tous les autres renseignements financiers figurant dans le rapport annuel concordent avec ceux présentés dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Louise Paquette
Directrice générale

Québec, le 3 juillet 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des résultats et l'état de l'évolution des actifs nets de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 3 juillet 1998

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
(L.R.Q., c. A-13.2)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Suramendes compensatoires et contributions pénales	1 176 344 \$	1 361 277 \$
DÉPENSES		
Subventions:		
Aux Centres d'aide	985 000	790 000
À SOS - Violence conjugale	200 000	200 000
Aux projets spéciaux	45 000	40 000
	1 230 000	1 030 000
Traitements et avantages sociaux	294 558	273 230
Services professionnels	12 855	8 820
Loyers	44 007	44 618
Services de communication	38 691	38 248
Frais de déplacement et colloques	25 623	15 950
Publicité	29 166	586
Mobilier et équipement	3 286	4 550
Fournitures et approvisionnements	3 452	3 485
Abonnements	1 340	1 043
Frais de formation	1 182	2 750
	1 684 160	1 423 280
PERTE NETTE	507 816	62 003
EXCÉDENT AU DÉBUT	822 422	884 425
EXCÉDENT À LA FIN	314 606 \$	822 422 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	312 323 \$	537 533 \$
Placement temporaire, au coût		300 000
Débiteurs	258	
Frais payés d'avance	5 698	5 054
	<u>318 279 \$</u>	<u>842 587 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	3 673 \$	20 165 \$
EXCÉDENT	<u>314 606</u>	<u>822 422</u>
	<u>318 279 \$</u>	<u>842 587 \$</u>

Richard Gauvin
Administrateur du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Michel Bouchard
Sous-ministre de la Justice

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels, constitué par la Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (L.R.Q., chapitre A-13.2), a pour objet le financement des services d'aide aux victimes d'actes criminels.

Ce Fonds est administré par le ministre de la Justice et le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est fixé dans sa loi constitutive. Les dépenses du Fonds comprennent les frais du Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels du ministère de la Justice.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Opérations

Les revenus de suramendes compensatoires et de contributions pénales sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les autres opérations du Fonds sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Mobilier et équipement

Les acquisitions de mobilier et d'équipement sont imputées aux opérations.

Encaisse et placement temporaire

Les surplus de liquidité du Fonds sont versés dans un compte de gestion sous la responsabilité du ministère des Finances. Conformément à une politique gouvernementale, les intérêts perçus sur les placements temporaires provenant de ces surplus ainsi que sur l'encaisse sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

3. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

4. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux opérations de l'année financière s'élèvent à 14 473 \$ (1997: 13 065 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables. La direction procède à des vérifications périodiques, afin de s'assurer du caractère adéquat et soutenu des contrôles internes appliqués de façon uniforme par le Fonds.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer la direction pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.

Richard Gauvin
Administrateur du Fonds d'aide
aux victimes d'actes criminels

Montréal, le 9 juillet 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 9 juillet 1998

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. C-29)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998**

	1998	1997
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	13 212 384 \$	13 013 283 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(1 231 459)	(770 565)
Gains sur aliénations de placements (note 3)	2 972 751	7 045 048
	14 953 676	19 287 766
DÉPENSES		
Frais de garde	3 447	3 038
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	14 950 229	19 284 728
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(2 793 354)	(5 971 485)
REVENU NET	12 156 875 \$	13 313 243 \$

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998**

	1998	1997
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	160 740 000 \$	153 475 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	40 838 000	37 638 000
Remboursements du principal des obligations	(23 901 000)	(30 373 000)
Solde à la fin	177 677 000	160 740 000
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début		
Revenu net	12 156 875	13 313 243
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(12 156 875)	(13 313 243)
Solde à la fin		
SOLDE DU FONDS	177 677 000 \$	160 740 000 \$

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
Placements (note 5)	177 679 660 \$	161 539 386 \$
Intérêts courus	2 789 901	3 650 482
Encaisse	793	1 479 649
Débiteur		41 968
	<u>180 470 354 \$</u>	<u>166 711 485 \$</u>
 PASSIF		
Créditeurs	2 793 354 \$	5 971 485 \$
SOLDE DU FONDS	<u>177 677 000</u>	<u>160 740 000</u>
	<u>180 470 354 \$</u>	<u>166 711 485 \$</u>

François Martel
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec a été institué en vertu de l'article 28.1 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., chapitre C-29).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un collège d'enseignement général et professionnel déterminé par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout collège d'enseignement général et professionnel du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 1 020 131 \$ (1997: 2 369 277 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 7,34 %.

5. PLACEMENTS

	1998	1997
Obligations - à la valeur nominale	124 037 000 \$	142 467 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	12 997 660	14 106 386
	137 034 660	156 573 386
Placements à court terme - au coût	40 645 000	4 966 000
	177 679 660 \$	161 539 386 \$

Au 31 mars 1998, la valeur marchande des obligations est de 153 349 989 \$ (1997: 162 119 833 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COLLÈGES
D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 8 septembre 1998

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-13.3)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	28 276 862 \$	26 760 042 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(5 092 898)	(1 404 619)
Gains sur aliénations de placements (note 3)	8 742 767	11 598 067
	<u>31 926 731</u>	<u>36 953 490</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	5 725	5 003
	<u>31 921 006</u>	<u>36 948 487</u>
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT		
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(7 072 470)	(10 650 617)
	<u>24 848 536 \$</u>	<u>26 297 870 \$</u>
REVENU NET		

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	324 440 500 \$	302 790 500 \$
Contributions du gouvernement du Québec	63 933 000	62 570 000
Remboursements du principal des obligations	(27 887 000)	(40 920 000)
	<u>360 486 500</u>	<u>324 440 500</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	7 765	7 765
Revenu net	24 848 536	26 297 870
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(24 169 677)	(26 297 870)
	<u>686 624</u>	<u>7 765</u>
SOLDE DU FONDS	<u>361 173 124 \$</u>	<u>324 448 265 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
Placements (note 5)	360 076 347 \$	326 604 698 \$
Intérêts courus	8 168 712	6 419 459
Encaisse	535	2 074 725
	<u>368 245 594 \$</u>	<u>335 098 882 \$</u>
PASSIF		
Créditeur	7 072 470 \$	10 650 617 \$
SOLDE DU FONDS	<u>361 173 124</u>	<u>324 448 265</u>
	<u>368 245 594 \$</u>	<u>335 098 882 \$</u>

François Martel
 Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
 Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec a été institué en vertu de l'article 476 de la Loi sur l'instruction publique (L.R.Q. chapitre I-13.3).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par une commission scolaire déterminée par le ministre et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute commission scolaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 464 521 \$ (1997: 466 711 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 7,34 %.

5. PLACEMENTS

	1998	1997
Obligations - à la valeur nominale	297 972 000 \$	295 411 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	27 154 347	24 194 698
	325 126 347	319 605 698
Placements à court terme - au coût	34 950 000	6 999 000
	360 076 347 \$	326 604 698 \$

Au 31 mars 1998, la valeur marchande des obligations est de 344 159 099 \$ (1997: 329 334 695 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS DE COMMISSIONS SCOLAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 8 septembre 1998

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. I-17)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	15 819 269 \$	13 052 662 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	(1 012 813)	(660 990)
Gains sur aliénations de placements	2 922 311	3 125 980
	<u>17 728 767</u>	<u>15 517 652</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	3 402	2 271
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	<u>17 725 365</u>	<u>15 515 381</u>
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 3)	(2 398 369)	(1 459 124)
REVENU NET	<u>15 326 996 \$</u>	<u>14 056 257 \$</u>

SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	183 054 000 \$	138 807 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	69 282 000	49 490 000
Remboursements du principal des obligations	(50 477 000)	(5 243 000)
Solde à la fin	<u>201 859 000</u>	<u>183 054 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS ACCUMULÉS		
Solde au début	11 702 657	12 230 743
Revenu net	15 326 996	14 056 257
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(19 186 950)	(14 584 343)
Solde à la fin	<u>7 842 703</u>	<u>11 702 657</u>
SOLDE DU FONDS	<u>209 701 703 \$</u>	<u>194 756 657 \$</u>

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
Placements (note 4)	207 547 917 \$	191 402 640 \$
Intérêts courus	4 551 759	2 656 591
Encaisse	396	2 156 550
	<u>212 100 072 \$</u>	<u>196 215 781 \$</u>
 PASSIF		
Créditeurs	2 398 369 \$	1 459 124 \$
SOLDE DU FONDS	<u>209 701 703</u>	<u>194 756 657</u>
	<u>212 100 072 \$</u>	<u>196 215 781 \$</u>

François Martel
 Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
 Sous-ministre des Finances

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec a été institué en vertu de l'article 6.1 de la Loi sur les investissements universitaires (L.R.Q., chapitre I-17).

Le Fonds a pour objet d'acquitter à même les montants déposés par le ministre de l'Éducation, le principal des obligations émises par un établissement universitaire et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de tout établissement universitaire.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer ce Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 7,34 %.

4. PLACEMENTS

	1998	1997
Obligations - à la valeur nominale	172 581 000 \$	135 959 000 \$
Solde non amorti des primes déduites des escomptes	25 248 917	8 359 800
	197 829 917	144 318 800
Placements à court terme - au coût	9 718 000	47 083 840
	207 547 917 \$	191 402 640 \$

Au 31 mars 1998, la valeur marchande des obligations est de 209 882 895 \$ (1997: 149 655 064 \$).

FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DU QUÉBEC**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 8 septembre 1998

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. S-5)
REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998**

	1998	1997
REVENUS		
Intérêts sur dépôts bancaires et placements	16 148 755 \$	18 271 120 \$
Amortissement des escomptes et primes sur obligations	3 698 800	2 263 070
Gains sur aliénations de placements (note 3)	16 714 409	22 282 673
	<u>36 561 964</u>	<u>42 816 863</u>
DÉPENSES		
Frais de garde	8 575	6 807
REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	<u>36 553 389</u>	<u>42 810 056</u>
Perte sur contrat d'échange de taux d'intérêt (note 4)	(14 268 121)	(19 137 049)
REVENU NET	<u>22 285 268 \$</u>	<u>23 673 007 \$</u>

**SOLDE DU FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998**

	1998	1997
SOLDE DU FONDS - CAPITAL		
Solde au début	289 919 000 \$	271 185 000 \$
Contributions du gouvernement du Québec	50 349 946	56 054 000
Remboursements du principal des obligations	(38 477 946)	(37 320 000)
Solde à la fin	<u>301 791 000</u>	<u>289 919 000</u>
SOLDE DU FONDS - REVENUS CUMULÉS		
Solde au début	2 125	7 759 381
Revenu net	22 285 268	23 673 007
Remboursements d'emprunts (principal et intérêts)	(14 220 104)	(31 430 263)
Solde à la fin	<u>8 067 289</u>	<u>2 125</u>
SOLDE DU FONDS	<u>309 858 289 \$</u>	<u>289 921 125 \$</u>

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
Placements (note 5)	319 340 299 \$	303 122 129 \$
Intérêts courus	4 785 135	3 049 559
Encaisse	976	2 886 486
	<u>324 126 410 \$</u>	<u>309 058 174 \$</u>
PASSIF		
Créditeurs	14 268 121 \$	19 137 049 \$
SOLDE DU FONDS	<u>309 858 289</u>	<u>289 921 125</u>
	<u>324 126 410 \$</u>	<u>309 058 174 \$</u>

François Martel
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec a été institué en vertu de l'article 178.0.2 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., chapitre S-5).

Le Fonds a pour objet d'acquitter, à même les montants déposés par le ministre de la Santé et des Services sociaux, le principal des obligations émises par une régie régionale, un établissement public ou la Corporation d'hébergement du Québec et à même les produits ou revenus de ce Fonds, les emprunts (principal et intérêts) de toute régie régionale ou établissement public ou de la Corporation d'hébergement du Québec.

Le ministre des Finances est chargé par la loi précitée de gérer le Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Placements en obligations

Les placements en obligations sont comptabilisés au coût amorti.

Les escomptes ou les primes sont amortis sur la durée restante de chaque titre en fonction d'un taux de rendement constant.

Frais d'administration

Les frais d'administration du Fonds, défrayés à même les crédits du ministère des Finances, ne sont pas présentés dans l'état des revenus et dépenses.

3. GAINS SUR ALIÉNATIONS DE PLACEMENTS

Les gains sur les ventes de titres obligataires aux autres fonds d'amortissement administrés par le ministre des Finances, effectuées au cours de l'année financière, s'élèvent à 444 860 (1997: 5 876 829 \$).

4. PERTE SUR CONTRAT D'ÉCHANGE DE TAUX D'INTÉRÊT

De façon à réduire les fluctuations des revenus du Fonds d'une année à l'autre, le ministre des Finances garantit un taux de rendement sur l'avoir moyen prévu du Fonds.

En vertu de la politique adoptée à cet effet, l'assurance d'un taux de rendement garanti prend la forme d'un contrat d'échange de taux d'intérêt entre le Fonds et le Fonds d'amortissement des emprunts du gouvernement du Québec. Ce dernier paie au Fonds des revenus calculés en appliquant le taux de rendement garanti à l'avoir moyen prévu du Fonds et reçoit un taux variable calculé sur la base des revenus effectivement réalisés par le Fonds, comprenant les intérêts ainsi que les gains et pertes en capital sur l'avoir réel du Fonds. Le taux de rendement garanti pour la présente année financière est de 7,34 %.

5. PLACEMENTS

	1998	1997
Obligations - à la valeur nominale	460 315 439 \$	400 101 060 \$
Solde non amorti des escomptes déduits des primes	(150 384 140)	(160 964 305)
	309 931 299	239 136 755
Placements à court terme - au coût	9 409 000	63 985 374
	319 340 299 \$	303 122 129 \$

Au 31 mars 1998, la valeur marchande des obligations est de 325 047 573 \$ (1997: 244 318 733 \$).

**FONDS D'AMORTISSEMENT AFFÉRENT À DES EMPRUNTS D'ORGANISMES DE SANTÉ
ET DE SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC**

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de santé et de services sociaux du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état du solde du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 8 septembre 1998

FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES
(L.Q. 1996, c. 45)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'exercice terminé le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997 (8 1/2 mois)
REVENUS		
Contribution du gouvernement du Canada	79 409	154 706
Contribution du gouvernement du Québec	16 845	38 840
	<u>96 254</u>	<u>193 546</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	3 564	3 800
Fonctionnement	18 331	20 615
Capital	18 778	29 597
Transferts	53 455	138 384
Intérêts sur emprunts	2 126	1 150
	<u>96 254</u>	<u>193 546</u>

BILAN
au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	131 260	54 706
Avances aux entreprises	652	
Avances aux municipalités		457
	<u>131 912</u>	<u>55 163</u>
PASSIF		
À court terme		
Contribution du gouvernement du Québec reçue d'avance	4 614	2 759
Créditeurs et frais courus	29 510	50 815
Emprunts (note 3)	97 261	439
Intérêts courus sur emprunts	527	1 150
	<u>131 912</u>	<u>55 163</u>

ÉVENTUALITÉS (note 4)

Yvan Bouchard
Pierre Roy

FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Loi instituant le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées (L.Q., 1996, chapitre 45) est entrée en vigueur le 21 novembre 1996 et a effet depuis le 19 juillet 1996. Le ministre désigné comme président du Comité ministériel de coordination pour la reconstruction et la relance économique est responsable de l'application de cette loi.

Ce Fonds est affecté au financement des dépenses exceptionnelles supportées par un ministère ou un organisme du gouvernement à la suite du sinistre causé par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 et qui ont affecté les régions reconnues sinistrées par le Gouvernement. Le Fonds est également affecté au financement du programme de reconstruction et de relance économique de ces régions.

La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre des Finances. La comptabilité et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par le président du Conseil du trésor.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Contribution du gouvernement du Canada

La contribution du gouvernement du Canada est comptabilisée dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées. Elle est sujette à vérification par le gouvernement du Canada en vertu des accords d'aide financière en cas de catastrophe et en vertu de l'entente Canada-Québec pour le programme de reconstruction économique temporaire. S'il y a lieu, des ajustements seront apportés dans l'exercice au cours duquel ils seront connus.

Dépenses

Les traitements et avantages sociaux représentent la dépense supplémentaire, en sus des opérations régulières, encourue par un ministère ou un organisme pour rémunérer le personnel affecté aux activités du Fonds.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées des dépenses d'opération des ministères et organismes relativement aux activités du Fonds.

Les coûts des biens de nature «capital» représentent principalement la réparation des dommages qu'a subi le réseau routier lors du sinistre. Ils sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle les travaux sont effectués.

Les transferts représentent les aides financières accordées dans le cadre des activités du Fonds. Ils sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés, lorsque les conditions d'admissibilité sont remplies et lorsque le bénéficiaire a engagé des dépenses admissibles.

3. EMPRUNTS

	1998	1997
Dû au Fonds consolidé du revenu, portant intérêt au taux préférentiel bancaire sans modalité de remboursement	6 216	439
Marge de crédit au Fonds de financement, portant intérêt au taux moyen des acceptations bancaires pour un mois majoré de 0,3 % pour les frais de gestion et sans modalité de remboursement	91 045	
	<u>97 261</u>	<u>439</u>

FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

4. ÉVENTUALITÉS

Le gouvernement du Québec fait l'objet de deux réclamations en recours collectif en regard de sa gestion, exploitation, surveillance et entretien des barrages et digues destinés à contrôler le débit et le niveau du réservoir Lac Kénogami.

En plus de cette réclamation, il fait l'objet d'une poursuite de 39 546 000 \$ par les assureurs de certaines entreprises, pouvant être majorée en fonction de paiements additionnels effectués par ces assureurs, tant en regard de sa gestion du réservoir Lac Kénogami et l'opération des barrages retenant ses eaux qu'en regard de la gestion des événements reliés au sinistre. De plus, il fait l'objet de deux autres poursuites totalisant 2 208 000 \$ par les assureurs de certaines personnes sinistrées.

Le dénouement de ces litiges étant incertain, la perte éventuelle que le Gouvernement pourrait devoir assumer et comptabiliser au Fonds ne peut être déterminée.

5. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Roland Guérin
Directeur général de l'administration

Québec, le 28 août 1998

FONDS D'ASSISTANCE FINANCIÈRE POUR CERTAINES RÉGIONS SINISTRÉES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1998. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 28 août 1998

**FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER
(L.R.Q., c. M-28)**

**REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998**

	1998	1997
		(note 3)
REVENUS		
Contribution du gouvernement du Québec	192 566 332 \$	169 402 175 \$
Contribution du gouvernement du Canada	20 016 378	6 667 939
	<u>212 582 710 \$</u>	<u>176 070 114 \$</u>
DÉPENSES		
Contrats de remise en état du réseau routier supérieur	80 303 582 \$	86 724 597 \$
Honoraires professionnels	4 249 297	3 015 720
Traitements et avantages sociaux	56 996 349	59 582 248
Amortissement des immobilisations	27 950 234	8 871 295
Dépenses administratives	15 035 342	16 212 694
Intérêts sur la dette à long terme	27 437 904	1 617 600
Amortissement des frais reportés	610 002	45 960
	<u>212 582 710 \$</u>	<u>176 070 114 \$</u>

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997 (note 3)
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs (note 4)	227 534 139 \$	127 990 202 \$
Immobilisations (note 5)	611 708 354	273 671 390
Frais reportés - au coût amorti	4 632 186	5 874 017
	<u>843 874 679 \$</u>	<u>407 535 609 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunts temporaires du Fonds de financement du gouvernement du Québec	144 659 315 \$	
Créditeurs et frais courus	49 877 573	34 505 346 \$
Intérêts courus	13 692 102	6 045 748
Versements sur la dette à long terme (note 7)	74 425 393	41 475 575
	<u>282 654 383</u>	<u>82 026 669</u>
Crédits reportés (note 6)	52 502 724	17 999 777
Dette à long terme (note 7)	508 717 572	307 509 163
	<u>843 874 679 \$</u>	<u>407 535 609 \$</u>

ÉVENTUALITÉS (note 8)

Gordon Smith
Administrateur du Fonds de
conservation et d'amélioration
du réseau routier

André Trudeau
Sous-ministre des Transports

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Éléments des revenus et dépenses sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	27 950 234 \$	8 871 295 \$
Amortissement des frais reportés	610 002	45 960
Amortissement des crédits reportés	(2 100 959)	(528 467)
Variation des éléments d'actif et passif liés à l'exploitation	(76 525 356)	(87 439 108)
Liquidités utilisées pour les activités d'exploitation	(50 066 079)	(79 050 320)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(41 475 573)	
Dette à long terme	275 633 800	348 984 738
Frais reportés	631 829	(5 919 977)
Crédits reportés	36 603 906	18 528 244
Liquidités provenant des activités de financement	271 393 962	361 593 005
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(365 987 800)	(282 542 685)
Produits d'aliénations d'immobilisations	602	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(365 987 198)	(282 542 685)
DIMINUTION ET INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS	(144 659 315) \$	

L'insuffisance des liquidités correspond aux emprunts temporaires du Fonds de financement du gouvernement du Québec.

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier a été constitué le 1^{er} avril 1996 par la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28). Le Fonds est affecté au financement des travaux de conservation des chaussées et des structures et des travaux d'amélioration et de développement du réseau routier supérieur. Celui-ci comprend les coûts imputés au réseau routier supérieur depuis le 1^{er} avril 1996. Le Fonds est administré par le ministre des Transports.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds sont préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états englobent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Le coût des traitements et avantages sociaux ainsi que celui des dépenses administratives sont établis par une estimation de la contribution des employés du ministère des Transports aux activités du Fonds.

Immobilisations

— Réseau routier supérieur

Tous les coûts engagés directement pour la réalisation des travaux en régie ou à contrats, de la phase d'élaboration des projets jusqu'à la mise en service, y incluant les frais d'intérêts relatifs au financement temporaire, sont capitalisés et amortis par axe d'intervention selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période correspondant à la borne inférieure de leur durée de vie utile, soit:

	Taux
Conservation des chaussées	15 ans
Conservation des structures	20 ans
Amélioration du réseau	15 ans
Développement du réseau	20 ans

Les acquisitions de l'année financière sont amorties à la moitié du taux établi pour tenir compte de l'échelonnement de l'investissement sur toute la période.

— Mobilier et équipement transférés par le ministère des Transports

Le mobilier de bureau et les équipement informatiques, transférés du ministère des Transports lors de la constitution du Fonds, sont comptabilisés à la valeur attribuée par le Gouvernement et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile de 5 ans.

Frais reportés

L'escompte ou la prime ainsi que les frais d'émission propres aux emprunts à long terme sont reportés et amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts.

Crédits reportés

La contribution du gouvernement du Canada relative aux immobilisations est comptabilisée comme crédit reporté et est virée aux résultats selon la méthode et les taux d'amortissement utilisés pour le réseau routier supérieur.

Les contrats accordés aux entrepreneurs relativement aux travaux sur le réseau routier supérieur prévoient un cautionnement obligatoire en cas de défaut de l'entrepreneur. La contribution au coût des immobilisations à titre de caution en cas de défaut de l'entrepreneur est inscrite comme crédit reporté et est amortie selon la méthode et les taux d'amortissement utilisés pour le réseau routier supérieur.

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1998

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions comptables adoptées par le Fonds ont été modifiées de façon à les rendre conformes aux principes comptables généralement reconnus.

À compter du présent exercice, seuls les coûts directement reliés aux travaux qui prolongent la vie utile du réseau routier supérieur, qui en rehaussent la capacité physique ou encore qui en accroissent le potentiel de service - amélioration de la sécurité, fluidité de la circulation, fonctionnalité - ainsi que les frais financiers spécifiquement attribuables à ces travaux sont capitalisés et amortis par axe d'intervention.

Auparavant, tous les coûts engagés directement ou indirectement pour la réalisation des travaux, y compris les travaux de remise en état du réseau routier supérieur, étaient inscrits comme frais reportés et amortis par axe d'intervention.

À la suite de cette modification, les taux d'amortissement des immobilisations - réseau routier supérieur, mobilier et équipement - ont été révisés pour tenir compte de la nouvelle durée de vie utile.

Ces modifications appliquées de façon rétroactive ont pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants des états financiers:

	1998	1997
Revenus	99 573 372 \$	146 704 155 \$
Dépenses	99 573 372	146 704 155
Actif à court terme	216 573 248	112 394 227
Frais reportés - infrastructures routières	(862 104 530)	(423 040 379)
Immobilisations	611 708 354	273 671 390
Passif à court terme	(14 526 613)	(31 607 405)
Crédits reportés	(19 296 315)	(5 367 357)

4. DÉBITEURS

	1998	1997
Gouvernement du Québec	216 573 248 \$	112 394 227 \$
Gouvernement du Canada		
Travaux d'infrastructures	7 309 041	
Canada-Québec		
Programme stratégique Canada-Québec	2 331 179	15 595 975
d'amélioration routière	185 500	
Réseau routier de l'Outaouais	1 135 171	
Autres		
	227 534 139 \$	127 990 202 \$

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

5. IMMOBILISATIONS

Réseau routier supérieur

	1998				1997	
	Conser- vation des chaussées	Conser- vation des structures	Amélio- ration du réseau	Développe- ment du réseau	Total	Total
Coût						
Solde au début	44 290 573	\$ 50 816 197	\$108 023 130	\$ 76 335 947	\$279 465 847	\$
Acquisitions de l'exercice						
Coûts des contrats de construction et des matières premières	39 852 691	52 416 203	106 066 100	66 299 700	264 634 694	197 756 816 \$
Frais connexes aux contrats de construction	1 905 719	4 226 367	23 599 760	15 240 957	44 972 803	28 634 650
Traitements et avantages sociaux	3 511 073	7 786 602	17 946 250	12 095 281	41 339 206	38 240 674
Dépenses administratives	926 202	2 054 064	4 734 123	3 190 669	10 905 058	10 405 558
Intérêts sur emprunts temporaires	529 413	761 032	1 741 272	1 104 322	4 136 039	4 428 149
	46 725 098	67 244 268	154 087 505	97 930 929	365 987 800	279 465 847
Coût total	91 015 671	118 060 465	262 110 635	174 266 876	645 453 647	279 465 847
Amortissement cumulé	5 986 561	5 492 321	15 938 563	8 173 469	35 590 914	8 255 927
	85 029 110	\$112 568 144	\$246 172 072	\$166 093 407	\$609 862 733	271 209 920

Mobilier et équipement transférés
par le ministère des Transports

Coût	3 076 236	3 076 838
Amortissement cumulé	1 230 615	615 368
	1 845 621	2 461 470
Coût net des immobilisations	611 708 354	\$273 671 390 \$

6. CRÉDITS REPORTÉS - AU COÛT AMORTI

	1998	1997
Contribution du gouvernement du Canada		
Travaux d'infrastructures Canada-Québec	17 550 944 \$	
Programme stratégique Canada-Québec d'amélioration routière	27 099 465	17 999 777 \$
Réseau routier de l'Outaouais	1 150 180	
Cautionnement	6 702 135	
	52 502 724 \$	17 999 777 \$

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

7. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
Emprunts du Fonds de financement du gouvernement du Québec, taux fixes de 5,25 % à 6,5 %, échéant jusqu'en octobre 2007	580 681 494 \$	345 907 900 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, remboursable par versements annuels de 307 684 \$, échéant en 2006	2 461 471	3 076 838
	583 142 965	348 984 738
Versements échéant en deçà d'un an	74 425 393	41 475 575
	508 717 572 \$	307 509 163 \$

Les montants de versements en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices se détaillent comme suit:

1999	74 425 393 \$
2000	74 425 393
2001	99 625 393
2002	70 825 393
2003	89 282 873

8. ÉVENTUALITÉS

Le Fonds doit assumer le règlement de certaines réclamations et poursuites intentées contre le ministère des Transports et impliquant pour la plupart des entreprises de construction. Les litiges touchent principalement les modalités d'exécution des contrats. Ces réclamations et poursuites représentent 38 377 559 \$ au 31 mars 1998. Le dénouement de ces litiges apparaît incertain et en date de préparation des états financiers, la direction du Fonds n'est pas en mesure d'établir le montant que le Fonds pourrait avoir à déboursier.

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du ministère affectés au Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'exercice d'une part et capitalisées aux coûts du réseau routier supérieur d'autre part s'élèvent respectivement à 2 283 435 \$ et à 1 656 165 \$ (1997: 1 978 483 \$ et 1 269 817 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations.

FONDS DE CONSERVATION ET D'AMÉLIORATION DU RÉSEAU ROUTIER**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et jugements importants.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Gordon Smith
Administrateur du Fonds de conservation
et d'amélioration du réseau routier

André Trudeau
Sous-ministre des Transports

Québec, le 30 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive du changement de méthode de capitalisation des coûts du réseau routier supérieur expliqué à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 30 septembre 1998

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
(L.Q. 1997, c. 63)

REVENUS ET DÉPENSES ET EXCÉDENT
de l'exercice de trois mois terminé le 31 mars 1998

	<u>1998</u>
REVENUS	
Contribution du ministère de l'Emploi et de la Solidarité	<u>200 000 \$</u>
DÉPENSES	
Traitements et avantages sociaux	149 507
Déplacements	3 214
Frais de représentation et de réunion	3 373
Fournitures et approvisionnement	1 372
	<u>157 466</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	
ET EXCÉDENT À LA FIN	<u>42 534 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1998

	<u>1998</u>
ACTIF	
Contribution à recevoir du ministère de l'Emploi et de la Solidarité	<u>200 000 \$</u>
PASSIF	
Dû à la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre; sans intérêt ni modalités de remboursement	157 466 \$
EXCÉDENT	<u>42 534</u>
	<u>200 000 \$</u>

ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN (note 4)

Jacques Gariépy
 Sous-ministre associé - Emploi Québec

Pierre-André Paré
 Sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds, constitué le 17 décembre 1997 par la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (L.Q., 1997, c. 63), est affecté au financement de la mise en oeuvre et de la gestion des mesures et programmes relevant du ministre dans les domaines de la main-d'oeuvre et de l'emploi, ainsi que la prestation des services publics d'emploi. Le Fonds a débuté ses activités le 1^{er} janvier 1998.

Les surplus accumulés par le Fonds qui excèdent 20 M\$ sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

En vertu de sa loi constitutive, le Gouvernement détermine les actifs et les passifs du Fonds ainsi que la nature des coûts qui peuvent y être imputés. Cette disposition est entrée en vigueur le 1^{er} avril 1998. Par conséquent, ces états financiers ne présentent que les résultats des activités de démarrage du Fonds.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté car il n'apporterait aucun renseignement supplémentaire utile pour la compréhension des mouvements de trésorerie.

3. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

4. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 1^{er} avril 1998, le gouvernement du Québec a autorisé le transfert au Fonds des actifs et des passifs en provenance de la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre. De même, à cette date, le Gouvernement autorise le Fonds à comptabiliser les coûts afférents aux obligations découlant des congés de maladie et de vacances accumulés et non utilisés au 31 mars 1998 par les employés du gouvernement du Canada transférés au ministère de l'Emploi et de la Solidarité dans le cadre de l'Entente de principe Canada-Québec relative au marché du travail.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de développement du marché du travail ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Jacques Gariépy
Sous-ministre associé - Emploi Québec

Pierre-André Paré
Sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Québec, le 28 mai 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de développement du marché du travail au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'excédent de l'exercice de trois mois terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de trois mois terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 28 mai 1998

FONDS DE FINANCEMENT
(L.R.Q., c. A-6)

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
REVENU NET D'INTÉRÊTS		
Intérêts sur prêts	571 631	514 353
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	6 022	5 777
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	(538 672)	(496 901)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	(32 739)	(18 065)
Intérêts sur placements temporaires	163	122
	<u>6 405</u>	<u>5 286</u>
AUTRES OPÉRATIONS		
Frais d'émission de prêts imputés aux emprunteurs	4 420	6 392
Frais d'émission sur avances du Fonds consolidé du revenu	(2 422)	(4 630)
Frais d'administration imputés aux emprunteurs	1 133	1 484
	<u>3 131</u>	<u>3 246</u>
	<u>9 536</u>	<u>8 532</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements, salaires et allocations	1 232	933
Services professionnels, administratifs et autres	104	96
Service de transport et de communication	16	15
Loyers	173	173
Amortissement des immobilisations	5	7
Autres	13	6
	<u>1 543</u>	<u>1 230</u>
REVENU NET	<u>7 993</u>	<u>7 302</u>

EXCÉDENT

de l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
SOLDE AU DÉBUT	10 137	5 835
Revenu net	7 993	7 302
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 800)	(3 000)
SOLDE À LA FIN	<u>14 330</u>	<u>10 137</u>

FONDS DE FINANCEMENT

BILAN

au 31 mars 1998

(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
Prêts (note 3)	9 178 786	7 589 844
Intérêts courus sur prêts	189 270	177 533
	<u>9 368 056</u>	<u>7 767 377</u>
Encaisse	77	21
Débiteurs	5 650	4 482
Immobilisations (note 4)	10	13
Frais reportés - escomptes et primes sur avances	22 807	25 539
Frais d'émission reportés	167	212
	<u>9 396 767</u>	<u>7 797 644</u>
PASSIF		
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	9 193 995	7 604 155
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu	182 710	178 843
Créditeurs	82	28
Revenus reportés	5 650	4 481
	<u>9 382 437</u>	<u>7 787 507</u>
EXCÉDENT	14 330	10 137
	<u>9 396 767</u>	<u>7 797 644</u>

Nathalie Parenteau
Directrice par intérim du Fonds de financement

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS DE FINANCEMENT

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998
 (en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	7 993	7 302
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des escomptes et primes sur prêts	(6 022)	(5 777)
Amortissement des escomptes et primes sur avances du Fonds consolidé du revenu	32 739	18 065
Amortissement des immobilisations	5	7
	34 715	19 597
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(5 038)	(27 612)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'exploitation	29 677	(8 015)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Avances du Fonds consolidé du revenu	23 184 999	7 787 830
Remboursement d'avances du Fonds consolidé du revenu	(21 627 898)	(6 276 934)
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 800)	(3 000)
Liquidités provenant des activités de financement	1 553 301	1 507 896
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Prêts	(8 583 300)	(6 003 826)
Remboursement de prêts	7 000 380	4 503 552
Acquisitions d'immobilisations	(2)	(4)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 582 922)	(1 500 278)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	56	(397)
ENCAISSE AU DÉBUT	21	418
ENCAISSE À LA FIN	77	21

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de financement est un fonds spécial institué par la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6).

Le Fonds a pour objet de permettre au ministre des Finances, à même les sommes empruntées à cette fin par le Gouvernement et versées au Fonds, de faire des prêts à des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux, à des entreprises du Gouvernement, à d'autres organismes déterminés par le Gouvernement et à des fonds spéciaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont prévus dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Le Fonds impute aux emprunteurs des frais d'émission de prêts pour compenser ceux encourus par le Gouvernement sur les emprunts qu'il effectue pour le compte du Fonds de financement. Le Fonds impute également aux emprunteurs des frais d'administration. Les montants des frais imputés sont déterminés annuellement par le ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Frais et revenus reportés

Les frais et revenus reportés sont amortis sur la durée restante de chaque titre selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition et amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier de bureau	20 %
Équipements informatiques	20 %
Logiciels	33 1/3 %

Conversion des devises

Les prêts et avances du Fonds consolidé du revenu libellé en devises sont convertis en dollars canadiens au cours du change en vigueur à la date du bilan. Le montant remboursable en monnaie du Canada en vertu des contrats d'échange de devises est déterminé au cours du change prévu dans ces contrats.

3. PRÊTS

	1998	1997
Remboursable en monnaie du Canada		
Emprunteurs		
Commissions scolaires	1 526 932	1 734 315
Collèges d'enseignement général et professionnel	156 080	240 330
Établissements régis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)		
Corporation d'hébergement du Québec	2 036 105	1 282 674
Autres	897 968	859 534
Établissements universitaires	159 124	164 794
Fonds spéciaux	1 198 758	367 672
Entreprises et organismes du Gouvernement	3 008 278	2 749 442
Montants à reporter	8 983 245	7 398 761

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1998

(en milliers de dollars)

3. PRÊTS (suite)

	1998	1997
Montants reportés	8 983 245	7 398 761
Remboursable en monnaie des États-Unis		
Emprunteurs		
Entreprises et organismes du Gouvernement	195 541	191 083
Total des prêts	9 178 786	7 589 844

Les échéances et les taux d'intérêts sur les prêts consentis par le Fonds sont, sauf quelques exceptions, identiques à ceux des avances reçues du Fonds consolidé du revenu à cette fin compte tenu des contrats d'échange de devises et de taux d'intérêt, le cas échéant.

Le solde à amortir au cours des années subséquentes des escomptes et primes sur prêts est de 12 296 015 \$ au 31 mars 1998 (21 251 689 \$ au 31 mars 1997).

4. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier de bureau	10	9	1
Équipements informatiques	98	89	9
Logiciels	12	12	13
	120	110	10
			13

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

1998		
Remboursable en monnaie du Canada		
Échéance Année financière	Montant	Taux (%)
1998	1 935 213	autres (1)
1999	31 931	5,25; 6,00; 9,375 et variable *
2000	1 120 235	6,00; 8,50; 8,89 et 9,375
2001	707 147	6,97; 7,153; 7,25; 9,375;
		10,00 et variable *
2002	726 234	7,222; 9,31; 9,375; 10,24;
		10,25 et variable *
2003	1 331 576	5,25; 6,383; 7,00; 7,599; 7,60;
		7,61; 9,10; 9,25 et 9,375
2004-2008	2 541 064	6,00; 6,50; 7,50; 7,635; 7,75;
		8,48; 9,00; 9,375; 9,50; 9,75
		et variable *
2009-2013	16 220	6,98 et 9,375
2014-2018	11 220	9,375
2019-2023	169 913	9,375
Montant à reporter	8 590 753	

FONDS DE FINANCEMENT

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998
(en milliers de dollars)

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (suite)

1998		
Remboursable en monnaie du Canada (suite)		
Échéance Année financière	Montant	Taux (%)
Montant reporté	8 590 753	
Plus:		
Contrats d'échange de devise en monnaie du Canada	407 700	
Total en monnaie du Canada	8 998 453	
Remboursable en monnaie des États-Unis		
1999	86 413	Variable *
2003	177 075	6,273; 6,30; 6,359 et variable *
2004-2008	250 789	6,115; 6,29
	514 277	
Moins:		
Contrats d'échange de devise en monnaie du Canada	318 735	
Total en monnaie des États-Unis	195 542	
Remboursable en monnaie du Japon		
2003	21 600	6,383
Moins:		
Contrat d'échange de devise en monnaie du Canada	21 600	
Total en monnaie du Japon		
Remboursable en monnaie de l'Allemagne		
2003	76 659	5,487
Moins:		
Contrat d'échange de devise en monnaie du Canada	76 659	
Total en monnaie de l'Allemagne		
Total des avances du Fonds consolidé du revenu	9 193 995	

* Taux des acceptations bancaires plus ou moins un pourcentage variant entre 0,034 et 0,39.

(1) Les avances à court terme portent intérêt à des taux variant de 4,081% à 5,10 %.

Instruments dérivés

Le Fonds de financement utilise des instruments dérivés, notamment des contrats d'échange de devise et de taux d'intérêt, pour gérer les risques de change et de taux d'intérêt relatifs aux avances du Fonds consolidé du revenu. Les montants nominaux des contrats d'échange de taux d'intérêt en monnaie du Canada sont de 315 millions de dollars.

FONDS DE FINANCEMENT**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

6. RÉGIME DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par le Fonds et imputées aux résultats de l'année financière, s'élèvent à 44 095 \$ (1997: 37 699 \$). Les obligations du Fonds envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, Le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de financement du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La direction reconnaît qu'elle est responsable de gérer les affaires du Fonds conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

Nathalie Parenteau
Directrice par intérim du
Fonds de financement

Québec, le 7 juillet 1998

FONDS DE FINANCEMENT

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de financement du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Pour le vérificateur général du Québec,

Doris Paradis, CA
Directrice des services conseils
et de l'assurance-qualité

Québec, le 7 juillet 1998

FONDS DE GESTION DES DÉPARTS ASSISTÉS
(L.Q., 1996, c. 66)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
	(12 mois)	(9 mois)
REVENUS		
Contribution du gouvernement du Québec	32 800 000 \$	15 150 000 \$
DÉPENSES		
Amortissement des frais reportés	29 254 521 \$	13 552 609 \$
Intérêts sur la dette à long terme	3 545 479	1 597 391
	32 800 000 \$	15 150 000 \$

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs		3 786 000 \$
Avances au Fonds consolidé du revenu	4 738 013 \$	
Frais reportés (note 3)	82 282 882	99 980 376
	87 020 895 \$	103 766 376 \$
PASSIF		
À court terme		
Contribution du gouvernement du Québec reçue d'avance		500 000 \$
Créditeurs	138 073 \$	
Intérêts courus sur avances du Fonds consolidé du revenu		1 597 391
Versement sur la dette à long terme	35 539 822	28 495 290
	35 677 895	30 592 681
Dette à long terme (note 4)	51 343 000	73 173 695
	87 020 895 \$	103 766 376 \$

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Pierre Roy
Secrétaire du Conseil du trésor

FONDS DE GESTION DES DÉPARTS ASSISTÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

La Loi instituant le Fonds de gestion des départements assistés (L.Q., 1996, chapitre 66) est entrée en vigueur le 23 décembre 1996 et a effet depuis le 1^{er} juillet 1996. Ce Fonds spécial est affecté au financement des coûts des primes versées au personnel de la fonction publique qui s'est prévalu d'un programme de départ et de toute autre somme reliée à l'activité du Fonds. La fin de la période d'étalement des dépenses du Fonds a été fixée au 1^{er} avril 2001.

Le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique, président du Conseil du trésor est responsable de l'application de cette loi. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Frais reportés

Ces frais représentent le coût des primes de départ versées au personnel qui s'est prévalu des programmes et les dépenses de fonctionnement reliées à l'activité du Fonds. Ils sont financés et amortis sur une période maximale de quatre ans ne pouvant pas excéder le 1^{er} avril 2001 tel que prévu à la loi instituant le Fonds. L'amortissement de ces frais est calculé en fonction du remboursement de la dette à long terme.

3. FRAIS REPORTÉS

	1998	1997
Solde au début	99 980 376 \$	
Coût des primes de départ	11 471 066	113 465 686 \$
Dépenses de fonctionnement	85 961	67 299
	111 537 403	113 532 985
Amortissement	29 254 521	13 552 609
Solde à la fin	82 282 882 \$	99 980 376 \$

4. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
Billet à payer au Fonds de financement ne pouvant excéder 150 millions de dollars, intérêt quotidien au taux moyen des acceptations bancaires pour un mois plus 0,3 % et remboursable par tranches minimales de 25 000 \$ au gré de l'emprunteur	86 882 822 \$	
Avance du Fonds consolidé du revenu remboursable à la Banque nationale du Canada en tout ou en partie par anticipation et sans pénalité		101 668 985 \$
	86 882 822	101 668 985
Versements échéant en deçà d'un an	35 539 822	28 495 290
	51 343 000 \$	73 173 695 \$

FONDS DE GESTION DES DÉPARTS ASSISTÉS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. DETTE À LONG TERME (suite)

Les montants des versements en capital à effectuer au cours des trois prochains exercices se détaillent comme suit:

1999	35 539 822 \$
2000	32 663 000
2001	18 680 000

5. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de gestion des départs assistés au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Le coût des primes de départ versées au personnel qui s'est prévalu d'un programme de départ ainsi que les dépenses de fonctionnement reliées à l'activité du Fonds ont été comptabilisés comme frais reportés et sont amortis sur une période maximale de quatre ans ne pouvant pas excéder le 1^{er} avril 2001 tel que prévu à la loi instituant le Fonds. À mon avis, les montants relatifs à ces primes et à ces dépenses de fonctionnement auraient dû être entièrement inscrits dans les dépenses de l'année financière à laquelle ils se rapportent. Ainsi, les dépenses de l'année financière terminée le 31 mars 1998 auraient été moins élevées d'un montant de 17 697 494 \$ (1997: plus élevées d'un montant de 99 980 376 \$) et le solde non amorti des frais reportés aurait été éliminé.

À mon avis, puisque le coût des primes de départ ainsi que les dépenses reliées aux activités du Fonds n'ont pas été comptabilisés adéquatement, ces états financiers ne présentent pas fidèlement, selon les principes comptables généralement reconnus, ni la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ni les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis la convention comptable énoncée à la note 2 a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le Vérificateur général du Québec,

Doris Paradis, CA
Directrice des services conseils
et de l'assurance-qualité

Québec, le 15 septembre 1998

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER
(L.R.Q., c. M-25.1.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Ministère des Relations internationales		
Biens et services rendus - net	8 151 011 \$	9 647 862 \$
Recouvrement de taxes (note 3)		433 107
Autres	659	24 582
	<u>8 151 670</u>	<u>10 105 551</u>
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Location d'espaces	5 067 203	6 297 718
Exploitation	774 040	867 161
Entretien et réparations	592 233	347 345
Aménagement	85 192	181 003
Traitements et avantages sociaux	175 360	218 074
Déplacements	21 566	28 209
Honoraires professionnels	80 016	149 909
Poste, messagerie et communications	11 314	12 240
Frais financiers	489 439	569 432
Autres dépenses	47 799	89 008
Amortissement des immobilisations	849 606	1 177 734
Perte sur aliénations d'immobilisations		86 554
	<u>8 193 768</u>	<u>10 024 387</u>
 (PERTE NETTE) REVENU NET	<u>(42 098)</u>	<u>81 164</u>
 EXCÉDENT	<u>107 569</u>	<u>26 405</u>
 EXCÉDENT À LA FIN	<u>65 471 \$</u>	<u>107 569 \$</u>

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse		1 069 789 \$
Débiteurs (note 4)	954 513 \$	472 712
Frais payés d'avance	28 217	28 217
	<u>982 730</u>	<u>1 570 718</u>
Oeuvres d'art	51 198	51 198
Immobilisations (note 5)	8 875 809	9 768 372
	<u>9 909 737 \$</u>	<u>11 390 288 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse	811 315 \$	
Créditeurs et frais courus	429 402	1 194 391 \$
Revenus perçus d'avance		373 421
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	800 000	1 100 000
Portion à court terme de la dette		
à long terme	813 627	811 358
	<u>2 854 344</u>	<u>3 479 170</u>
Dette à long terme (note 7)	6 989 922	7 803 549
	<u>9 844 266</u>	<u>11 282 719</u>
EXCÉDENT	65 471	107 569
	<u>9 909 737 \$</u>	<u>11 390 288 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 8)

Jean Lefebvre
Administrateur du Fonds de la gestion des
immeubles du Québec à l'étranger

Michelle Bussières
Sous-ministre des Relations internationales

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(42 098) \$	81 164 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	849 606	1 177 734
Perte sur aliénations d'immobilisations		86 554
	807 508	1 345 452
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(1 620 211)	1 672 888
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	(812 703)	3 018 340
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de la dette à long terme	(811 358)	(1 099 158)
Remboursement des avances du Fonds consolidé du revenu	(300 000)	(550 000)
Liquidités utilisées pour les activités de financement	(1 111 358)	(1 649 158)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(400 603)	(661 098)
Recouvrement de taxes sur les immobilisations	443 560	138 360
Produit d'aliénations d'immobilisations		197 779
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités d'investissement	42 957	(324 959)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(1 881 104)	1 044 223
ENCAISSE AU DÉBUT	1 069 789	25 566
(CHÈQUES EN CIRCULATION MOINS ENCAISSE) ENCAISSE À LA FIN	(811 315) \$	1 069 789 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger est un fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Relations internationales (L.R.Q., chapitre M-25.1.1). Il a pour objet de gérer et de financer les biens et services fournis par le ministre aux représentations du Québec à l'étranger.

Ce Fonds est administré par le ministre des Relations internationales. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Recouvrement de taxes

Les recouvrements de taxes accordés par des pays étrangers en vertu de privilèges diplomatiques sont inscrits aux livres dans l'exercice au cours duquel les réclamations produites sont acceptées.

Les recouvrements de taxes afférents aux frais d'opération et d'administration des années antérieures sont inscrits aux revenus et ceux afférents aux frais capitalisables sont inscrits en diminution des immobilisations.

Oeuvres d'art

Les oeuvres d'art cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres acquisitions sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les oeuvres d'art sont réparties dans l'ensemble des délégations et résidences officielles du Québec à l'étranger.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres acquisitions sont inscrites à leur coût d'acquisition. Les achats de meubles dont le coût est de plus de 5 000 \$ sont capitalisés. Les travaux d'aménagement et d'améliorations locatives excédant 100 000 \$ sont également capitalisés.

Les immobilisations sont amorties sur leur durée de vie utile selon les méthodes et les taux suivants:

	Méthode et taux
Bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 25 ans
Aménagement des bâtiments	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % d'une durée de 10 ans
Améliorations locatives	Amortissement à intérêts composés mensuellement (dotation croissante) au taux de 10 % sur la durée du bail jusqu'à un maximum de 10 ans
Mobilier et équipement	Amortissement linéaire au taux de 20 %
Véhicules motorisés	Amortissement linéaire au taux de 20 %

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Conversion des devises étrangères

Les achats acquittés au cours de l'année financière ainsi que les avances aux délégations sont convertis au taux de change prévalant à la date du transfert des fonds requis pour effectuer les transactions. Les débiteurs et les créditeurs sont convertis au taux de change prévalant à la date du bilan. Les gains ou pertes de change sont imputés aux opérations de l'année financière.

3. RECOUVREMENT DE TAXES

En vertu de privilèges diplomatiques accordés par la France, le Fonds a reçu, au cours de l'exercice, des recouvrements de taxes de 443 560 \$ (571 467 \$ en 1996-1997). Ces recouvrements ont été comptabilisés de la façon suivante:

	1998	1997
Immobilisations	443 560 \$	138 360 \$
Revenus		433 107
	443 560 \$	571 467 \$

Au 31 mars 1998, le Fonds estime qu'en vertu de ces mêmes privilèges diplomatiques, il pourrait obtenir des recouvrements de taxes de la France pour un montant approximatif de 200 000 \$. Ces recouvrements de taxes seront comptabilisés dans l'exercice au cours duquel les réclamations produites seront acceptées.

4. DÉBITEURS

	1998	1997
Ministère des Relations internationales		
Biens et services rendus	798 927 \$	318 600 \$
Avances aux délégations	128 637	121 062
Autres	26 949	33 050
	954 513 \$	472 712 \$

5. IMMOBILISATIONS

	1998		1997	
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrains	1 807 422 \$		1 807 422 \$	1 807 422 \$
Bâtiments	3 110 609	236 990 \$	2 873 619	2 923 058
Aménagement des bâtiments	3 018 582	1 271 343	1 747 239	2 286 847
Améliorations locatives	2 726 099	910 180	1 815 919	2 003 409
Mobilier	671 478	626 288	45 190	115 876
Équipement	1 703 607	1 163 927	539 680	558 820
Véhicules motorisés	235 592	188 852	46 740	72 940
	13 273 389 \$	4 397 580 \$	8 875 809 \$	9 768 372 \$

6. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1998	1997
Avances portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement, échéant le 31 mars 2000 et remboursables par anticipation	800 000 \$	1 100 000 \$

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

7. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
Emprunts sur billets du Fonds de financement du gouvernement du Québec, 9,15 % et 8,52 % remboursables par versements annuels de 331 993 \$ et 457 700 \$, échéant en 2001	4 667 035 \$	5 456 728 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt, 1,3 million de dollars remboursable en fonction de l'amortissement des immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution et 1,8 million de dollars sans modalité de remboursement	3 117 684	3 139 349
Dû au ministère des Relations internationales, sans intérêt et sans modalité de remboursement	18 830	18 830
	7 803 549	8 614 907
Versements échéant en deçà d'un an	813 627	811 358
	6 989 922 \$	7 803 549 \$

Les montants des versements en capital prévus à effectuer sur la dette à long terme au cours des cinq prochaines années financières, en tenant compte des refinancements, se détaillent comme suit:

1999	813 627 \$
2000	816 133
2001	818 902
2002	821 941
2003	367 639

8. ENGAGEMENTS

Contrats de location

Le Fonds est engagé par des baux à long terme, en monnaie étrangère, échéant à diverses dates jusqu'en l'an 2011, pour la location de locaux commerciaux et de résidences. Les paiements minimums futurs pour les prochaines années financières, excluant ceux relatifs à la résiliation de baux, s'établissent comme suit:

	Locaux commerciaux	Résidences	Total
1999	2 881 100 \$	661 400 \$	3 542 500 \$
2000	2 857 700	532 600	3 390 300
2001	2 247 800	440 800	2 688 600
2002	2 267 100	70 600	2 337 700
2003	2 345 400	5 800	2 351 200
2004 et subséquemment	8 973 100		8 973 100
	21 572 200 \$	1 711 200 \$	23 283 400 \$

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les valeurs comptables des actifs et des passifs financiers à court terme constituent une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de l'échéance rapprochée de ces instruments.

La juste valeur des dettes à long terme ne peut être estimée avec suffisamment de fiabilité compte tenu de l'absence de marché pour ce type de dette.

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 8 149 \$ (1997: 10 181 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus. Les autres renseignements financiers contenus dans le rapport annuel d'activités concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Jean Lefebvre
Directeur adjoint
Ressources financières et matérielles

Rémi Larochelle
Chef de service, FOGIQE

Québec, le 29 juillet 1998

FONDS DE LA GESTION DES IMMEUBLES DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 29 juillet 1998

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL
(L.Q., 1997, c. 28)

REVENUS ET DÉPENSES ET EXCÉDENT
de l'exercice de 16 mois terminé le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998
REVENUS	
Cotisations (note 3)	
Particuliers	46 794
Sociétés	62 203
Intérêts sur avances au Fonds consolidé du revenu	1 410
Contribution du ministère de l'Emploi et de la Solidarité	404
	<u>110 811</u>
DÉPENSES	
Aides financières	
Économie sociale	4 215
Création d'emplois, formation et autres	39 179
	<u>43 394</u>
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 4)	404
	<u>43 798</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES ET EXCÉDENT À LA FIN	<u>67 013</u>

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL

BILAN
au 31 mars 1998
 (en milliers de dollars)

	<u>1998</u>
ACTIF	
À court terme	
Débiteurs	13 169
Avances au Fonds consolidé du Revenu (note 5)	62 363
	<u>75 532</u>
PASSIF	
À court terme	
Créditeurs et frais courus	8 519
EXCÉDENT	67 013
	<u>75 532</u>

ENGAGEMENTS (note 6)

Paul Gagnon
 Directeur du Fonds de lutte contre la
 pauvreté par la réinsertion au travail

Pierre-André Paré
 Sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de la lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail, constitué par la Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail (1997, chapitre 28) sanctionnée le 12 juin 1997, a pour objet le financement de mesures visant à lutter contre la pauvreté en favorisant l'intégration au travail des personnes démunies. Le Fonds a débuté ses opérations le 26 novembre 1996 et cessera celles-ci le 1^{er} avril 2000 ou à toute date ultérieure que peut déterminer le Gouvernement.

Comme la date du début des activités a été fixée de façon rétroactive, l'exercice couvert par les états financiers est de seize mois.

Le Fonds est administré par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité et ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant la période financière.

Services reçus à titre gratuit

Le Fonds reçoit, à titre gratuit, des services de divers ministères et organismes: du ministère du Revenu relativement à la perception des cotisations des particuliers et des sociétés, du Secrétariat au développement des régions et du ministère de la Métropole relativement à la gestion des projets d'économie sociale, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité relativement à la gestion des projets de création d'emplois, de formation et autres et du ministère des Finances relativement à l'émission des paiements et aux frais bancaires. Ces services ne sont pas comptabilisés à l'état des revenus et dépenses et de l'excédent.

Aides financières

Les aides financières sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le bénéficiaire a satisfait aux critères d'admissibilité prévus aux protocoles d'entente ou aux contrats.

3. COTISATIONS

En vertu des dispositions de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre 1-3, article 1186.1 et suivants), chaque particulier est tenu de verser au ministre du Revenu une somme correspondant à 0,3 % de son impôt pour chacune des années 1997, 1998 et 1999. Par ailleurs, chaque société est tenue de verser au ministre du Revenu une somme correspondant à 2,8 % de ses impôts, plus 3,0 % de sa taxe sur le capital si elle est une institution financière, le tout devant être ajusté à la période de référence allant du 27 novembre 1996 au 26 novembre 1999.

Ces cotisations sont perçues par le ministre du Revenu pour le bénéfice du Fonds.

4. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1998
Traitements et avantages sociaux	354
Services de transport et de communication	11
Services professionnels et administratifs	22
Fournitures et approvisionnements	17
	<hr/>
	404
	<hr/>

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

5. AVANCES AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les avances portent intérêt au taux préférentiel bancaire réduit de 2,5 %, sans modalités de remboursement.

6. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé, par protocoles d'entente ou par contrats échéants à diverses dates n'excédant pas le 31 mars 2000, à soutenir financièrement des projets visant à lutter contre la pauvreté en favorisant l'intégration au travail des personnes démunies. Le solde des engagements au 31 mars 1998 s'établit à 26 878 007 \$.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Musée, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Paul Gagnon
Directeur de la Direction du Fonds de
la lutte contre la pauvreté par la
réinsertion au travail

Pierre-André Paré
Sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Québec, le 17 juillet 1998

FONDS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ PAR LA RÉINSERTION AU TRAVAIL**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses et de l'excédent de l'exercice de seize mois terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice de seize mois terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 17 juillet 1998

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS
(L.R.Q., c. R-3.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Droits, honoraires et ventes diverses (note 3)	28 773 371 \$	27 836 062 \$
Intérêts	3 367 015	2 477 054
	<u>32 140 386</u>	<u>30 313 116</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	6 036 510	5 970 062
Services professionnels et administratifs	7 786 643	5 804 440
Transport et communication	313 104	260 588
Entretien et réparations	98 961	16 248
Loyers	721 084	937 059
Fournitures et approvisionnement	62 260	62 836
Amortissement des immobilisations	109 079	74 956
Amortissement des frais de développement de systèmes informatiques	5 026 887	3 891 444
Autres dépenses	8 133	8 375
	<u>20 162 661</u>	<u>17 026 008</u>
REVENU NET	11 977 725	13 287 108
EXCÉDENT AU DÉBUT	69 146 698	55 859 590
EXCÉDENT À LA FIN	<u>81 124 423 \$</u>	<u>69 146 698 \$</u>

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	38 384 \$	686 382 \$
Placements temporaires, au coût	16 440 000	18 809 000
Débiteurs	1 449 220	506 311
Intérêts courus à recevoir	1 214 609	1 312 173
Frais payés d'avance	90 395	1 000
	<u>19 232 608</u>	<u>21 314 866</u>
Placements obligataires (note 4)	56 797 430	38 412 352
Frais de développement de systèmes informatiques (note 5)	9 851 298	13 096 870
Immobilisations (note 6)	288 176	130 619
	<u>86 169 512 \$</u>	<u>72 954 707 \$</u>

PASSIF**À court terme**

Créditeurs	5 045 089 \$	3 808 009 \$
EXCÉDENT	<u>81 124 423</u>	<u>69 146 698</u>
	<u>86 169 512 \$</u>	<u>72 954 707 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 8)

Karl Gosselin pour Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Louise Ouellet
Sous-ministre associée aux terres

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net		
Éléments sans incidence sur les liquidités:	11 977 725 \$	13 287 108 \$
Amortissement des immobilisations	109 079	74 956
Amortissement des frais de développement de systèmes informatiques	5 026 887	3 891 444
Amortissement de la prime et de l'escompte sur placements obligataires	42 553	677 122
Perte sur radiation d'immobilisations		4 280
	17 156 244	17 934 910
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	302 340	(195 006)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	17 458 584	17 739 904
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions:		
Immobilisations		
Frais de développement de systèmes informatiques	(266 636)	(108 990)
Placements obligataires:	(1 781 315)	(3 095 869)
Acquisitions	(19 002 631)	(39 089 474)
Encaissements	575 000	
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(20 475 582)	(42 294 333)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(3 016 998)	(24 554 429)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	19 495 382	44 049 811
LIQUIDITÉS À LA FIN	16 478 384 \$	19 495 382 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les placements temporaires.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds de la réforme du cadastre québécois, constitué par la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), est chargé d'effectuer la réforme du cadastre québécois et, notamment, de procéder à la rénovation cadastrale du territoire et d'assurer la mise à jour régulière des plans cadastraux. Les sommes nécessaires au paiement du coût de ces travaux sont prises sur le Fonds. Les travaux de rénovation cadastrale devraient s'intensifier au cours des prochaines années et se terminer en l'an 2007. Le coût prévu des travaux à réaliser au cours de ces exercices s'élève à plus de 408 M\$ pour des revenus de l'ordre de 337 M\$.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances mais la comptabilité en est tenue au ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations et frais de développement de systèmes informatiques

Le Fonds capitalise les frais de développement de systèmes informatiques acquis en cours d'année financière ainsi que les immobilisations. Ces acquisitions sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans. Les frais de développement de systèmes informatiques sont amortis au fur et à mesure de la livraison et de l'utilisation des systèmes.

Placements obligataires

Les placements obligataires sont comptabilisés au coût amorti. La prime et l'escompte sur les placements obligataires sont amortis jusqu'à la date d'échéance des obligations selon la méthode de l'amortissement linéaire.

3. DROITS, HONORAIRES ET VENTES DIVERSES

	1998	1997
Droits et honoraires perçus par les registrateurs du Fonds des registres du ministère de la Justice	26 599 710 \$	25 665 778 \$
Ventes d'enregistrements cadastraux et services rendus	2 173 661	2 170 284
	<u>28 773 371 \$</u>	<u>27 836 062 \$</u>

4. PLACEMENTS OBLIGATAIRES

Les placements sont composés d'obligations et de coupons d'organismes du secteur public et parapublic. Les échéances varient de 1998 à 2001.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

5. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Frais de développement de systèmes informatiques	22 220 060 \$	12 368 762 \$	9 851 298 \$
			13 096 870 \$

6. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipement	677 124 \$	388 948 \$	288 176 \$
			130 619 \$

7. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 284 173 \$ (1997: 280 626 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé envers un fournisseur relativement au développement et à l'exploitation de ses systèmes informatiques et avec des firmes d'arpenteurs-géomètres pour la réalisation de travaux de rénovation cadastrale. Ces engagements contractuels se répartissent comme suit:

1999	7 905 992 \$
2000	7 055 276
2001	5 499 628
2002	1 986 375
2003	26 632
	22 473 903 \$

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec, ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

10. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1997 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

FONDS DE LA RÉFORME DU CADASTRE QUÉBÉCOIS**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Karl Gosselin pour Jocelyne Lefort
Administratrice du Fonds de la réforme
du cadastre québécois

Charlesbourg, le 19 août 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la réforme du cadastre québécois du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 19 août 1998

FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS
(L.R.Q., c. A-29.01)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'exercice terminé le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
	(12 mois)	(3 mois)
REVENUS		
Primes	177 700	44 250
DÉPENSES		
Contribution à la Régie de l'assurance maladie du Québec pour des médicaments et services pharmaceutiques	178 984	34 465
Frais d'administration		
Régie de l'assurance-maladie du Québec (note 3)	12 417	3 143
Intérêts sur emprunt	4 857	
Perception des primes par le ministère du Revenu du Québec	935	375
	197 193	37 983
(PERTE NETTE) REVENU NET	(19 493)	6 267
EXCÉDENT AU DÉBUT	6 267	
(DÉFICIT) EXCÉDENT À LA FIN	(13 226)	6 267
BILAN au 31 mars 1998 (en milliers de dollars)		

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Primes à recevoir	221 950	44 250
PASSIF		
À court terme		
Dû à la Régie de l'assurance maladie du Québec	20 808	37 983
Dû au ministère du Revenu du Québec	1 310	
Intérêts courus	893	
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec (note 4)	212 165	
	235 176	37 983
(DÉFICIT) EXCÉDENT	(13 226)	6 267
	221 950	44 250

Pour le Fonds,
 Pierre Houde, Président-directeur général
 Lise Payette, Membre du conseil d'administration

FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION, OBJET ET FINANCEMENT

Le Fonds de l'assurance médicaments a été institué le 20 juin 1996 en vertu de la Loi sur l'assurance médicaments (L.R.Q., chapitre A-29.01). Il a pour objet d'assumer le coût des médicaments et services pharmaceutiques fournis à toute personne admissible qui n'est pas tenue d'adhérer à un contrat d'assurance collective ou à un régime d'avantages sociaux sauf:

- personnes âgées de 65 ans ou plus;
- prestataires d'un programme d'aide de dernier recours.

Il est constitué des primes déterminées en fonction du revenu gagné au cours de l'année civile par toute personne ne bénéficiant pas des garanties prévues en vertu d'une assurance collective ou d'un régime d'avantages sociaux et ce, peu importe l'âge.

Par contre, des exonérations de primes sont prévues dans la loi pour certaines catégories de personnes telles que les enfants et les prestataires d'un programme d'aide de derniers recours.

Le Fonds dont les activités ont débuté le 1^{er} janvier 1997 est administré par la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les modes de gestion, de financement et d'opération du Fonds sont stipulés dans sa loi constitutive. Selon cette loi, l'ensemble des sommes versées au Fonds doit permettre à long terme le paiement de ses obligations.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Primes

La valeur estimative des primes est inscrite aux revenus en proportion de la période de couverture d'assurance écoulée au 31 mars.

Cette estimation est établie en fonction du revenu familial net d'après les déclarations de revenus d'une année antérieure des personnes assurées. Les données de l'année antérieure utilisée sont indexées pour tenir compte de la croissance des revenus.

Les ajustements entre la valeur estimative des primes et leur valeur réelle sont comptabilisés au cours de l'exercice où ils sont connus.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais d'administration imputés par la Régie de l'assurance maladie du Québec, conformément aux décisions gouvernementales, sont les suivants:

	Système de communication interactive	Service à la clientèle	1998 (12 mois)	1997 (3 mois)
Réseau de communication interactive	5 602		5 602	1 334
Traitements et avantages sociaux	1 752	2 735	4 487	966
Locaux et équipement	1 420	350	1 770	482
Diffusion d'information et téléphonie	91	467	558	361
	<u>8 865</u>	<u>3 552</u>	<u>12 417</u>	<u>3 143</u>

FONDS DE L'ASSURANCE MÉDICAMENTS

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998
(en milliers de dollars)

3. FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

Les frais d'administration liés au système de communication interactive correspondent au coût de traitement des demandes de paiement pour l'ensemble des personnes assurées par le régime général d'assurance médicaments.

Les frais associés au service à la clientèle représentent les coûts assumés pour les services rendus aux personnes admissibles qui ne sont pas tenues d'adhérer à un contrat d'assurance collective ou à un régime d'avantages sociaux.

4. EMPRUNT SUR BILLET DU FONDS DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

	1998	1997
Emprunt sur billet, à taux variable selon la moyenne des taux des acceptations bancaires majoré de 0,3 %, sans modalités de remboursement et échéant en 1999	212 165	

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de l'assurance médicaments au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour le vérificateur général du Québec,
Doris Paradis, CA
Directrice des services conseils
et de l'assurance-qualité

Québec, le 29 mai 1998

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL
(L.Q. 1996, c. 21)

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Services rendus:		
Demandes de certificats	10 497 267 \$	10 264 412 \$
Inscriptions tardives	44 588	53 498
Changements de nom	227 571	316 710
Attestations	236 287	76 045
Transmission électronique de données	138 467	111 743
Autres	33 237	68 940
	<u>11 177 417</u>	<u>10 891 348</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	6 689 663	7 024 449
Transport et communication	813 494	827 868
Services professionnels et administratifs	680 270	651 041
Entretien et réparations	51 599	87 735
Loyers	973 930	979 828
Fournitures et approvisionnements	404 140	243 854
Frais financiers	238 704	94 814
Amortissement des immobilisations	99 533	80 562
Amortissement des frais de développement		
de systèmes	983 572	983 572
Créances douteuses	47 760	12 185
	<u>10 982 665</u>	<u>10 985 908</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	<u>194 752 \$</u>	<u>(94 560) \$</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
SOLDE AU DÉBUT	(94 560) \$	
Subvention du gouvernement du Québec (note 3)	94 560	
Revenu net (perte nette)	<u>194 752</u>	<u>(94 560) \$</u>
SOLDE À LA FIN	<u>194 752 \$</u>	<u>(94 560) \$</u>

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	602 975 \$	87 786 \$
Débiteurs	532 027	551 109
Frais payés d'avance	1 069	353
	<u>1 136 071</u>	<u>639 248</u>
Immobilisations (note 4)	163 022	189 004
Frais de développement de systèmes (note 5)	7 056 776	5 363 815
	<u>8 355 869 \$</u>	<u>6 192 067 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunts du Fonds de financement du gouvernement du Québec	7 369 124 \$	5 450 037 \$
Créditeurs et frais courus	719 359	739 207
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	32 926	32 110
Revenus perçus d'avance	25 409	29 651
	<u>8 146 818</u>	<u>6 251 005</u>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 6)	14 299	21 610
Dû au Fonds des registres du ministère de la Justice		14 012
EXCÉDENT (DÉFICIT)	194 752	(94 560)
	<u>8 355 869 \$</u>	<u>6 192 067 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 7)

Guy Lavigne
 Directeur de l'état civil

Nicole Brodeur
 Sous-ministre des Relations avec
 les citoyens et de l'Immigration

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net (perte nette)	194 752 \$	(94 560) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	99 533	80 562
Amortissement des frais de développement de systèmes	983 572	983 572
	1 277 857	969 574
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(5 724)	16 356
Liquidités provenant des activités d'exploitation	1 272 133	985 930
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement de l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition	(6 495)	(35 218)
Remboursement au Fonds des registres du ministère de la Justice	(14 012)	(4 872 347)
Subvention du gouvernement du Québec	94 560	
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	74 053	(4 907 565)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(73 551)	(11 087)
Frais de développement de systèmes	(2 676 533)	(1 429 529)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(2 750 084)	(1 440 616)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(1 403 898)	(5 362 251)
LIQUIDITÉS DÉFICITAIRES AU DÉBUT	(5 362 251)	
LIQUIDITÉS DÉFICITAIRES À LA FIN	(6 766 149) \$	(5 362 251) \$

Les liquidités déficitaires du Fonds comprennent les emprunts du Fonds de financement du gouvernement du Québec diminués de l'encaisse.

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de l'état civil a été constitué le 1^{er} avril 1996 par la Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et modifiant d'autres dispositions législatives (L.Q. 1996, chapitre 21). Le Fonds est affecté au financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre qui sont reliés à l'inscription et à la publicité des actes de l'état civil.

Le Fonds est administré par le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Ameublement	20 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre de l'état civil. Ils incluent également la rémunération du personnel prenant part directement aux travaux de développement, le coût des services professionnels, le coût du matériel et des équipements de même que les frais de financement s'y rapportant. Ces frais sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux de 20 % à compter de la date de mise en opération des systèmes.

3. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1998, le gouvernement du Québec a autorisé le financement du déficit du Fonds au 31 mars 1997.

4. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Ameublement	142 159 \$	56 814 \$	85 345 \$	113 777 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	101 260	48 301	52 959	43 442
Équipement détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	99 698	74 980	24 718	31 785
	<u>343 117 \$</u>	<u>180 095 \$</u>	<u>163 022 \$</u>	<u>189 004 \$</u>

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

5. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Registre de l'état civil	9 023 920 \$	1 967 144 \$	7 056 776 \$	5 363 815 \$

6. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

	1998
1999	34 983 \$
2000	12 829
2001	2 139
Total des paiements minimums exigibles	49 951
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles au taux de 7,5 %	2 726
Versements échéant en deçà d'un an	47 225 32 926
	14 299 \$

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 2000. Ces contrats sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1999	1 526 286 \$
2000	44 566
	1 570 852 \$

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

9. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds défrayées au cours de l'année financière s'élèvent à 265 617 \$ (1997: 277 062 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de l'état civil ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Guy Lavigne
Directeur de l'état civil

Nicole Brodeur
Sous-ministre des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration

Québec, le 18 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de l'état civil du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 18 septembre 1998

FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX
(L.R.Q., c. M-14)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
de l'exercice terminé le 31 mars 1998

	1998	1997
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe sur le pari mutuel	13 036 831 \$	12 749 546 \$
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le soutien de l'industrie des courses de chevaux (note 3)		
Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) Inc.	9 777 623 \$	9 562 159 \$
Hippodrome de Montréal	2 819 775	2 798 862
Hippodrome de Québec	219 671	248 143
Hippodrome de Trois-Rivières	80 126	56 586
Hippodrome d'Aylmer	138 263	82 696
Autres	1 373	1 100
	13 036 831 \$	12 749 546 \$

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À recevoir du gouvernement du Québec	1 139 515 \$	916 405 \$
PASSIF		
Dû aux organismes de l'industrie des courses de chevaux	1 139 515 \$	916 405 \$

Nicole Nolin
 Administratrice du Fonds de l'industrie des
 courses de chevaux

Jacques Brind'Amour
 Sous-ministre de l'Industrie, du Commerce,
 de la Science et de la Technologie

FONDS DE L'INDUSTRIE DES COURSES DE CHEVAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de l'industrie des courses de chevaux est constitué par la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (L.R.Q., chapitre M-14). Il a pour objet de soutenir l'industrie des courses de chevaux.

Le Fonds est constitué principalement des sommes versées par le ministre du Revenu représentant le produit de la taxe sur le pari mutuel perçu en vertu de la Loi sur la taxe de vente du Québec (L.R.Q., c. T-0.1).

Le mode de gestion et de financement du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds ne font pas partie du Fonds.

La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre des Finances. Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

3. RÉPARTITION DES FONDS

En vertu d'un décret du gouvernement, les sommes provenant de la taxe sur le pari mutuel perçues par le ministre du Revenu et déposées dans le Fonds sont réparties entre la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) Inc. et les titulaires d'une licence de courses visés par la Loi sur les courses. Selon le décret 306-96, ces derniers reçoivent 25 % de la taxe sur le pari mutuel alors que le montant attribué à la Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) Inc. est de 75 %.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de l'industrie des courses de chevaux du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état de la provenance et répartition des fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 29 mai 1998

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

OPÉRATIONS

de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
		(6 mois)
REVENUS (note 3)	29 941 220 \$	17 070 656 \$
COÛTS DES VENTES (note 3)	24 963 292	14 408 793
REVENU BRUT (note 3)	4 977 928	2 661 863
FRAIS DE COMMERCIALISATION DES PUBLICATIONS (note 4)	3 910 782	1 894 469
FRAIS D'ADMINISTRATION (note 5)	1 327 673	509 469
	5 238 455	2 403 938
(PERTE) REVENU AVANT ÉLÉMENT SUIVANT	(260 527)	257 925
SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	250 000	
(PERTE NETTE) REVENU NET	(10 527) \$	257 925 \$

DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
		(6 mois)
SOLDE AU DÉBUT	(937 130) \$	(1 195 055) \$
Subvention du gouvernement du Québec (note 6)	937 130	
		(1 195 055)
(Perte nette) Revenu net	(10 527)	257 925
SOLDE À LA FIN	(10 527) \$	(937 130) \$

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	254 764 \$	
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	1 187 130	
Débiteurs	8 326 324	7 869 842 \$
Stocks	1 364 651	1 318 470
Travaux en cours	136 950	85 615
	<u>11 269 819</u>	<u>9 273 927</u>
Immobilisations (note 7)	385 768	262 084
Frais reportés	937 250	809 927
	<u>12 592 837 \$</u>	<u>10 345 938 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Chèques en circulation moins encaisse		170 825 \$
Créditeurs et frais courus	6 468 795 \$	6 830 983
Emprunts du Fonds de financement du gouvernement du Québec	2 317 514	
Revenus reportés	1 399 825	2 019 003
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 8)	70 914	
	<u>10 257 048</u>	<u>9 020 811</u>
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition (note 8)	84 059	
Dû au Fonds consolidé du revenu sans intérêt ni modalité de remboursement	2 262 257	2 262 257
DÉFICIT	(10 527)	(937 130)
	<u>12 592 837 \$</u>	<u>10 345 938 \$</u>

Micheline Baril
Directrice générale par intérim

Nicole Brodeur
Sous-ministre des Relations avec
les citoyens et de l'immigration

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997 (6 mois)
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(10 527) \$	257 925 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	155 217	76 380
Amortissement des frais reportés	770 271	251 231
	914 961	585 536
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(404 980)	429 008
Liquidités provenant des activités d'exploitation	509 981	1 014 544
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligation découlant d'un contrat de location-acquisition:		
Obligation	191 668	
Remboursements	(36 695)	
Subventions du gouvernement du Québec (note 6)	937 130	
Remboursement de l'avance du Fonds des services gouvernementaux		(2 000 000)
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	1 092 103	(2 000 000)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Frais reportés	(897 594)	(388 231)
Acquisitions d'immobilisations	(278 901)	(10 768)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(1 176 495)	(398 999)
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES LIQUIDITÉS	425 589	(1 384 455)
(INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) ENCAISSE AU DÉBUT	(170 825)	1 213 630
ENCAISSE (INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS) À LA FIN	254 764 \$	(170 825) \$

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds de l'information gouvernementale, fonds spécial constitué par décret, a pour objet le financement des activités de vente de biens et de services reliés à l'information gouvernementale, soit:

- les services de placement média;
- les services en audiovisuel, notamment celui de prêt par abonnement, en exposition, en photographie, en publicité et en traduction;
- les activités de l'Éditeur officiel du Québec;
- les activités relatives à la vente des produits de l'Éditeur officiel du Québec, ainsi que les services d'édition, de publication, de diffusion et de commercialisation de documents et les services de gestion de droits d'auteur à l'exception des services de conseil reliés à celle-ci.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} octobre 1996. Le Fonds résulte de la fusion du secteur des publications et de celui des communications du Fonds des services gouvernementaux.

Ce Fonds est administré par le ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds de l'information gouvernementale ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Revenus d'abonnements

Les revenus d'abonnements, provenant de publications dont le nombre de parutions est déterminé, sont reportés et comptabilisés aux opérations uniformément sur la durée de l'abonnement.

Stocks

Les stocks de livres et autres articles sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La méthode du prix de revient complet est utilisée dans le calcul du coût.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les taux suivants:

	Taux
Équipement informatique et bureautique	20 % et 33 1/3 %
Améliorations locatives	20 %
Équipement d'entrepôt	10 %
Équipement audiovisuel et d'exposition	20 %
Logiciels et frais de développement de systèmes informatiques	20 %
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	20 %

Frais reportés

Les frais reportés représentent les frais encourus pour développer des produits d'édition électronique; ces frais sont amortis sur une période de 3 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire.

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

3. REVENU BRUT PAR ACTIVITÉ

1998					1997
Publications		Moyens de communication			
		Placement média	Autres (1)	Total	Total (6 mois)
REVENUS					
Ventes	11 780 601 \$	15 435 632 \$	2 441 525 \$	29 657 758 \$	16 894 735 \$
Redevances versées	(112 649)			(112 649)	(54 130)
Autres revenus	384 060		12 051	396 111	230 051
	<u>12 052 012</u>	<u>15 435 632</u>	<u>2 453 576</u>	<u>29 941 220</u>	<u>17 070 656</u>
COÛT DES VENTES					
Stocks au début	1 318 470			1 318 470	1 679 461
Travaux en cours au début	85 615			85 615	124 674
Achats pour revente	1 574 543	13 938 646		15 513 189	9 881 714
Frais directs	4 099 095			4 099 095	1 507 012
Main d'oeuvre directe	1 826 260			1 826 260	974 412
Frais généraux					
Traitements et avantages sociaux		235 702	1 093 717	1 329 419	690 628
Honoraires pro- fessionnels	17 799	511 493	914 361	1 443 653	583 825
Loyers	175 859	26 762	243 671	446 292	212 196
Transport et communication	48 153	13 895	84 718	146 766	71 811
Entretien et réparations	30 908	1 392	71 751	104 051	17 785
Fournitures et approvision- nements	28 673	7 719	35 099	71 491	33 699
Amortissement des immobili- sations	37 061	1 692	41 839	80 592	35 661
Stocks à la fin	(1 364 651)			(1 364 651)	(1 318 470)
Travaux en cours à la fin	(136 950)			(136 950)	(85 615)
	<u>7 740 835</u>	<u>14 737 301</u>	<u>2 485 156</u>	<u>24 963 292</u>	<u>14 408 793</u>
REVENU BRUT					
(PERTE BRUTE)	4 311 177 \$	698 331 \$	(31 580)\$	4 977 928 \$	2 661 863 \$

(1) Inclut les services techniques, d'exposition, de photographie, de traduction ainsi que les services relatifs à la banque de données sur les relations de travail et au réseau informatisé des bibliothèques gouvernementales.

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. FRAIS DE COMMERCIALISATION DES PUBLICATIONS

	1998	1997
		(6 mois)
Traitements et avantages sociaux	2 088 638 \$	1 035 742 \$
Honoraires professionnels et administratifs	173 357	84 116
Transport et communication	943 615	381 335
Loyers	539 490	308 769
Entretien et réparations	25 487	19 967
Fournitures et approvisionnements	85 893	33 326
Amortissement des immobilisations	54 302	31 214
	<u>3 910 782 \$</u>	<u>1 894 469 \$</u>

5. FRAIS D'ADMINISTRATION

	1998			1997
	Publications	Moyens de communication	Total	Total
				(6 mois)
Traitements et avantages sociaux	730 440 \$	182 610 \$	913 050 \$	351 801 \$
Honoraires professionnels et administratifs	35 871	8 968	44 839	10 299
Transport et communication	26 304	6 576	32 880	10 865
Loyers	93 954	23 489	117 443	59 881
Entretien et réparations	11 121	2 780	13 901	15 630
Fournitures et approvisionnements	31 027	7 757	38 784	11 500
Amortissement des immobilisations	16 258	4 065	20 323	9 505
Autres	117 162	29 291	146 453	39 988
	<u>1 062 137 \$</u>	<u>265 536 \$</u>	<u>1 327 673 \$</u>	<u>509 469 \$</u>

6. SUBVENTION DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le 31 mars 1998, le gouvernement du Québec a autorisé le financement du déficit du Fonds au 31 mars 1997.

7. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement accumulé	Net	Net
Équipement informatique et bureautique	166 085 \$	94 329 \$	71 756 \$	93 051 \$
Améliorations locatives	26 718	13 946	12 772	21 956
Équipement d'entrepôt	10 667	2 329	8 338	9 890
Équipement audiovisuel et d'exposition	14 920	12 690	2 230	8 425
Logiciels et frais de développement de systèmes informatiques	207 307	89 136	118 171	128 762
Équipement informatique détenu en vertu d'un contrat de location-acquisition	191 668	19 167	172 501	
	<u>617 365 \$</u>	<u>231 597 \$</u>	<u>385 768 \$</u>	<u>262 084 \$</u>

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

8. OBLIGATION DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant du contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

	1998
1999	77 317 \$
2000	77 316
2001	13 000
Total des paiements minimums exigibles	167 633
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles au taux de 6,5 %	12 660
	154 973
Versements échéant en deçà d'un an	70 914
	84 059 \$

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds de l'information gouvernementale participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 250 286 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

11. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1997 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de l'information gouvernementale ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Micheline Baril
Directrice générale par intérim

Québec, le 4 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de l'information gouvernementale du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations, l'état du déficit et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée le 31 mars 1998. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 4 septembre 1998

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
(L.R.Q., c. M-17)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998
REVENUS	
Contribution de Tourisme Québec	41 175 908 \$
Sommes versées par le ministre du Revenu	
Montant forfaitaire provenant de la	
taxe de vente du Québec	10 000 000
Taxe spécifique sur l'hébergement	6 964 390
Biens et services touristiques	601 265
Activités en partenariat	461 408
	<u>59 202 971</u>
DÉPENSES	
Coût des activités	
Programmes de subvention (note 10)	15 099 791
Activités de promotion	11 500 450
Aides accordées en vertu de la taxe	
spécifique sur l'hébergement	6 964 390
Représentation internationale	2 881 264
Mission commerciale	729 960
Recherche statistique	262 621
Programme de qualité	112 324
	<u>37 550 800</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION (note 11)	21 582 425
	<u>59 133 225</u>
REVENU NET ET EXCÉDENT À LA FIN	<u><u>69 746 \$</u></u>

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

BILAN

au 31 mars 1998

	1998
ACTIF	
À court terme	
Encaisse	30 800 \$
Débiteurs	3 613 056
Avance au Fonds consolidé du revenu	6 937 740
	<hr/>
	10 581 596
 Prêts (note 3)	 5 740 580
 Immobilisations (note 4)	 911 515
	<hr/>
	17 233 691 \$
	<hr/>
PASSIF	
À court terme	
Créditeurs et frais courus	10 998 403 \$
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition (note 5)	12 122
Revenus perçus d'avance	58 241
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	33 844
	<hr/>
	11 102 610
 Dû au Fonds consolidé du revenu (note 6)	 6 061 335
	<hr/>
	17 163 945
 Excédent (note 7)	 69 746
	<hr/>
	17 233 691 \$
	<hr/>

ENGAGEMENTS (note 8)

ÉVENTUALITÉS (note 9)

Michel-Claude Demers
 Directeur de l'administration du Fonds de
 partenariat touristique

Lucille Daoust
 Sous-ministre associée au Tourisme

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds de partenariat touristique, constitué par la Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., chapitre M-17), a pour objet le financement des activités de promotion et de développement du tourisme ainsi que le soutien aux activités des régions touristiques en cette matière. De plus, le Fonds administre la Loi sur les établissements touristiques (L.R.Q., chapitre E-15.1). Les revenus des droits découlant de cette loi n'appartiennent pas au Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministre délégué au Tourisme. Le mode de gestion de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

L'excédent du Fonds est versé au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le gouvernement à l'exception du surplus résultant d'activités réalisées en partenariat avec le secteur privé et des intérêts sur les soldes bancaires provenant de la taxe spécifique sur l'hébergement et de contribution volontaire du secteur privé. Ce surplus sera réservé pour la réalisation d'activités de même nature durant les exercices ultérieurs ou retournés aux partenaires concernés selon les ententes intervenus entre les parties.

Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} avril 1997.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Prêts

Les prêts consentis en vertu du programme d'aide à l'investissement sont comptabilisés à leur valeur de réalisation estimative.

Les montants estimés annuellement irrécouvrables sont portés au compte «provision pour prêts douteux» en diminution des prêts.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de l'exercice sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de la durée prévue de l'utilisation.

	Taux
Mobilier	20 %
Équipement de bureautique	25 % et 50 %
Logiciels	20 %, 33 1/3 % et 50 %
Matériel roulant	20 %

Programmes de subvention

Les subventions sont comptabilisées dans l'année financière au cours de laquelle elles sont dûment autorisées et lorsque les conditions d'admissibilité sont remplies par les bénéficiaires.

3. PRÊTS

Ces prêts ne portent pas intérêt et ont été consentis en vertu du programme d'aide à l'industrie.

	1998
Prêts	5 790 580 \$
Moins: Provision pour prêts douteux	(50 000)
	5 740 580 \$

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

3. PRÊTS (suite)

L'échéance de remboursement de ces prêts s'établit ainsi:

2001	1 000 000 \$
2002	1 000 000
2003	1 000 000
2004	1 000 000
2005	1 012 769
2006	317 039
2007	372 279
2008	88 493
	<u>5 790 580 \$</u>

4. IMMOBILISATIONS

	1998		
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Mobilier	65 453 \$	14 812 \$	50 641 \$
Équipement de bureautique	819 719	273 623	546 096
Logiciels	326 870	23 833	303 037
Équipement de bureautique détenu en vertu d'un contrat de location- acquisition	29 351	17 610	11 741
	<u>1 241 393 \$</u>	<u>329 878 \$</u>	<u>911 515 \$</u>

5. OBLIGATIONS DÉCOULANT D'UN CONTRAT DE LOCATION-ACQUISITION

Les paiements minimums exigibles s'établissent comme suit:

	1998
Total des paiements exigibles	12 420 \$
Montant représentant les intérêts au taux de 6,5 %	298
Versements échéants en deçà d'un an	<u>12 122 \$</u>

6. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1998
Avances (programmes d'aide à l'industrie) sans intérêt, remboursable selon les modalités de remboursement prévues aux ententes conclues avec les bénéficiaires de l'aide et débutant en 2004	5 790 580 \$
Montant dû en contrepartie de l'actif net transféré au Fonds en date du 1 ^{er} avril 1997, sans intérêt, selon des modalités de rembour- sement s'échelonnant sur 10 ans, échéant en 2007	304 599
Montant à reporter	<u>6 095 179 \$</u>

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

6. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU (suite)

	1998
Montant reporté	6 095 179 \$
Versements échéant en deçà d'un an	33 844
	<u>6 061 335 \$</u>

Les versements annuels minimums en capital à effectuer au cours des cinq prochains exercices s'établissent à 33 844 \$.

7. EXCÉDENT

L'excédent ne comprend aucun surplus résultant d'activités réalisées en partenariat avec le secteur privé ou résultant d'intérêts sur les soldes bancaires provenant de la taxe spécifique sur l'hébergement et de contribution volontaire du secteur privé.

8. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé en vertu de programmes de subventions et de baux à long terme pour des locaux jusqu'en 2017 pour 19 211 752 \$.

Les paiements futurs s'établissent comme suit:

	1998
1999	10 996 322 \$
2000	1 735 919
2001	1 063 466
2002	864 481
2003	544 656
2004 et subséquemment	4 006 908
	<u>19 211 752 \$</u>

9. ÉVENTUALITÉS

Des réclamations en dommages-intérêts s'élevant à 1 550 000 \$ ont été signifiées au Fonds. Le Fonds n'est pas en mesure d'estimer si une perte éventuelle pourrait en résulter et aucune provision n'est comptabilisée.

10. PROGRAMMES DE SUBVENTION

	1998
Soutien aux associations touristiques régionales	7 790 000 \$
Promotion coopérative	2 210 286
Prise en charge d'intérêts	1 769 746
Office du Tourisme de la communauté urbaine de Québec	1 500 000
Attractions touristiques	710 495
Travaux d'infrastructure touristique	559 103
Programme de qualité	223 750
Organismes sectoriels	150 000
Étude de développement	135 339
Aide aux activités touristiques	51 072
	<u>15 099 791 \$</u>

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

11. FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION

	1998
Traitements et avantages sociaux	14 350 590 \$
Transport et communication	1 336 184
Services professionnels	2 296 127
Entretien et réparation	204 897
Loyers	2 258 136
Fournitures et approvisionnements	642 122
Amortissement des immobilisations	329 878
Autres dépenses	114 491
Provision pour prêts douteux	50 000
	21 582 425 \$

12. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel affecté au Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 583 486 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de partenariat touristique du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Lucille Daoust
Sous-ministre associée

Michel-Claude Demers
Directeur de l'administration

Québec, le 8 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de partenariat touristique du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 8 septembre 1998

FONDS DE PERCEPTION
(L.Q., 1996, c. M-31)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Honoraires de perception		
Ministère du Revenu	43 284 602 \$	40 507 275 \$
Fonds des pensions alimentaires	3 858 573	3 120 528
Frais de recouvrement (note 3)	7 824 618	8 344 680
Autres revenus	24 640	
	<u>54 992 433</u>	<u>51 972 483</u>
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	41 034 938	32 377 477
Honoraires professionnels	8 353 862	8 260 061
Transport et communication	2 781 933	2 993 953
Location d'espaces	2 687 720	2 262 144
Fournitures et approvisionnements	260 613	255 250
Entretien et réparations	192 390	127 758
Autres dépenses	192 831	14 381
Amortissement des immobilisations	342 483	29 954
Amortissement des frais de développement de systèmes	509 116	433 420
Intérêts (note 4)	92 642	1 492
	<u>56 448 528</u>	<u>46 755 890</u>
 (PERTE NETTE) REVENU NET	<u>(1 456 095)</u>	<u>5 216 593</u>
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>5 216 593</u>	
EXCÉDENT DE LA FIN	<u>3 760 498 \$</u>	<u>5 216 593 \$</u>

FONDS DE PERCEPTION

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIFS		
À court terme		
Encaisse	65 795 \$	43 617 \$
Débiteurs		
Ministère du Revenu	2 285 454	
Autres	19 205	11 493
Avance au Fonds consolidé du revenu (note 5)	1 515 992	5 102 191
	<u>3 886 446</u>	<u>5 157 301</u>
Immobilisations (note 6)	1 819 182	343 101
Frais de développement de systèmes (note 7)	11 271 426	3 534 608
	<u>16 977 054 \$</u>	<u>9 035 010 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	5 183 905 \$	2 390 805 \$
Revenus reportés	72 296	153 095
Versement sur la dette à long terme (note 8)	284 076	325 361
	<u>5 540 277</u>	<u>2 869 261</u>
Dette à long terme (note 8)	7 676 279	949 156
	<u>13 216 556</u>	<u>3 818 417</u>
EXCÉDENT	3 760 498	5 216 593
	<u>16 977 054 \$</u>	<u>9 035 010 \$</u>

Jean-Guy Tessier
 Administrateur du Fonds de perception

Nicole Malo
 Sous-ministre du Revenu

FONDS DE PERCEPTION

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
(Perte nette) Revenu net	(1 456 095) \$	5 216 593 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	342 483	29 954
Amortissement des frais de développement de systèmes	509 116	433 420
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	(604 496)	5 679 967
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'exploitation	419 135	2 532 407
	(185 361)	8 212 374
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Obligations découlant de contrat de location-acquisition:		
Obligations		1 601 200
Remboursement	(325 362)	(370 685)
Remboursement de la dette à long terme		(1 601 200)
Dette à long terme	7 011 200	
Liquidités provenant des (utilisées pour les) activités de financement	6 685 838	(370 685)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions:		
Immobilisations	(1 818 564)	(373 054)
Frais de développement de systèmes	(8 245 934)	(2 366 827)
Frais de développement de systèmes acquis en vertu du contrat de location-acquisition		(1 601 200)
Produit d'aliénation de frais de développement de systèmes		1 601 200
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(10 064 498)	(2 739 881)
(DIMINUTION) AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	(3 564 021)	5 101 808
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	5 145 808	44 000
LIQUIDITÉS À LA FIN	1 581 787 \$	5 145 808 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse et les avances au Fonds consolidé du revenu.

FONDS DE PERCEPTION**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1998**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds de perception a été constitué le 1^{er} avril 1996 par la Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et d'autres dispositions législatives (L.Q., 1996, chapitre M-31), et a pour objet le financement des activités de recouvrement. Ces activités consistent à recouvrer et protéger les sommes dues au ministère du Revenu du Québec (MRQ) en impôts, en taxes, en droits ou en contributions à des régimes sociaux. Son mandat prévoit également la perception des sommes dues à des créanciers alimentaires lorsque le prélèvement de ces sommes n'a pu être assuré par le MRQ à l'égard des pensions alimentaires.

Ce Fonds est administré par le ministre du Revenu. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus accumulés sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipements informatiques	25 %
Logiciels	50 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement des systèmes informatiques transférés au Fonds lors de sa création et ceux encourus depuis le début des opérations. Ces frais représentent les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes reliés aux activités du Fonds de perception. Ils sont portés aux opérations sur une période de 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en opération.

3. FRAIS DE RECouvreMENT

En vertu de l'article 12.1 de la Loi sur le ministère du Revenu, des frais de recouvrement de 10 % sont appliqués sur tout montant dont quiconque est redevable, lorsque le ministre utilise soit une mesure de recouvrement prévue par une loi fiscale, soit un recours légal.

Le Gouvernement a déterminé pour une période se terminant en 1998-1999 que le Fonds de perception sera notamment constitué, dans une proportion de 60 %, des frais de recouvrement prévus à l'article 12.1 de la Loi sur le ministère du Revenu.

Les frais de recouvrement permettront le financement des projets spécifiques de recouvrement et de projets de développement qui contribuent à augmenter les recettes du Gouvernement.

4. INTÉRÊTS

	1998	1997
Intérêts sur dette à long terme	24 735 \$	
Intérêt sur contrat de location-acquisition	28 004	1 492 \$
Autres intérêts	39 903	
	<u>92 642 \$</u>	<u>1 492 \$</u>

FONDS DE PERCEPTION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

5. AVANCES AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministère des Finances peut, aux conditions qu'il détermine, avancer à court terme au Fonds consolidé du revenu toute partie des sommes constituant le Fonds de perception et qui n'est pas requise pour son financement.

Il peut, inversement, avancer au Fonds à même le Fonds consolidé du revenu une somme ne pouvant excéder six millions de dollars. Les intérêts sur les avances sont calculés au taux préférentiel de la Banque nationale du Canada en vigueur pendant la durée de ces avances et sont imputés au Fonds.

Toutefois, la loi précise que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

6. IMMOBILISATIONS

	31 mars 1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Mobilier et équipement de bureau	1 089 206 \$	189 587 \$	899 619 \$	318 163 \$
Équipements informatiques	880 716	122 731	757 985	24 938
Logiciels	221 697	60 119	161 578	
	<u>2 191 619 \$</u>	<u>372 437 \$</u>	<u>1 819 182 \$</u>	<u>343 101 \$</u>

Au 1^{er} avril 1996, le Fonds a acquis du Gouvernement, au coût de un dollar, des immobilisations dont la juste valeur était estimée à 1 337 080 \$.

7. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	31 mars 1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Frais de développement de systèmes	10 612 762 \$	355 336 \$	10 257 426 \$	2 304 093 \$
Frais de développement de systèmes détenus en vertu d'un contrat de location-acquisition	1 601 200	587 200	1 014 000	1 230 515
	<u>12 213 962 \$</u>	<u>942 536 \$</u>	<u>11 271 426 \$</u>	<u>3 534 608 \$</u>

Au 1^{er} avril 1996, le Fonds a acquis du Gouvernement, pour un montant de 1 601 201 \$, des systèmes informatiques opérationnels et en développement dont la juste valeur était estimée à 2 374 348 \$.

FONDS DE PERCEPTION

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

8. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
Obligations découlant d'un contrat de location-acquisition	905 153 \$	1 230 515 \$
Dû au Fonds consolidé du revenu à la suite du transfert de certains actifs du gouvernement du Québec, sans intérêt, dont les modalités de versements ne sont pas encore déterminées par le Gouvernement	55 202	44 002
Marge de crédit autorisée de 12 000 000 \$, contractée auprès du Fonds de financement, sans échéance déterminée et qui porte intérêt à un taux variable moyen des acceptations bancaires majoré de 0,3 % remboursable au gré du prêteur	7 000 000	
	7 960 355	1 274 517
Versements échéant en deçà d'un an	284 076	325 361
	7 676 279 \$	949 156 \$

Les paiements minimums exigibles sur l'obligation découlant d'un contrat de location-acquisition s'établissent comme suit:

	1998
1999	339 363 \$
2000	339 363
2001	339 363
Total des paiements minimums exigibles	1 018 089
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles à des taux de 5,25 % et 6,11 %	112 936
Versement échéant en deçà d'un an	905 153 284 076
	621 077 \$

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 1 690 816 \$ (1997: 1 185 240 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

FONDS DE PERCEPTION**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds de perception ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Jean-Guy Tessier
Administrateur du Fonds de perception

Nicole Malo
Sous-ministre du Revenu

Québec, le 28 août 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de perception du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 28 août 1998

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

(L.R.Q., c. A-10)

CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS

REVENUS DE PLACEMENTS ET SOLDE À VERSER AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
SOLDE AU DÉBUT	44 355 \$	95 587 \$
Revenus de placements	43 913	44 355
Remise au Fonds consolidé du revenu	(44 355)	(95 587)
SOLDE À LA FIN	43 913 \$	44 355 \$

CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

REVENUS ET DÉPENSES ET DÉFICIT

de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998			1997
	Détaillants	Grossistes	Total	Total
Revenus de placements	292 042 \$	200 666 \$	492 708 \$	561 753 \$
Contributions annulées	30 369	10 000	40 369	9 510
	322 411	210 666	533 077	571 263
Réclamations et frais de fiducie	1 418 932	587 184	2 006 116	2 102 148
Frais d'administration - gouvernement du Québec	32 104	4 829	36 933	37 373
	1 451 036	592 013	2 043 049	2 139 521
Perte avant élément suivant	(1 128 625)	(381 347)	(1 509 972)	(1 568 258)
Diminution de la provision pour réclamations				300 000
Perte nette	(1 128 625)	(381 347)	(1 509 972)	(1 268 258)
(Déficit) Revenus cumulés au début	901 846	(2 124 453)	(1 222 607)	45 651
Déficit à la fin	(226 779) \$	(2 505 800) \$	(2 732 579) \$	(1 222 607) \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

BILAN

au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Encaisse	457 721 \$	251 650 \$
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec - au coût	801 304	767 473
Revenus de placements à recevoir	7 614	9 534
Dû par les fonds des cautionnements collectifs		100 000
Obligations reçues en dépôt (valeur de réalisation: 1998: 444 657 \$; 1997: 426 159 \$)	423 000	399 000
	<u>1 689 639 \$</u>	<u>1 527 657 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Encaisse	343 096 \$	574 157 \$
Dépôts à vue au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec - au coût	16 124	411 738
Revenus de placements à recevoir	35 290	31 033
Débiteurs	25 108	92 921
Avance à un fiduciaire portant intérêt et sans modalités de remboursement		100 000
Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec (note 3)	4 615 969	5 338 176
	<u>5 035 587 \$</u>	<u>6 548 025 \$</u>
PASSIF		
CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS		
Cautionnements individuels des agents de voyages (note 4)	1 645 726 \$	1 483 302 \$
Solde des revenus de placements à verser au Fonds consolidé du revenu	43 913	44 355
	<u>1 689 639 \$</u>	<u>1 527 657 \$</u>
CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS		
Dû au fonds des cautionnements individuels		100 000 \$
Réclamations et frais à payer (note 5)	1 905 909 \$	1 732 282
Contributions de base (note 6)	5 827 757	5 903 850
Provision pour réclamations (note 8)	34 500	34 500
Avoir du fonds:		
Déficit	(2 732 579)	(1 222 607)
	<u>5 035 587 \$</u>	<u>6 548 025 \$</u>

ÉVENTUALITÉ (note 8)

La Présidente de l'Office de la
protection du consommateur,
Nicole Fontaine

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998****1. COMPOSITION DES FONDS ET MODALITÉS D'OPÉRATION**

Les fonds des cautionnements individuels et collectifs des agents de voyages sont composés de cautionnements déterminés par règlement du Gouvernement en vertu de la Loi sur les agents de voyages (L.R.Q., chapitre A-10) et sont administrés par la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ces cautionnements ont pour objet de garantir notamment l'observance de cette loi et de son règlement.

Les revenus de placements provenant des espèces déposées à titre de cautionnements individuels sont versés au Fonds consolidé du revenu. Les coupons d'intérêts attachés aux obligations reçues en dépôt demeurent la propriété de leurs déposants et leur sont remis sur demande.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers des Fonds des cautionnements des agents de voyage ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière des fonds n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Cautionnements

Les cautionnements individuels et les contributions à titre de cautionnements collectifs sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

Obligations reçues en dépôt

Les obligations reçues en dépôt à titre de cautionnements individuels sont présentées à leur valeur nominale.

Dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les dépôts à participation sont comptabilisés au coût d'acquisition.

Frais d'administration

Les frais d'administration autres que ceux relatifs aux opérations de placement, de perception et de déboursement ainsi que de comptabilisation des transactions sont assumés par le gouvernement du Québec et ne sont pas imputés aux fonds des cautionnements des agents de voyages.

3. DÉPÔTS À PARTICIPATION AU FONDS GÉNÉRAL DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

Les dépôts à participation au fonds général de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités et chaque unité confère à son détenteur une participation proportionnelle à l'avoir net et au revenu net du fonds général. Les unités sont remboursables sur préavis selon les modalités des règlements de la Caisse, à la valeur marchande de l'avoir net du fonds général à la fin de chaque mois.

	1998	1997
Nombre d'unités	5 464	6 341
Coût d'acquisition des unités	4 615 969 \$	5 338 176 \$
Valeur marchande des unités au 31 mars	5 467 581 \$	5 657 830 \$
Valeur marchande par unité au 31 mars	1 001 \$	892 \$

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. CAUTIONNEMENTS INDIVIDUELS DES AGENTS DE VOYAGES

	1998	1997
Solde au début	1 483 302 \$	1 236 060 \$
Dépôts de cautionnements	241 424	383 115
	<u>1 724 726</u>	<u>1 619 175</u>
Réclamations et frais de fiducie		873
Remises de cautionnements	79 000	90 000
Cautionnements remis et remplacés par des polices individuelles de garantie		45 000
	<u>79 000</u>	<u>135 873</u>
Solde à la fin	<u>1 645 726 \$</u>	<u>1 483 302 \$</u>

Les cautionnements fournis par les agents de voyages sous forme de polices individuelles de garantie sont estimés à 23 505 002 \$ au 31 mars 1998 (23 663 751 \$ au 31 mars 1997). Cette estimation exclut les polices de garantie des agences ayant cessé leurs opérations depuis moins de deux ans et contre lesquelles des réclamations peuvent encore être effectuées.

5. RÉCLAMATIONS ET FRAIS À PAYER

À la suite d'un règlement hors cours intervenu le 2 juillet 1997 avec un fournisseur de services à une agence de voyage, l'Office de la protection du consommateur est tenu de verser 1 620 000 \$ en capital à même les fonds des cautionnements collectifs des agents de voyage. L'entente prévoit des paiements s'échelonnant sur 3 ans et ceux-ci porteront intérêts au taux de 8 % l'an. Les versements en capital restant en vertu de cette entente s'établissent comme suit:

Juillet 1998	400 000 \$
Juillet 1999	400 000
Juillet 2000	400 000
Solde de l'entente hors cours à verser	<u>1 200 000</u>
Autres réclamations exigibles à court terme	705 909
	<u>1 905 909 \$</u>

6. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS

	1998	1997
Détaillants		
Solde au début	3 362 155 \$	3 186 858 \$
Contributions reçues	259 954	279 557
Contributions remboursées	(233 628)	(94 750)
Contributions annulées virées aux revenus	(30 369)	(9 510)
Solde à la fin (à reporter)	<u>3 358 112 \$</u>	<u>3 362 155 \$</u>

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

6. CONTRIBUTIONS DE BASE - CAUTIONNEMENTS COLLECTIFS (suite)

	1998	1997
Solde à la fin (reporté)	3 358 112 \$	3 362 155 \$
Grossistes		
Solde au début	2 541 695	2 307 621
Contributions reçues	156 250	335 750
Contributions remboursées	(218 300)	(101 676)
Contributions annulées virées aux revenus	(10 000)	
Solde à la fin	2 469 645	2 541 695
Solde à la fin - détaillants et grossistes	5 827 757 \$	5 903 850 \$

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations avec le Fonds consolidé du revenu déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. ÉVENTUALITÉ

Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec rendu en mars 1991, un fournisseur de services à une agence de voyages qui a cessé ses activités a pu être indemnisé en vertu de la Loi sur les agents de voyages et ses règlements. À la suite de ce jugement, une modification au règlement sur les agents de voyages, entrée en vigueur le 14 mai 1992, fait en sorte que ce type de réclamation n'est plus recevable par l'Office de la protection du consommateur. Néanmoins, les fournisseurs de services lésés par une agence de voyages peuvent effectuer une réclamation à l'Office pour les événements survenus avant le 14 mai 1992. La réclamation à cet effet doit être transmise à l'intérieur d'un délai maximum de cinq ans.

L'Office de la protection du consommateur a l'intention de contester les réclamations reçues au montant de 157 000 \$. Une provision au montant de 34 500 \$ est comptabilisée au 31 mars 1998.

FONDS DES CAUTIONNEMENTS DES AGENTS DE VOYAGES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan des fonds des cautionnements des agents de voyages au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus de placements et du solde à verser au Fonds consolidé du revenu du Fonds des cautionnements individuels et l'état des revenus et dépenses et du déficit des Fonds des cautionnements collectifs de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la présidente de l'Office de la protection du consommateur. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de ces fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de leurs opérations et l'évolution de leur situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 10 juillet 1998

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN
(L.R.Q., c. M-28 et T-12)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
PROVENANCE DES FONDS		
Contributions des automobilistes - net (note 1)	59 229	58 007
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des services de transport en commun (note 3)		
- Agence métropolitaine de transport	39 946	39 100
- Société de transport de l'Outaouais	3 589	3 513
- Corporation intermunicipale de transport des Forges	1 906	1 879
- Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	2 229	2 182
- Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	2 089	2 047
- Société de transport de la Communauté urbaine de Québec	8 679	8 537
- Corporation intermunicipale de transport de la Rive-sud de Québec	791	749
	59 229	58 007

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN

BILAN

au 31 mars 1998

(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	3	7
Placement temporaire au ministère des Finances - au coût	12 567	12 377
Contributions à recevoir de la Société de l'assurance automobile du Québec	1 764	1 353
Fonds répartis à recevoir d'organismes publics de transport en commun	19	18
	<u>14 353</u>	<u>13 755</u>
PASSIF		
Dû aux organismes publics de transport en commun	<u>14 353</u>	<u>13 755</u>

Claude Martin

Administrateur du Fonds des contributions
des automobilistes au transport en commun

André Trudeau

Sous-ministre des Transports

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun est constitué en vertu de la Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28). Il a pour objet de pourvoir au financement des services de transport en commun des organismes publics visés à l'article 88.1 de la Loi sur les transports (L.R.Q., chapitre T-12).

Le Fonds est constitué des contributions des automobilistes au transport en commun perçues par la Société de l'assurance automobile du Québec, déduction faite d'un montant représentant 2 % des contributions perçues pour couvrir les frais d'administration de la Société.

La gestion des sommes qui constituent le Fonds est confiée au ministre des Finances.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction, selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Les états financiers ne présentent pas les intérêts produits par le Fonds qui sont versés au Fonds consolidé du revenu ni les frais d'administration du Fonds qui sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

3. RÉPARTITION DES CONTRIBUTIONS

Les sommes qui constituent le Fonds sont réparties en proportion des contributions perçues dans chaque région mentionnée dans la loi. Chaque organisme public de transport en commun, dont le territoire se situe dans une autre région que celle de Québec, reçoit toute la part attribuable à sa région. Quant à la région de Québec, les sommes qui constituent le Fonds ont été réparties entre les organismes dont le territoire fait partie de cette région, dans une proportion de 80 % à partir des recettes produites par les usagers de leurs réseaux respectifs de transport en commun et, dans une proportion de 20 %, sur la base des contributions des automobilistes ayant leur adresse dans une municipalité ou une réserve indienne appartenant à leurs territoires respectifs.

FONDS DES CONTRIBUTIONS DES AUTOMOBILISTES AU TRANSPORT EN COMMUN**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Claude Martin
Administrateur du Fonds des contributions
des automobilistes au transport en commun

Québec, le 15 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de la situation financière du Fonds pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 15 septembre 1998

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES
(L.Q., 1995, c. 18)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'exercice terminé le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Subvention d'équilibre du gouvernement du Québec	23 349 788 \$	16 644 577 \$
Intérêts	73 286	16 263
Frais d'arrérages et autres	572 150	793 098
	<u>23 995 224 \$</u>	<u>17 453 938 \$</u>
DÉPENSES		
Honoraires de gestion (note 3)	22 079 936 \$	15 688 587 \$
Amortissement des immobilisations	357 844	431 456
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 454 065	1 222 968
Créances douteuses	43 350	93 307
Autres intérêts	60 029	17 620
	<u>23 995 224 \$</u>	<u>17 453 938 \$</u>
OPÉRATIONS DU FONDS (note 9)		

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
À recevoir des débiteurs alimentaires (note 4)	3 289 667 \$	1 541 970 \$
Subvention à recevoir du gouvernement du Québec	983 647	170 297
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	591 672	
	<u>4 864 986</u>	<u>1 712 267</u>
Immobilisations (note 5)	896 375	900 289
Frais de développement de systèmes (note 6)	5 610 556	6 010 909
	<u>11 371 917 \$</u>	<u>8 623 465 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Fournisseurs	1 221 446 \$	713 249 \$
Pensions alimentaires	2 750 648	1 989 862
	<u>3 972 094</u>	<u>2 703 111</u>
Contribution reportée	591 672	
Sûretés confiées au Fonds (note 7)	2 050 222	737 881
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 8)	4 757 929	5 182 473
	<u>11 371 917 \$</u>	<u>8 623 465 \$</u>

OPÉRATIONS DU FONDS (note 9)

Mireille Picard
 Administratrice du Fonds des
 pensions alimentaires

Nicole Malo
 Sous-ministre du Revenu

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES**NOTES COMPLÉMENTAIRES**
31 mars 1998**1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des pensions alimentaires est constitué par la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (L.Q. 1995, chapitre 18), entrée en vigueur le 1^{er} décembre 1995. Cette loi prévoit qu'un débiteur alimentaire doit verser au ministre du Revenu la pension au bénéfice du créancier alimentaire sauf si le tribunal, dans les cas qui y sont prévus, en décide autrement. Deux fois par mois, le ministre verse au créancier alimentaire le montant de la pension et des arrérages. Lorsque le montant de la pension n'est pas reçu par la ministre à l'échéance, le Fonds peut avancer les sommes nécessaires au versement de la pension alimentaire pendant une période d'au plus trois mois, jusqu'à concurrence de 1 000 \$. Le Fonds verse également au ministère de l'Emploi et de la Solidarité le montant de la pension alimentaire perçue auprès du débiteur dans les dossiers où il détient une subrogation.

Le Fonds est administré par la ministre du Revenu. Celle-ci certifie de plus que les engagements et les paiements qui en découlent n'excèdent pas les soldes disponibles et leur sont conformes. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds est prévu dans sa loi constitutive.

Le gouvernement du Québec contribue à l'équilibre des revenus et dépenses d'administration du Fonds en versant une subvention d'équilibre prélevée sur les crédits alloués à cette fin au ministère du Revenu par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. Elles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux suivants:

Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement informatique	33 1/3 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement des systèmes transférés au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisés à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres frais de développement sont comptabilisés au coût. Ils représentent les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes reliés aux activités des pensions alimentaires. Ils sont portés aux opérations sur une période de 5 ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de leur mise en opération.

Contribution reportée

La contribution du gouvernement du Canada pour la mise en oeuvre des mesures québécoises de perception des pensions alimentaires est comptabilisée comme contribution reportée et est virée aux résultats selon la même méthode et le même taux d'amortissement que les frais de développement de systèmes qu'elle finance.

3. HONORAIRES DE GESTION

Le ministère du Revenu facture des honoraires de gestion au Fonds sur la base des services rendus pour l'administration de la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires.

	1998	1997
Traitements et avantages sociaux	15 705 637 \$	10 643 390 \$
Dépenses de fonctionnement	6 106 746	4 651 892
Intérêts et avances	267 553	393 305
	<u>22 079 936 \$</u>	<u>15 688 587 \$</u>

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. À RECEVOIR DES DÉBITEURS ALIMENTAIRES

Les débiteurs alimentaires sont redevables des avances effectuées aux créanciers alimentaires pour le versement de la pension alimentaire pendant une période d'au plus trois mois jusqu'à concurrence de 1 000 \$. Également, les débiteurs alimentaires doivent assumer les frais administratifs relatifs à la perception d'arrérages de pensions.

	1998	1997
Avances sur les pensions alimentaires	2 134 595 \$	774 189 \$
Frais administratifs	1 155 072	767 781
	<u>3 289 667 \$</u>	<u>1 541 970 \$</u>

5. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement de bureau	14 665 \$	3 883 \$	10 782 \$
Équipement informatique	1 693 920	808 327	885 593
	<u>1 708 585 \$</u>	<u>812 210 \$</u>	<u>896 375 \$</u>
			<u>900 289 \$</u>

Au cours de l'exercice, le Fonds a acquis pour 353 930 \$ d'immobilisations (44 239 \$ en 1997).

6. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1998		1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Frais de développement de systèmes	8 324 037 \$	2 713 481 \$	5 610 556 \$
			<u>6 010 909 \$</u>

Au cours de l'exercice, le Fonds a acquis pour 1 053 712 \$ de frais de développement de systèmes (1 822 830 \$ en 1997).

7. SÛRETÉS CONFIÉES AU FONDS

Le Fonds détient, en garantie du paiement de la pension, des sûretés liquides et non-liquides. Les sûretés en numéraire sont comptabilisées au passif du Fonds et des intérêts au taux légal sont remis annuellement au débiteur. Les autres sûretés, détenues par le Fonds et ne procurant pas d'avantage économique futur, sont constituées de lettres de garantie bancaire au montant de 1 280 021 \$ (493 144 \$ en 1997).

8. DÛ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Sommes portant intérêt au taux préférentiel bancaire, sans modalité de remboursement et venant à échéance le 31 mars de l'an 2000. Elles peuvent être remboursées par anticipation, en tout ou en partie, sans pénalité.

9. OPÉRATIONS DU FONDS - DÉBITEURS ET CRÉANCIERS ALIMENTAIRES

Au cours de l'année financière, le ministère du Revenu a encaissé au nom du Fonds 142 180 464 \$ sous forme de pensions alimentaires, de frais d'arrérages et d'intérêts et a versé 141 451 190 \$ aux créanciers alimentaires.

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)**
31 mars 1998

9. OPÉRATIONS DU FONDS - DÉBITEURS ET CRÉANCIERS ALIMENTAIRES (suite)

De plus, au 31 mars 1998, le ministre du Revenu a la responsabilité de récupérer des débiteurs alimentaires une somme d'environ 193 151 920 \$. Lors de l'encaissement, un montant équivalent doit être versé par le Fonds aux créanciers alimentaires ou au ministère de l'Emploi et de la Solidarité. Ces débiteurs ne sont pas présentés au bilan du Fonds des pensions alimentaires.

10. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

11. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du ministère du Revenu affectés au Fonds des pensions alimentaires participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du ministère, affectées au Fonds et imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 489 856 \$ (1997: 430 493 \$). Les obligations du ministère envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds des pensions alimentaires du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Mireille Picard
Administratrice du fonds des pensions
alimentaires

Nicole Malo
Sous-ministre du Revenu

Québec, le 18 septembre 1998

FONDS DES PENSIONS ALIMENTAIRES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des pensions alimentaires du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière que l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 18 septembre 1998

**FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
(L.R.Q., c. M-19)**

OPÉRATIONS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Services rendus - net (note 3)	41 034 359 \$	41 191 543 \$
Autres	135 344	23 775
	<u>41 169 703</u>	<u>41 215 318</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	19 538 888	21 893 228
Transport et communication	1 252 697	1 280 692
Services professionnels	1 902 353	1 690 097
Entretien et réparations	158 549	40 836
Loyers	6 495 698	6 584 810
Fournitures et approvisionnements	553 964	657 841
Intérêts et frais de banque	976 744	994 650
Amortissement des immobilisations	351 051	181 956
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 014 043	1 009 901
Autres	62 259	57 760
Radiation de frais de développement de systèmes		5 241 726
	<u>32 306 246</u>	<u>39 633 497</u>
REVENU NET	<u>8 863 457 \$</u>	<u>1 581 821 \$</u>

EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
SOLDE AU DÉBUT	4 146 293 \$	5 564 472 \$
Revenu net	8 863 457	1 581 821
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 000 000)	(3 000 000)
SOLDE À LA FIN	<u>10 009 750 \$</u>	<u>4 146 293 \$</u>

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	1 385 411 \$	664 012 \$
Débiteurs	551 762	759 640
	<u>1 937 173</u>	<u>1 423 652</u>
Immobilisations (note 4)	1 551 736	398 352
Frais de développement de systèmes (note 5)	27 343 139	14 658 087
	<u>30 832 048 \$</u>	<u>16 480 091 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec	5 000 000 \$	8 000 000 \$
Créditeurs et frais courus	15 528 003	4 139 692
Revenus perçus d'avance (note 6)	294 295	194 106
	<u>20 822 298</u>	<u>12 333 798</u>
EXCÉDENT	10 009 750	4 146 293
	<u>30 832 048 \$</u>	<u>16 480 091 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 7)

ÉVENTUALITÉS (note 8)

Michel Bouchard
 Sous-ministre de la Justice et
 sous-procureur général

Rodrigue Desmeules
 Sous-ministre associé à la direction générale
 des services de justice

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Revenu net	8 863 457 \$	1 581 821 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	351 051	181 956
Amortissement des frais de développement de systèmes	1 014 043	1 009 901
Radiation de frais de développement de systèmes		5 241 726
	10 228 551	8 015 404
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	11 696 377	(4 887 445)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	21 924 928	3 127 959
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Liquidités utilisées pour les activités de financement:		
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(3 000 000)	(3 000 000)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations	(1 504 435)	(344 448)
Frais de développement de systèmes	(13 699 095)	(2 632 792)
Transfert au Fonds de l'état civil		4 886 359
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités d'investissement	(15 203 530)	1 909 119
AUGMENTATION DES LIQUIDITÉS	3 721 398	2 037 078
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS AU DÉBUT	(7 335 988)	(9 373 066)
INSUFFISANCE DES LIQUIDITÉS À LA FIN	(3 614 590) \$	(7 335 988) \$

L'insuffisance des liquidités du Fonds comprend l'emprunt sur billet du Fonds de financement du gouvernement du Québec diminué de l'encaisse.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJETS

Le Fonds des registres du ministère de la Justice, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de la Justice (L.R.Q., chapitre M-19), a pour objet la gestion et le financement des biens et services fournis sous l'autorité du ministre de la Justice et qui sont reliés à l'inscription et à la publicité des documents d'État, des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers, ainsi que de tous les autres documents dont la loi prévoit l'inscription à un registre tenu dans un bureau de la publicité des droits.

Le Fonds a également pour objet l'administration et le financement de l'élaboration, de la mise en oeuvre et du fonctionnement des registres des droits personnels et réels mobiliers et des droits fonciers.

Également, en vertu de la Loi favorisant la réforme du cadastre québécois (L.R.Q., chapitre R-3.1), le Fonds remet une partie des droits et honoraires qu'il perçoit en vertu de la Loi sur les bureaux de la publicité des droits (L.R.Q., chapitre B-9) au Fonds de la réforme du cadastre québécois. Il perçoit également des honoraires pour le compte de ce Fonds.

Le Fonds est administré par le ministre de la Justice. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont inscrites à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux suivants:

	Taux
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement de bureautique et d'informatique	33 1/3 %
Logiciels	50 %

Frais de développement de systèmes

Les frais de développement de systèmes représentent le coût de développement du registre des droits fonciers ainsi que celui des droits personnels et réels mobiliers. Ils incluent également le coût de développement du système comptable afférent à ces registres. Ces frais sont portés aux opérations sur une période de sept ans selon la méthode de l'amortissement linéaire à compter de la mise en opération de ces registres et de ce système.

3. SERVICES RENDUS - NET

	1998	1997
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits:		
Inscriptions	34 972 416 \$	34 368 448 \$
Radiations	19 248 318	18 673 869
Autres	7 112 069	7 182 695
Montants à reporter	61 332 803 \$	60 225 012 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

3. SERVICES RENDUS - NET (suite)

	1998	1997
Montants reportés	61 332 803 \$	60 225 012 \$
Moins:		
Partie versée au Fonds de la réforme du cadastre québécois	4 833 200	4 757 100
Honoraires perçus pour le Fonds de la réforme du cadastre québécois:		
Inscriptions	14 588 580	13 999 919
Radiations	7 211 399	6 908 759
	26 633 179	25 665 778
Services rendus par les bureaux de la publicité des droits - net	34 699 624	34 559 234
Enregistrements officiels	563 212	502 139
Services rendus relatifs au registre des droits personnels et réels mobiliers	5 771 523	6 130 170
	41 034 359 \$	41 191 543 \$

4. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Mobilier et équipement de bureau	1 585 758 \$	1 430 856 \$	154 902 \$
Équipement de bureautique et d'informatique	1 941 543	776 523	1 165 020
Logiciels	410 289	178 475	231 814
	3 937 590 \$	2 385 854 \$	1 551 736 \$

5. FRAIS DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Registre des droits fonciers	8 148 881 \$		8 148 881 \$
Registre des droits personnels et réels mobiliers	20 752 400	2 757 916 \$	17 994 484
Système comptable	2 555 850	1 356 076	1 199 774
	31 457 131 \$	4 113 992 \$	27 343 139 \$

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

6. REVENUS PERÇUS D'AVANCE

	1998	1997
Bureaux de la publicité des droits	274 246 \$	150 210 \$
Registre des droits personnels et réels mobiliers	20 049	43 896
	<u>294 295 \$</u>	<u>194 106 \$</u>

7. ENGAGEMENTS

Le Fonds est engagé par des contrats à long terme échéant à diverses dates jusqu'en 2000. Ces contrats sont principalement reliés au développement et à la mise à jour de systèmes informatiques.

Les paiements prévus en vertu de ces contrats s'établissent comme suit:

1999	864 093 \$
2000	291 564
	<u>1 155 657 \$</u>

Le Fonds s'est également engagé envers deux promoteurs relativement au développement et à l'exploitation de ses systèmes informatiques des bureaux de la publicité foncière (Projet foncier) et du bureau du registre des droits personnels et réels mobiliers (Projet mobilier).

Projet foncier:

Une entente-cadre de partenariat a été signée en septembre 1997 pour l'ensemble d'un projet qui s'échelonne jusqu'en 2004 et pour lequel le Conseil du trésor a autorisé un montant de 90 millions de dollars. Un contrat spécifique a été signé en janvier 1998 pour l'élaboration de la phase de l'architecture détaillée du projet.

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1998, des travaux ont été effectués par le promoteur pour un montant de 4,2 millions de dollars. Au cours de l'année subséquente, des travaux pour un montant d'environ 2,4 millions de dollars seront réalisés.

Projet mobilier:

Deux contrats préliminaires concernant la décentralisation des services à la clientèle ont été signés en septembre 1997 et en janvier 1998. Toutefois, les modalités de financement devront être définies dans une entente-cadre qui n'est pas encore signée au 31 mars 1998. De plus, les montants à octroyer pour ce projet ne sont pas déterminés aux contrats.

Au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1998, des travaux ont été effectués par le promoteur pour un montant de 6,5 millions de dollars. Depuis le 1^{er} avril 1998 jusqu'à la date de préparation des états financiers, des travaux pour un montant d'environ 3 millions de dollars furent réalisés.

8. ÉVENTUALITÉS

Des poursuites totalisant 414 356 \$ ont été intentées contre le Fonds relativement aux activités des bureaux de la publicité des droits. Les requérants demandent d'être indemnisés des dommages subis.

Selon les gestionnaires du Fonds et ses conseillers juridiques, la perte éventuelle pouvant résulter de ces poursuites est estimée à 321 050 \$ mais le dénouement de ces éventualités étant indéterminable, aucune provision n'a été comptabilisée.

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

10. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), lesquels sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1998 s'élèvent à 864 053 \$ (1997: 915 037 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds des registres du ministère de la Justice ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent. Le comité de gestion doit surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Jean Gauvin
Directeur des Services administratifs
et du Fonds des registres

Rodrigue Desmeules
Sous-ministre associé
à la Direction générale des services
de justice

Québec, le 24 septembre 1998

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des registres du ministère de la Justice du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations, l'état de l'excédent et l'état de l'évolution de la situation financière de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 24 septembre 1998

FONDS DES SERVICES DE POLICE
(L.R.Q., c. M-19.3 et L.R.Q., c. P-13)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
	(12 mois)	(3 mois)
REVENUS		
Services de police payés par les municipalités	103 129 253 \$	26 143 797 \$
Contribution de la Sûreté du Québec	89 303 758	23 220 677
Autres revenus	228 978	
	<u>192 661 989 \$</u>	<u>49 364 474 \$</u>
DÉPENSES		
Traitements et avantages sociaux	152 288 000 \$	38 599 511 \$
Transports et communications	4 060 900	1 488 700
Services professionnels et administratifs	4 512 671	834 000
Entretien et réparations	2 479 800	722 200
Loyers	19 991 500	5 491 100
Fournitures et approvisionnements	5 195 300	1 270 700
Matériel et équipement	455 600	54 900
Autres dépenses	145 800	105 918
Amortissement des immobilisations	3 532 418	797 445
	<u>192 661 989 \$</u>	<u>49 364 474 \$</u>

FONDS DES SERVICES DE POLICE

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs	27 261 598 \$	26 143 797 \$
Dû par la Sûreté du Québec	5 389 160	
Immobilisations (note 3)	6 040 982	8 585 051
	<u>38 691 740 \$</u>	<u>34 728 848 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	10 131 810 \$	6 597 057 \$
Dette à long terme (note 4)	28 559 930	28 131 791
	<u>38 691 740 \$</u>	<u>34 728 848 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 5)

Guy Coulombe
Administrateur du Fonds
Directeur général de la
Sûreté du Québec

FONDS DES SERVICES DE POLICE**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds des services de police, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., chapitre M-19.3) a pour objet le financement du coût des biens et services fournis par la Sûreté du Québec aux municipalités ou autres organismes en vertu des articles 39.0.1, 64.3, 64.4 et 73.1 de la Loi de la police (L.R.Q., chapitre P.13).

Ce fonds est administré par le ministre de la Sécurité publique. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

La date du début des activités du Fonds a été fixée au 1^{er} janvier 1997.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties selon les méthodes suivantes:

Le matériel roulant est amorti en fonction de l'utilisation du véhicule sur la vie utile médiane par catégorie de véhicule:

4 cylindres	125 000 km
6 cylindres	160 000 km
8 cylindres	180 000 km
Autres	185 000 km

L'équipement spécialisé et l'équipement informatique sont amortis selon la méthode linéaire sur une période de 3 ans.

3. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Matériel roulant	9 618 098 \$	3 975 481 \$	5 642 617 \$	8 336 043 \$
Équipement informatique	404 789	61 457	343 332	177 767
Équipement spécialisé	87 444	32 411	55 033	71 241
	<u>10 110 331 \$</u>	<u>4 069 349 \$</u>	<u>6 040 982 \$</u>	<u>8 585 051 \$</u>

Au cours de l'année financière, le Fonds a acquis pour 1 285 342 \$ d'immobilisations.

FONDS DES SERVICES DE POLICE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
Avances du Fonds consolidé du revenu, taux préférentiel bancaire payable semestriellement, sans modalités de remboursement, échéant le 31 mars 2002	19 177 434 \$	18 749 295 \$
Dû à la Sûreté du Québec sans intérêt ni modalités de remboursement (1)	9 382 496	9 382 496
	<u>28 559 930 \$</u>	<u>28 131 791 \$</u>

(1) Correspond aux immobilisations transférées par la Sûreté du Québec au moment de la création du Fonds des services de police.

5. ENGAGEMENTS

La Sûreté du Québec est engagée par des contrats de location d'équipement spécialisé échéant en novembre 2003 et une partie de ces dépenses est assumée par le Fonds.

La dépense de location d'équipement spécialisé de l'année financière s'élève à 6 430 955 \$ (1997: 1 787 400 \$). La quote-part du Fonds des paiements minimums futurs s'établit comme suit:

	1998
1999	5 403 715 \$
2000	5 403 715
2001	5 403 715
2002	5 403 715
2003	5 403 715
2004	3 602 477
	<u>30 621 052 \$</u>

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel de la Sûreté du Québec affectés aux opérations du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec. Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 14 044 600 \$ (1997: 3 665 299 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS DES SERVICES DE POLICE**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds des services de police ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Guy Coulombe
Administrateur du Fonds
Directeur général de la
Sûreté du Québec

Québec, le 28 août 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de police du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 28 août 1998

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ
(L.R.Q., c. R-5)

PROVENANCE ET RÉPARTITION DES FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
PROVENANCE DES FONDS		
Cotisations		
Employeurs	3 731 209	3 604 681
Particuliers	161 693	163 330
Contribution du Fonds consolidé du revenu	1 118 010	1 270 541
	<u>5 010 912</u>	<u>5 038 552</u>
RÉPARTITION DES FONDS		
Pour le financement des programmes (note 1)		
Régie de l'assurance maladie du Québec		
Régime d'assurance maladie	2 230 345	2 508 075
Régime général d'assurance médicaments (1997: depuis le 1 ^{er} août 1996)	694 943	422 149
Assistance-maladie	68 277	155 840
Rémunération des pharmaciens dans le cadre d'un mécanisme de surveillance et de suivi de la consommation de médicaments chez certains prestataires d'un programme d'aide de dernier recours	370	335
Frais d'administration	70 526	68 148
	<u>3 064 461</u>	<u>3 154 547</u>
Ministère de la Santé et des Services sociaux Services hospitaliers	1 946 451	1 884 005
	<u>5 010 912</u>	<u>5 038 552</u>

BILAN
au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
Cotisation à recevoir des employeurs	123 494	125 329
Contribution à recevoir du Fonds consolidé du revenu	51 082	58 703
	<u>174 576</u>	<u>184 032</u>
PASSIF		
Dû à la Régie de l'assurance maladie du Québec	112 829	121 368
Dû au ministère de la Santé et des Services sociaux	61 747	62 664
	<u>174 576</u>	<u>184 032</u>

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services de santé, créé au ministère des Finances par la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec (L.R.Q., chapitre R-5), a pour objet de pourvoir au financement du régime d'assurance maladie, du programme d'assistance maladie, des services hospitaliers ainsi que de la rémunération des pharmaciens dans le cadre d'un mécanisme de surveillance et de suivi de la consommation de médicaments chez certains prestataires d'un programme d'aide de dernier recours. Il finance aussi, dans le cadre du régime général d'assurance médicaments qui est en vigueur depuis le 1^{er} août 1996, le coût des médicaments et des services pharmaceutiques fournis aux:

- personnes âgées de 65 ans ou plus;
- prestataires d'un programme d'aide de dernier recours.

Le Fonds est alimenté par les cotisations des employeurs et des particuliers et par les sommes qu'y verse le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu. La perception des cotisations des employeurs et des particuliers est effectuée par le ministère du Revenu.

Les cotisations des employeurs et des particuliers sont réparties également entre la Régie de l'assurance maladie du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux tandis que les sommes versées par le ministre des Finances à même le Fonds consolidé du revenu servent à combler les besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Les cotisations des employeurs et des particuliers au Fonds sont constituées des sommes encaissées et des comptes émis au cours de l'année financière, de même que des sommes perçues des employeurs au cours du mois d'avril et afférentes aux salaires versés avant le 1^{er} avril.

Les sommes attribuées à la Régie de l'assurance maladie du Québec ont été établies de façon à comprendre la valeur estimative des demandes de paiement reçues par cette dernière jusqu'au 30 avril à l'égard des services rendus avant le 1^{er} avril. S'il y a lieu, ces sommes sont régularisées pour tenir compte des enveloppes globales prédéterminées en vertu des accords-cadres conclus par le ministre de la Santé et des Services sociaux avec les organismes représentatifs des professionnels de la santé.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

FONDS DES SERVICES DE SANTÉ**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des services de santé du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état de la provenance et de la répartition des fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que la provenance et la répartition des fonds et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 30 juillet 1998

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX
(L.R.Q., c. S-6.1)

OPÉRATIONS

de l'exercice financier terminé le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Produits	224 532 748 \$	212 572 738 \$
Contributions pour acquisitions d'aéronefs	15 394 007	13 150 312
	239 926 755	225 723 050
Coûts des marchandises vendues ou des services rendus	223 340 187	207 321 285
REVENU BRUT	16 586 568	18 401 765
Redevances	293 950	1 662 911
Intérêts sur investissement net dans des contrats de location-financement	74 726	28 045
Autres intérêts	990 202	46 403
Autres revenus	573 318	417 184
	18 518 764	20 556 308
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Facturés par des tiers	11 050 740	14 079 126
Facturés par le gouvernement du Québec	2 278 151	2 967 877
	13 328 891	17 047 003
BÉNÉFICE AVANT ÉLÉMENTS SUIVANTS	5 189 873	3 509 305
Gain net sur aliénation d'immobilisations (note 3)	4 204 446	8 488 405
Gain sur aliénation de stocks	240 766	1 049 840
Gain sur transfert d'activités (note 4)		1 211 300
Contribution du gouvernement du Québec		780 462
Mesure de départs assistés		(4 541 480)
BÉNÉFICE NET	9 635 085 \$	10 497 832 \$

INFORMATION SECTORIELLE (note 18)

EXCÉDENT

de l'exercice financier terminé le 31 mars 1998

	1998	1997
SOLDE AU DÉBUT	25 147 337 \$	17 649 505 \$
Bénéfice net	9 635 085	10 497 832
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(2 675 000)	(3 000 000)
SOLDE À LA FIN	32 107 422 \$	25 147 337 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	12 274 143 \$	21 732 279 \$
Dépôt à terme		2 400 000
Débiteurs	46 961 277	46 597 753
Intérêts courus	237 070	39 669
Stocks (note 5)	7 269 756	8 279 176
Frais reportés (note 6)	600 000	
Frais payés d'avance	2 256 069	2 322 700
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 7)	574 458	124 375
Versements sur prêts au Fonds consolidé du revenu (note 8)	1 398 556	1 592 552
	<u>71 571 329</u>	<u>83 088 504</u>
Dépôt en garantie (note 9)	2 709 572	598 300
Frais reportés (note 6)	475 036	797 177
Investissement net dans des contrats de location-financement (note 7)	442 285	854 561
Prêts au Fonds consolidés du revenu (note 8)	3 028 809	4 438 185
Placements - fonds d'amortissement (note 10)	25 839 697	
Immobilisations (note 11)	221 273 535	229 392 649
	<u>325 340 263 \$</u>	<u>319 169 376 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Emprunt bancaire	1 500 000 \$	
Créditeurs et frais courus	32 985 026	21 603 832 \$
Versement sur la créance à payer (note 12)	3 249 138	5 588 040
Versements sur la dette à long terme (note 13)	14 194 922	10 691 210
Revenus reportés (note 14)	5 868 497	6 146 041
	<u>57 797 583</u>	<u>44 029 123</u>
Créance à payer (note 12)	552 059	3 550 350
Dépôt sur stocks en consignation		570 768
Dette à long terme (note 13)	233 050 682	244 085 321
Revenus reportés (note 14)	1 832 517	1 786 477
	<u>293 232 841</u>	<u>294 022 039</u>
EXCÉDENT	32 107 422	25 147 337
	<u>325 340 263 \$</u>	<u>319 169 376 \$</u>

ENGAGEMENTS (note 15)

Byrne Amyot
Administrateur du Fonds des services gouvernementaux

Pierre Roy
Secrétaire du Conseil du trésor

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
de l'exercice terminé le 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	9 635 085 \$	10 497 832 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités:		
Amortissement des immobilisations	20 427 518	18 451 502
Amortissement des frais reportés	322 141	418 271
Gain sur aliénation d'immobilisations	(4 204 446)	(8 488 405)
Radiation d'immobilisation	124 713	
	26 305 011	20 879 200
Variation des éléments d'actif et de passif liés à l'exploitation	11 064 816	(2 444 039)
Liquidités provenant des activités d'exploitation	37 369 827	18 435 161
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Créance à payer	250 845	2 446 229
Remboursement de la créance à payer	(5 588 038)	(552 058)
Remboursement du dépôt sur stocks en consignation	(570 768)	
Dette à long terme	6 650 100	101 370 719
Remboursement de la dette à long terme	(14 181 027)	(23 314 588)
Placements dans un fonds d'amortissement	(25 839 697)	
Excédent versé au Fonds consolidé du revenu	(2 675 000)	(3 000 000)
Liquidités (utilisées pour les) provenant des activités de financement	(41 953 585)	76 950 302
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Investissement net dans des contrats de location-financement	(1 013 725)	(1 331 669)
Encaissements sur investissement net dans des contrats de location-financement	975 918	835 696
Dépôt en garantie	(2 111 272)	2 709 400
Encaissements sur prêts au Fonds consolidé du revenu	1 603 372	1 540 923
Prêts au Fonds consolidé du revenu		(7 571 660)
Frais reportés		3 355 226
Acquisition d'immobilisations	(13 277 259)	(110 735 224)
Produits d'aliénation d'immobilisations	5 048 588	8 732 025
Transfert d'activités (note 4)		(2 424 930)
Liquidités utilisées pour les activités d'investissement	(8 774 378)	(104 890 213)
DIMINUTION DES LIQUIDITÉS	(13 358 136)	(9 504 750)
LIQUIDITÉS AU DÉBUT	24 132 279	33 637 029
LIQUIDITÉS À LA FIN	10 774 143 \$	24 132 279 \$

Les liquidités du Fonds comprennent l'encaisse diminuée de l'emprunt bancaire.

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des services gouvernementaux, fonds spécial constitué par la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics (L.R.Q., chapitre S-6.1), a pour objet le financement:

- des biens et services fournis par le directeur général des achats en application de la Loi sur le service des achats du Gouvernement (L.R.Q., chapitre S-4);
- des fournitures et de l'ameublement;
- de l'équipement informatique;
- de l'entretien de l'équipement bureautique;
- des services informatiques;
- des services de télécommunications;
- des services de reprographie;
- des services de traitement de courrier et de la messagerie externe;
- des services de transport aérien dans le cadre de fonctions ou de missions gouvernementales;
- des services relatifs à la location de biens meubles et à leur aliénation lorsque ces biens ne sont plus requis.

Ce Fonds est administré par le Ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et Président du conseil du trésor.

Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode de l'épuisement successif. Pour les pièces démontées des aéronefs et retournées en inventaire, leur coût correspond à celui de leur remise en état de fonctionnement.

Frais reportés

Les frais encourus pour acquitter d'avance les loyers sur les équipements loués auprès des fournisseurs de systèmes téléphoniques et pour les installer chez la clientèle du Fonds sont imputés aux opérations en fonction de la durée des contrats signés.

Les frais encourus pour la consolidation des centres de traitement informatique du gouvernement du Québec sont amortis sur une période de 5 ans à compter du 1^{er} décembre 1996.

Les frais découlant de la résiliation du bail d'un hangar d'avions citerne sont imputés aux opérations sur une période de quarante mois à compter d'août 1997.

Investissement net dans des contrats de location-financement

Le revenu de financement découlant des contrats de location-financement est imputé aux opérations selon le taux d'intérêt inscrit aux contrats.

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût ou à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec.

Les immobilisations suivantes sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire et selon les taux ci-dessous:

	Taux
Aéronefs	6 2/3 %
Équipement d'aéronefs	8 7/8 %
Équipement et outillage d'avionique au sol	6 2/3 et 20 %
Équipement de radiocommunication et de communication	10, 20 et 33 1/3 %
Infrastructure de radiocommunication	5 %
Équipement informatique	20 et 33 1/3 %
Véhicules	20, 25 et 33 1/3 %
Systèmes informatiques et logiciels d'exploitation	20 et 33 1/3 %
Réseau intégré de communications informatiques et bureautiques	25 %
Mobilier et équipement de bureautique	20, 25 et 33 1/3 %
Équipement de transformation et de reprographie	10 et 20 %
Matériel et équipement de traitement du courrier	6 2/3 et 20 %
Matériel de manutention et d'entrepôt	10 %
Améliorations locatives	10 et 20 %
Frais de développement - systèmes informatiques	20 %

Les frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs sont amortis selon la méthode de l'amortissement proportionnel à l'utilisation.

Les frais de développement des systèmes informatiques sont amortis à compter de leur mise en opération selon la méthode d'amortissement linéaire sur une période de 5 ans.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location-acquisition sont amortis selon la même méthode que les autres immobilisations, à l'exception des aéronefs de type CL-415 qui sont amortis sur 13 ans, soit la durée du bail.

Conversion des devises étrangères

Des comptes d'actif et de passif exprimés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux en vigueur à la date du bilan; les comptes d'opérations et les stocks sont convertis au taux de change prévalant à la date du paiement. Les gains ou pertes matérialisés sur change étranger sont imputés aux opérations de l'année financière. Les gains ou pertes non matérialisés sur change étranger sont amortis sur la durée résiduelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition et du dépôt en garantie auxquels ils se rapportent.

Revenus reportés

La facturation à la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) pour le financement des aéronefs de type CL-415 donne lieu à un revenu reporté qui est imputé aux opérations au même rythme que la dépense d'intérêt et d'amortissement des CL-415.

Les revenus de services perçus d'avance pour de l'équipement de communications informatiques, téléphoniques et de radiocommunication sont imputés aux opérations au même rythme que l'amortissement de cet équipement.

3. GAIN NET SUR ALIÉNATION D'IMMOBILISATIONS

	1998	1997
Gain sur aliénation de 2 aéronefs de type CL-215 (1997: 4 aéronefs)	4 209 672 \$	7 999 996 \$
(Perte) gain sur aliénation d'autres immobilisations	(5 226)	488 409
	<u>4 204 446 \$</u>	<u>8 488 405 \$</u>

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. TRANSFERT D'ACTIVITÉS

À compter du 1^{er} octobre 1996, les activités des secteurs des publications et des moyens de communication de même que les actifs et passifs qui y sont reliés ont été transférés au Fonds de l'information gouvernementale sous la responsabilité du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

Ces actifs et passifs ont été transférés à la valeur comptable nette:

	1997
Débiteurs	3 878 841 \$
Stocks	1 679 461
Travaux en cours	124 674
Immobilisations	327 696
Frais reportés	672 927
Créditeurs et frais courus	(5 915 917)
Revenus reportés	(930 355)
Dû au Fonds consolidé du revenu	(2 262 257)
Transfert au Fonds de l'information gouvernementale excluant l'encaisse	(2 424 930)
Encaisse	1 213 630
Gain sur transfert d'activités	(1 211 300) \$

5. STOCKS

	1998	1997
Stocks de marchandises pour la revente		
Fournitures et ameublement	953 615 \$	1 041 330 \$
Valeurs postales	548 155	577 274
Pièces informatiques	255 382	295 047
Matières premières de reprographie	199 705	184 911
	1 956 857	2 098 562
Pièces de rechange, de fournitures et carburant pour aéronefs	5 312 899	6 180 614
	7 269 756 \$	8 279 176 \$

6. FRAIS REPORTÉS

	1998	1997
Frais de location et d'installation de systèmes téléphoniques	8 293 \$	203 125 \$
Consolidation des centres de traitement informatique	466 743	594 052
Frais de résiliation de bail	600 000	
	1 075 036	797 177
Portion à court terme	600 000	
	475 036 \$	797 177 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

7. INVESTISSEMENT NET DANS DES CONTRATS DE LOCATION-FINANCEMENT

Le total des paiements minimums à recevoir en vertu des contrats de location-financement s'établit comme suit:

	1998
1999	592 676 \$
2000	369 862
2001	104 774
Total des paiements minimums à recevoir	1 067 312
Montant représentant le revenu de financement non gagné inclus dans les paiements minimums à recevoir	50 569
	1 016 743
Versements échéants en deçà d'un an	574 458
	442 285 \$

8. PRÊTS AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

	1998	1997
Ministère du Revenu, 4,75 % à 5,61 % remboursable par versements annuels de 1 654 500 \$, échéant en avril 2000	4 413 764 \$	6 000 000 \$
Ministère du Tourisme, 5,5 % remboursable par versements annuels de 13 972 \$, échéant en décembre 1998	13 601	30 737
	4 427 365	6 030 737
Versements échéant en deçà d'un an	1 398 556	1 592 552
	3 028 809 \$	4 438 185 \$

9. DÉPÔT EN GARANTIE

Un montant de 2 709 572 \$ (1997: 598 300 \$) a été versé pour l'acquisition d'un dispositif d'entraînement en vol dont le coût est de 3 822 000 \$. La livraison est prévue pour janvier 1999.

10. PLACEMENTS - FONDS D'AMORTISSEMENT

En vertu de la Loi sur les services gouvernementaux aux ministères et organismes publics, le gouvernement du Québec a créé le 4 juin 1997 un fonds d'amortissement pour les fins du Service aérien gouvernemental.

Ce Fonds a pour objet d'acquitter, à partir des sommes qui le constituent et des revenus qu'il produit, les obligations financières échéant en 2008 et 2009 relatives au financement par voie de crédit bail des huit avions-citerne CL-415. Ces sommes sont déposées auprès du ministre des Finances et sont gérées par ce dernier.

Au 31 mars 1998, les placements dans le fonds d'amortissement se détaillent comme suit:

	1998
Encaisse	160 952 \$
Intérêts à recevoir	58 052
Placements - au coût (valeur marchande: 25 533 723 \$)	25 620 693
	25 839 697 \$

Ces placements ont produit des revenus d'intérêts de 722 025 \$ durant l'année financière.

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

11. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Aéronefs (a)	20 761 965 \$	4 252 449 \$	16 509 516 \$	17 927 004 \$
Frais d'entretien et de réparations majeurs des aéronefs	1 847 127	585 199	1 261 928	1 885 413
Équipement d'aéronefs	672 063	248 436	423 627	491 075
Équipement et outillage d'avionique au sol	180 747	53 976	126 771	129 357
Équipement de radiocommuni- cation et de communication	10 123 124	3 788 526	6 334 598	5 209 397
Infrastructure de radiocom- munication	3 547 143	1 237 701	2 309 442	2 692 342
Équipement informatique	13 847 508	7 226 165	6 621 343	4 299 759
Véhicules pour fins de location	207 114	9 088	198 026	
Véhicules	667 754	503 631	164 123	254 872
Systèmes informatiques et logiciels d'exploitation	6 268 401	2 077 419	4 190 982	2 608 322
Réseau intégré de communica- tions informatiques et bureautiques	568 207	283 589	284 618	426 152
Mobilier et équipement de bureautique	3 246 301	2 091 847	1 154 454	1 238 812
Équipement de transformation et de reprographie	885 734	355 304	530 430	514 570
Matériel et équipement de traitement du courrier	769 823	647 716	122 107	323 155
Matériel de manutention et d'entrepôt	672 808	123 385	549 423	236 407
Améliorations locatives	763 644	398 912	364 732	493 662
	65 029 463	23 883 343	41 146 120	38 730 299
Frais de développement - systèmes informatiques	42 178		42 178	301 380
Immobilisations détenues en vertu des contrats de location-acquisition				
Aéronefs	200 545 400	20 500 163	180 045 237	189 444 995
Frais d'entretien et de réparation majeurs des aéronefs				707 836
Équipement informatique	950 103	910 103	40 000	208 139
	201 495 503	21 410 266	180 085 237	190 360 970
	266 567 144 \$	45 293 609 \$	221 273 535 \$	229 392 649 \$

(a) Au 31 mars 1998, le Fonds possède notamment 13 aéronefs (15 en 1997) dont 12 cédés par le gouvernement du Québec pour un montant de 1 \$ chacun et un cédé par le gouvernement du Canada pour 1 \$.

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

12. CRÉANCE À PAYER

En vertu d'une entente, l'excédent ou le déficit annuel de l'opération des avions-citerne est imputé à la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU). Les surplus ou les déficits sont remis ou versés par SOPFEU au mois de mars suivant l'année concernée, à la condition que SOPFEU acquitte toutes les factures présentées par le Service aérien gouvernemental, en regard du financement des CL-415.

13. DETTE À LONG TERME

	1998	1997
Dû au Fonds consolidé du revenu		
Sans intérêt et sans modalité de remboursement	61 197 212 \$	61 197 212 \$
Sans intérêt, échu en 1998		150 000
Avances sur base rotative, échéant le 31 mars 2001, sans modalité de remboursement, portant intérêt au taux préférentiel de la Banque Nationale du Canada	4 500 000	700 000
	65 697 212	62 047 212
Obligations découlant de contrats de location-acquisition, 3,6 % à 10 %, échéant jusqu'en 2010	175 942 569	186 156 019
Emprunt au Fonds de financement, 5,34 %, remboursable par versements annuels de 1 092 832 \$, incluant capital et intérêts, échéant en avril 2000	2 930 423	6 000 000
Emprunt au Fonds de financement, 6,68 %, remboursable par versements annuels variables, échéant en octobre 2007	2 675 400	573 300
	247 245 604	254 776 531
Versements échéant en deçà d'un an	14 194 922	10 691 210
	233 050 682 \$	244 085 321 \$

Les paiements minimums exigibles sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition s'établissent comme suit:

1999	20 818 060 \$
2000	17 277 017
2001	17 277 017
2002	16 778 839
2003	15 636 283
2004 à 2010	156 717 919
Total des paiements minimums exigibles	244 505 135
Montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	68 562 566
	175 942 569
Versements échéant en deçà d'un an	11 286 774
	164 655 795 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

13. DETTE À LONG TERME (suite)

Les obligations découlant des contrats de location-acquisition des aéronefs de type CL-415 sont constituées de deux prêts pour chaque aéronef, le prêt A et le prêt B. Les versements sur le prêt A, dont le solde au 31 mars 1998 est de 138 359 840 \$ (1997: 146 072 378 \$), sont effectués en dollars canadiens. Les versements sur le prêt B seront effectués en livres sterling à l'expiration des contrats, s'étalant de mars 2008 à septembre 2009. Le solde du prêt B aux 31 mars 1998 et 1997 est de 22 340 720 \$. Ce prêt est soumis à des fluctuations tout au long de la durée du bail en fonction de divers facteurs, dont le taux d'intérêt, le taux d'imposition et l'allocation du coût en capital. Ces fluctuations annuelles ne sont pas comptabilisées aux états financiers du Fonds puisque la direction du Fonds estime que le prêt B devrait, à l'échéance du contrat, correspondre, selon toute vraisemblance, au solde de ce prêt au 31 mars 1998. Si ces fluctuations étaient comptabilisées, le solde du prêt B serait de 11 961 471 \$ au 31 mars 1998.

Les versements en capital des cinq prochaines années sur les emprunts au Fonds de financement s'établissent comme suit:

1999	908 148 \$
2000	1 096 889
2001	1 157 188
2002	127 994
2003	136 800

14. REVENUS REPORTÉS

	1998	1997
Contribution de SOPFEU pour l'acquisition d'aéronefs de type CL-415	4 064 730 \$	4 833 737 \$
Revenus perçus d'avance pour des services de communications informatiques, téléphoniques et de radiocommunication	3 209 250	2 732 979
Revenus de services informatiques	308 923	298 410
Revenus d'entretien des équipements bureautiques	118 111	67 392
	7 701 014	7 932 518
Portion à court terme	5 868 497	6 146 041
	1 832 517 \$	1 786 477 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)

31 mars 1998

15. ENGAGEMENTS

- a) Le Fonds s'est engagé à acheter pour le 30 septembre 1998, 17 millions de livres sterling au taux fixe de 2,1149 pour un coût total de 35 953 300 \$ en prévision du remboursement des prêts liés à la transaction des aéronefs de type CL-415.
- b) À la fin de chaque bail de location des aéronefs de type CL-415 en 2008 et 2009, le Fonds s'est engagé à agir comme agent pour la vente sur le marché de chaque avion. De plus, le Fonds s'est engagé à verser au bailleur le montant le plus élevé entre le prix de vente et le solde dû au bailleur à échéance.
- c) Le Fonds a octroyé un contrat pour l'entretien des moteurs turbo de tous les avions-citerne prenant effet le 1^{er} janvier 1996, pour un maximum de 74 000 heures de vol. Le Fonds estime que ces travaux pourraient s'échelonner jusqu'en 2012 et que les coûts s'élèveront à environ 15 millions de dollars.
- d) Le Fonds est engagé en vertu d'un contrat à long terme s'échelonnant jusqu'au 30 novembre 1999, pour l'obtention du service téléphonique Centrex. Les engagements futurs à cet égard s'élèvent à 14 200 000 \$.
- e) Le Fonds est engagé en vertu de contrats à long terme s'échelonnant jusqu'en 2001 pour la location et l'entretien d'équipement informatique et de logiciels et pour la location de services professionnels. Les engagements futurs à cet égard s'élèvent à 14 300 000 \$.

16. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 1 848 239 \$ (1997: 2 140 116 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les Fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Outre certaines opérations entre les apparentés divulguées aux états financiers, le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

18. INFORMATION SECTORIELLE (de l'année financière terminée le 31 mars 1998)

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Reprographie gouver- nementale	Fournitures et ameublement	Acquisition de biens et services	Gestion des surplus de biens meubles	Équipement informatique
REVENUS					
Produits à des tiers	6 023 122 \$	26 708 672 \$	9 978 160 \$	1 344 352 \$	12 878 \$
Produits intersectoriels	126 529	1 185 020	635 843		
Produits totaux	6 149 651	27 893 692	10 614 003	1 344 352	12 878
Contributions pour acqui- sitions d'aéronefs					
	6 149 651	27 893 692	10 614 003	1 344 352	12 878
Coût des marchandises vendues ou des services rendus à des tiers	4 150 596	25 367 727	8 247 151	1 023 415	21 561
Achats intersectoriels	809 618		86 373	75 555	201 450
Coût total des marchan- dises vendues ou des services rendus	4 960 214	25 367 727	8 333 524	1 098 970	223 011
REVENU BRUT	1 189 437	2 525 965	2 280 479	245 382	(210 133)
Redevances					
Intérêts sur investisse- ment net dans des con- trats de location- financement					74 726
Autres intérêts					268 177
Autres revenus		88 924	263	12 688	
	1 189 437	2 614 889	2 280 742	258 070	132 770
Frais d'administration facturés par des tiers	775 024	730 745	554 601	183 242	76 883
Frais d'administration intersectoriels	72 359	287 074	168 636		3 514
Frais d'administration facturés par le gouver- nement du Québec	177 685	99 722	241 611	78 320	22 820
	1 025 068	1 117 541	964 848	261 562	103 217
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT ÉLÉMENTS SUIVANTS	164 369	1 497 348	1 315 894	(3 492)	29 553
Gains (Perte) sur aliéna- tion d'immobilisations	4 172	(49 227)			
Gains sur aliénation de stocks					
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE) SECTORIEL(LE)	168 541 \$	1 448 121 \$	1 315 894 \$	(3 492)\$	29 553 \$
Éléments d'actifs sectoriels b)	2 518 191 \$	9 620 896 \$	8 401 222 \$	589 277 \$	9 336 461 \$
Acquisitions d'immobi- lisations b)	187 029 \$	508 358 \$	360 310 \$	68 172 \$	207 114 \$

Entretien de l'équipement bureautique	Courrier et messagerie	Service aérien gou- vernemental	a) Services informatiques	Services de Télécom- munications	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés 1998
3 944 395 \$ 365 313	24 497 113 \$ 377 371	27 138 091 \$ 139 688	41 918 593 \$ 1 089 260	82 967 372 \$ 884 035	(4 803 059)\$	224 532 748 \$
4 309 708	24 874 484	27 277 779	43 007 853	83 851 407	(4 803 059)	224 532 748
		15 394 007				15 394 007
4 309 708	24 874 484	42 671 786	43 007 853	83 851 407	(4 803 059)	239 926 755
3 489 282 5 217	22 974 226 12 482	42 182 438 8 639	36 039 183 1 290 928	79 844 608 518 817	(3 009 079)	223 340 187
3 494 499	22 986 708	42 191 077	37 330 111	80 363 425	(3 009 079)	223 340 187
815 209	1 887 776	480 709 293 950	5 677 742	3 487 982	(1 793 980)	16 586 568 293 950
25 100	90 699	722 025 185 759		169 885		74 726 990 202 573 318
840 309	1 978 475	1 682 443	5 677 742	3 657 867	(1 793 980)	18 518 764
253 822	1 206 878	1 341 427	3 837 921	2 090 197		11 050 740
79 384	64 510	332 155		786 348	(1 793 980)	
106 999	220 180	488 240	571 814	270 760		2 278 151
440 205	1 491 568	2 161 822	4 409 735	3 147 305	(1 793 980)	13 328 891
400 104	486 907	(479 379)	1 268 007	510 562		5 189 873
	3 484	4 209 672	36 345			4 204 446
		240 766				240 766
400 104 \$	490 391 \$	3 971 059 \$	1 304 352 \$	510 562 \$		9 635 085 \$
	1 687 198 \$	250 112 743 \$	20 901 005 \$	26 061 613 \$	(3 888 343)\$	325 340 263 \$
	179 024 \$	523 541 \$	7 930 274 \$	3 313 437 \$		13 277 259 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

18. INFORMATION SECTORIELLE (de l'année financière terminée le 31 mars 1998) (suite)

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Reprographie gouver- nementale	Fournitures et ameublement	Acquisition de biens et services	Gestion des surplus de biens meubles	Équipement informatique
DÉPENSES TOTALES PAR NATURE					
Achats de marchandises et de services et variation de stocks	986 676 \$	22 841 285 \$	5 978 448 \$		
Traitements et avantages sociaux	2 433 804	1 831 136	2 229 183	829 951 \$	76 883 \$
Services de transport et de communication	199 860	675 766	115 023	151 289	
Services professionnels, administratifs et autres	218 045	321 566	410 735	185 380	25 678
Entretien et réparations	223 793	36 785	16 184	12 657	
Loyers	1 625 616	326 007	224 869	82 475	
Fournitures et approvi- sionnements	30 193	220 912	91 512	51 812	657
Amortissement des immo- bilisations	183 168	94 146	84 757	40 796	9 088
Amortissement des frais reportés					
Intérêts sur la dette à long terme	82 740	95 060	42 616		211 819
Autres	1 387	42 605	105 045	6 172	2 103
	<u>5 985 282 \$</u>	<u>26 485 268 \$</u>	<u>9 298 372 \$</u>	<u>1 360 532 \$</u>	<u>326 228 \$</u>

- a) Depuis le 1^{er} décembre 1996, les centres de traitement informatique sont consolidés en un seul centre serveur. Le financement de ses opérations se fait par l'intermédiaire du Fonds. Le Fonds a alors transféré la majeure partie des activités du secteur de l'équipement informatique au secteur des services informatiques.
- b) Les éléments d'actifs sectoriels et les acquisitions d'immobilisations du secteur de l'entretien de l'équipement bureautique sont inclus dans ceux des équipements informatiques.

Entretien de l'équipement bureautique	Courrier et messagerie	Service aérien gou- vernemental	a) Services informatiques	Services de Télécom- munications	Écritures d'annulation	Chiffres consolidés 1998
2 268 109 \$	19 298 727 \$	8 097 734 \$	15 408 933 \$	69 047 705 \$	(1 738 661)\$	142 188 956 \$
1 254 537	3 667 576	10 695 714	14 686 964	7 720 706		45 426 454
84 937	69 871	1 131 691	1 000 300	689 659	(1 181 205)	2 937 191
170 442	265 677	1 548 188	1 368 174	1 705 917	(930 368)	5 289 434
7 132	237 483	1 187 026	45 953	108 948	(228 971)	1 646 990
89 215	429 531	1 944 746	3 269 396	665 494		8 657 349
48 178	153 248	74 292	1 104 994	184 370	(570 391)	1 389 777
12 008	356 163	12 105 163	4 366 276	3 175 953		20 427 518
			127 309	194 832		322 141
		7 568 345	360 629 918	17 146	(153 463)	8 378 355 4 913
146						
3 934 704 \$	24 478 276 \$	44 352 899 \$	41 739 846 \$	83 510 730 \$	(4 803 059)\$	236 669 078 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

18. INFORMATION SECTORIELLE (de l'année financière terminée le 31 mars 1997) (suite)

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Reprographie gouver- nementale	Fournitures et ameublement	Acquisition de biens et services	Gestion des surplus de biens meubles	Équipement informatique	Entretien de l'équipement bureautique
REVENUS						
Produits à des tiers	5 789 966	\$ 22 498 920	\$ 3 732 152	\$ 3 963 444	\$ 2 824 047	\$ 3 928 969
Produits intersectoriels	124 372	1 174 622	261 899		375 221	277 794
Produits totaux	5 914 338	23 673 542	3 994 051	3 963 444	3 199 268	4 206 763
Contributions pour acqui- sition d'aéronefs						
	5 914 338	23 673 542	3 994 051	3 963 444	3 199 268	4 206 763
Coût des marchandises vendues ou des services rendus à des tiers	4 102 668	21 600 091	2 373 701	953 066	3 016 533	3 467 811
Achats intersectoriels	843 023	19 082	119 037	92 490		44 136
Coût total des marchandises vendues ou des services rendus	4 944 691	21 619 173	2 492 738	1 045 556	3 016 533	3 511 947
REVENU BRUT	969 647	2 054 369	1 501 313	2 917 888	182 735	694 816
Redevances						
Intérêts sur investisse- ment net dans des con- trats de location- financement					28 045	
Autres intérêts					46 403	
Autres revenus		92 188	258	1 995		10 381
	969 647	2 146 557	1 501 571	2 919 883	257 183	705 197
Frais d'administration facturés par des tiers	676 375	553 361	568 926	188 765	175 067	359 715
Frais d'administration intersectoriels	170 712	247 700	115 986		2 207	8 157
Frais d'administration facturés par le gouver- nement du Québec	264 868	139 980	246 996	106 833	44 180	108 610
	1 111 955	941 041	931 908	295 598	221 454	476 482
BÉNÉFICE (PERTE) AVANT ÉLÉMENTS SUIVANTS	(142 308)	1 205 516	569 663	2 624 285	35 729	228 715
Gains (Perte) sur aliéna- tion d'immobilisations	3 742	(90 703)			606 866	
Gains sur aliénation de stocks						
Gains sur transfert d'activités						
Contribution du gouverne- ment du Québec						
Mesure de départs assistés	(170 824)	(111 238)	(233 588)			(155 088)
BÉNÉFICE (PERTE) NET(TE)	(309 390)	\$ 1 003 575	\$ 336 075	\$ 2 624 285	\$ 642 595	\$ 73 627
Éléments d'actifs sectoriels b)	2 167 182	\$ 8 230 997	\$ 2 215 597	\$ 3 042 150	\$ 11 517 036	\$
Acquisitions d'immobi- lisations b)	133 608	\$ 11 816	\$ 93 586	\$ 114 803	\$ 2 899 924	\$

Courrier et messagerie	Service aérien gou- vernemental	Services infor- matiques	Services de Télécom- munications	a)		Écritures d'annu- lation	Chiffres consolidés 1997
				Publi- cations	Moyens de communi- cation		
23 834 970 \$ 329 655	28 837 659 \$ 159 538	27 482 193 \$ 1 962 201	78 798 180 \$ 834 336	5 720 915 \$ 14 787	5 161 323 \$ 31 409	(5 545 834)\$	212 572 738 \$
24 164 625	28 997 197 13 150 312	29 444 394	79 632 516	5 735 702	5 192 732	(5 545 834)	212 572 738 13 150 312
24 164 625	42 147 509	29 444 394	79 632 516	5 735 702	5 192 732	(5 545 834)	225 723 050
23 040 289 6 151	40 617 552 29 968	23 643 626 1 934 308	75 318 295 831 360	3 997 391 63 943	5 190 262	(3 982 498)	207 321 285
23 046 440	40 647 520	25 577 934	76 149 655	4 061 334	5 190 262	(3 982 498)	207 321 285
1 118 185	1 499 989 1 763 700	3 866 460	3 482 861	1 674 368 (100 789)	2 470	(1 563 336)	18 401 765 1 662 911
40 737	98 370		15 275	152 732	5 248		28 045 46 403 417 184
1 158 922	3 362 059	3 866 460	3 498 136	1 726 311	7 718	(1 563 336)	20 556 308
1 419 619	2 509 788	2 931 480	2 295 625	2 298 345	102 060		14 079 126
74 858	374 145	70 369	343 830	155 372		(1 563 336)	
331 390	558 430	540 480	392 290	160 750	73 070		2 967 877
1 825 867	3 442 363	3 542 329	3 031 745	2 614 467	175 130	(1 563 336)	17 047 003
(666 945)	(80 304)	324 131	466 391	(888 156)	(167 412)		3 509 305
8 094	7 999 996	(29 681)	(9 909)				8 488 405
	1 049 840						1 049 840
				801 298	410 002		1 211 300
(437 518)	780 462 (1 348 882)	(452 209)	(1 092 428)	(329 159)	(210 546)		780 462 (4 541 480)
(1 096 369)\$	8 401 112 \$	(157 759)\$	(635 946)\$	(416 017)\$	32 044 \$		10 497 832 \$
916 243	\$260 370 781 \$	17 843 849	\$ 28 857 601 \$			(15 992 061)\$	319 169 375 \$
54 432	\$100 467 346 \$	5 537 316 \$	5 050 122 \$	40 879 \$		(3 668 608)\$	110 735 224 \$

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

18. INFORMATION SECTORIELLE (de l'année financière terminée le 31 mars 1997) (suite)

SECTEURS D'ACTIVITÉ	Reprographie gouver- nementale	Fournitures et ameublement	Acquisition de biens et services	Gestion des surplus de biens meubles	Équipement informatique	Entretien de l'équipement bureautique
DÉPENSES TOTALES PAR NATURE						
Achats de marchandises et de services et variation de stocks	983 480	\$ 19 090 585	\$ 107 062			2 382 734 \$
Traitements et avantages sociaux	2 745 496	1 825 677	2 693 821	721 591 \$	172 597 \$	1 373 726
Services de transport et de communication	162 066	630 332	114 505	143 810		64 771
Services professionnels, administratifs et autres	322 144	351 631	353 950	220 611	103 648	159 948
Entretien et réparations	215 673	20 046	46 134	4 829		5 454
Loyers	1 536 714	473 282	198 145	98 008		98 340
Fournitures et approvi- sionnements	40 271	136 524	45 397	58 151		45 969
Amortissement des immo- bilisations	194 292	81 673	84 800	14 330	2 697 387	12 426
Amortissement de frais reportés						
Intérêts sur la dette à long terme	27 334	37 587	14 370		264 355	
Autres		24 115	50	79 824		149
	6 227 470	\$ 22 671 452	\$ 3 658 234	\$ 1 341 154	\$ 3 237 987	\$ 4 143 517

- a) Dans le cas des secteurs des Publications et des Moyens de communication, l'information sectorielle est compilée jusqu'au 30 septembre 1996, compte tenu du transfert de ces secteurs au Fonds de l'information gouvernementale du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.
- b) Les éléments d'actifs sectoriels et les acquisitions d'immobilisations du secteur de l'entretien de l'équipement bureautique sont inclus dans ceux de l'équipement informatique.

Courrier et messagerie	Service aérien gou- vernamental	Services infor- matiques	Services de Télécom- munications	a)		Écritures d'annu- lation	Chiffres consolidés 1997
				Publi- cations	Moyens de communi- cation		
19 596 048 \$	7 822 816 \$	9 983 246 \$	66 706 911 \$	2 554 420 \$	3 817 117 \$	(1 756 034)	\$ 131 288 385 \$
3 980 550	12 411 261	12 670 010	8 530 348	2 817 030	985 980	(784 788)	50 143 299
70 524	1 468 771	706 957	542 839	387 100	61 968	(1 113 515)	3 240 128
412 159	1 477 173	863 147	958 274	452 098	496 948	(654 593)	5 517 138
204 097	1 055 089	32 444	133 585	41 290	13 529	(746 341)	1 025 829
439 727	1 932 923	2 936 754	676 590	409 104	153 460	(19 577)	8 933 470
126 307	52 274	321 423	185 474	74 878	18 256	(314 239)	790 685
471 764	10 574 882	1 896 106	2 338 554	64 188	21 100		18 451 502
		42 492	201 253	174 526			418 271
8 649	8 632 640 10 936	114 881 5 012		30 326	7 580	(156 747)	9 099 816 1 245
<u>25 309 825 \$</u>	<u>45 438 765 \$</u>	<u>29 572 472 \$</u>	<u>80 273 828 \$</u>	<u>7 004 960 \$</u>	<u>5 575 938 \$</u>	<u>(5 545 834)</u>	<u>\$ 228 909 768 \$</u>

FONDS DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds des services gouvernementaux du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Byrne Amyot
Administrateur du Fonds des services gouvernementaux

Pierre Roy
Secrétaire du Conseil du trésor

Québec, le 9 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié les bilans du Fonds des services gouvernementaux du gouvernement du Québec aux 31 mars 1997 et 1998 ainsi que les états des opérations, les états de l'excédent et les états de l'évolution de la situation financière des années financières terminées à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds aux 31 mars 1997 et 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour les années financières terminées à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière se terminant le 31 mars 1996.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 9 septembre 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ
(L.R.Q., c. A-6)

REVENUS ET DÉPENSES

pour l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
REVENUS		
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité		
Gestion et location d'équipements		
et de systèmes informatiques	4 399	1 148
DÉPENSES		
Amortissement des équipements informatiques	1 927	450
Amortissement des systèmes informatiques	1 936	567
Réduction de valeur des systèmes informatiques	144	
Intérêts (note 3)	314	102
Frais de gestion	78	29
	4 399	1 148

BILAN

au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs	240	154
Immobilisations (note 4)	26 818	8 945
	27 058	9 099
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	6 114	405
Emprunt du Fonds de financement du		
gouvernement du Québec (note 5)	13 000	
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 6)	7 944	8 694
	27 058	9 099

Alain Deroy
 Administrateur du Fonds

Pierre-André Paré
 Sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité a été institué par un décret du gouvernement du Québec selon les dispositions prévues à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). Ce fonds est affecté au financement des dépenses engagées par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité dans le cadre de ses projets d'investissement en technologies de l'information et de ses travaux de mise à niveau des actifs informationnels commencés après la date du début des activités du Fonds.

Ce Fonds est administré par la ministre de l'Emploi et de la Solidarité et ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

La date du début des activités du Fonds a été fixée au 1^{er} avril 1996.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode et les durées suivantes:

	Méthode	Durée
Équipements informatiques	Linéaire	3 ans
Systèmes informatiques	Linéaire	5 ans

Le coût des systèmes informatiques comprend les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes et les frais de financement s'y rapportant jusqu'à la date de leur mise en service.

3. INTÉRÊTS

	1998	1997
Intérêts sur emprunt du Fonds de financement du gouvernement du Québec	387	
Intérêts sur avance du Fonds consolidé du revenu	92	222
	479	222
Intérêts capitalisés aux immobilisations	165	120
	314	102

4. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipements informatiques	8 856	2 377	6 479	2 252
Systèmes informatiques	11 865	2 503	9 362	5 153
	20 721	4 880	15 841	7 405
Systèmes informatiques en développement	10 977		10 977	1 540
	31 698	4 880	26 818	8 945

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

5. EMPRUNT DU FONDS DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité est autorisé à emprunter du Fonds de financement une somme ne pouvant excéder 85 millions de dollars. Les sommes empruntées portent intérêt au taux correspondant à la moyenne des taux des acceptations bancaires à un mois plus 0,3 %, ne comportent aucune modalité de remboursement ni échéance.

6. AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministre des Finances est autorisé à avancer au Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité, à même le Fonds consolidé du revenu, une somme ne pouvant excéder 60 millions de dollars. Les sommes avancées portent intérêt au taux préférentiel bancaire, ne comportent aucune modalité de remboursement et échoient le 31 mars 2001.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Alain Dero
Administrateur du Fonds

Pierre-André Paré
Sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Québec, le 4 septembre 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables générales reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 4 septembre 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR
(L.R.Q., c. A-6)

REVENUS ET DÉPENSES
pour l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Conseil du trésor		
Gestion et location d'équipements et de systèmes informatiques	779 825 \$	190 354 \$
DÉPENSES		
Amortissement des immobilisations	685 365 \$	174 459 \$
Frais de gestion	36 065	
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	27 350	15 895
Intérêts sur emprunt au Fonds de financement	31 045	
	779 825 \$	190 354 \$

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs	132 496 \$	62 220 \$
À recevoir du Fonds consolidé du revenu	12 059	
Immobilisations (note 3)	2 830 316	1 075 998
	2 974 871 \$	1 138 218 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	449 871 \$	304 933 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu		833 285
Emprunt au Fonds de financement (note 4)	2 525 000	
	2 974 871 \$	1 138 218 \$

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Pierre Roy
Secrétaire du Conseil du trésor

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor a été institué par un décret du gouvernement du Québec selon les dispositions prévues à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). Ce fonds est affecté au financement des dépenses engagées par le Conseil du trésor dans le cadre de ses projets d'investissement en technologies de l'information et de ses travaux de mise à niveau des actifs informationnels commencés après la date du début des activités du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministre responsable du Conseil du trésor. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire et les durées suivantes:

	Durée
Équipements informatiques	3 à 5 ans
Systèmes informatiques	3 à 5 ans

Le coût des systèmes informatiques comprend les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes et les frais de financement s'y rapportant jusqu'à la date de leur mise en service.

3. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipements informatiques	3 016 248 \$	824 778 \$	2 191 470 \$
Systèmes informatiques	84 112	35 046	49 066
	3 100 360	859 824	2 240 536
Systèmes informatiques en développement	589 780		589 780
	3 690 140 \$	859 824 \$	2 830 316 \$
			1 075 998 \$

Les intérêts capitalisés au cours de l'année financière s'élèvent à 13 414 \$ (1997: 1 133 \$). Les acquisitions de l'année financière terminée le 31 mars 1998, incluant les intérêts capitalisés, s'élèvent à 2 439 683 \$ (1997: 1 250 457 \$).

4. EMPRUNT AU FONDS DE FINANCEMENT

Une marge de crédit au Fonds de financement ne pouvant excéder 4 millions de dollars et échéant le 31 mars 1999 a été accordée au Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor. Le taux d'intérêt quotidien correspond à la moyenne des taux des acceptations bancaires pour un mois, plus une marge de 0,3 %. Cet emprunt est sans modalité de remboursement.

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

5. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

6. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1997 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Roland Guérin
Directeur général de l'administration

Québec, le 28 août 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU CONSEIL DU TRÉSOR**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables générales reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 28 août 1998

**FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DES FINANCES
(L.R.Q., c. A-6)**

**REVENUS ET DÉPENSES
pour les années financières terminées les 31 mars**

	1998	1997
REVENUS		
Ministère des Finances		
Gestion et location d'équipements et de systèmes informatiques	252 982 \$	393 442 \$
DÉPENSES		
Amortissement des immobilisations	190 889 \$	9 283 \$
Intérêts sur dettes	62 093	9 679
Entretien des systèmes informatiques		374 480
	252 982 \$	393 442 \$

**BILAN
aux 31 mars**

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteur	430 580 \$	393 442 \$
Immobilisations (note 3)	7 519 144	2 901 668
	7 949 724 \$	3 295 110 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	750 141 \$	203 313 \$
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 4)	1 054 171	3 091 797
Emprunt du Fonds de financement du gouvernement du Québec (note 5)	6 145 412	
	7 949 724 \$	3 295 110 \$

Marcel Paré
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DES FINANCES

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances a été institué par un décret du gouvernement du Québec selon les dispositions prévues à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). Ce fonds est affecté au financement des dépenses engagées par le ministère des Finances dans le cadre de ses projets d'investissement en technologies de l'information et de ses travaux de mise à niveau des actifs informationnels commencés après la date du début des activités du Fonds.

Ce Fonds est administré par le ministre des Finances. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

La date du début des activités du Fonds a été fixée au 1^{er} avril 1996.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. Les états de l'évolution de la situation financière ne sont pas présentés, car ils n'apporteraient pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant les années financières.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode et les durées suivantes:

	Méthode	Durée
Équipements informatiques	linéaire	3 ans
Systèmes informatiques	linéaire	5 ans

Le coût des systèmes informatiques comprend les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes et les frais de financement s'y rapportant jusqu'à la date de leur mise en service.

3. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Équipements informatiques	130 240 \$	43 767 \$	86 473 \$	46 425 \$
Systèmes informatiques	943 030	156 406	786 624	
Systèmes informatiques en développement	6 646 047		6 646 047	2 855 243
	<u>7 719 317 \$</u>	<u>200 173 \$</u>	<u>7 519 144 \$</u>	<u>2 901 668 \$</u>

Les intérêts capitalisés au cours de l'année financière terminée le 31 mars 1998 s'élèvent à 154 931 \$ (1997: 56 617 \$).

4. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministre des Finances est autorisé à avancer au Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances, à même le Fonds consolidé du revenu une somme ne pouvant excéder 3,8 millions de dollars. Les sommes avancées portent intérêt au taux préférentiel bancaire, ne comportent aucune modalité de remboursement et échoient le 31 mars 2001.

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DES FINANCES

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

5. EMPRUNT DU FONDS DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances est autorisé à emprunter du Fonds de financement du gouvernement du Québec une somme n'excédant pas 17 millions de dollars jusqu'au 31 mars 1999. Les sommes empruntées portent intérêt au taux correspondant à la moyenne des taux des acceptations bancaires à un mois plus 0,3 % et ne comportent aucune modalité de remboursement ni échéance.

6. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Marcel Paré
Administrateur du Fonds

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

Québec, le 21 août 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DES FINANCES**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié les bilans du Fonds des technologies de l'information du ministère des Finances aux 31 mars 1997 et 1998 ainsi que les états des revenus et dépenses des années financières terminées à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds aux 31 mars 1997 et 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour les années financières terminées à ces dates selon les principes comptables générales reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués avec uniformité.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 21 août 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DU REVENU
(L.R.Q., c. A-6)

REVENUS ET DÉPENSES
pour l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Ministère du Revenu		
Gestion et location d'équipements		
et de systèmes informatiques	8 130 606 \$	2 473 064 \$
DÉPENSES		
Amortissement des équipements informatiques	4 318 935 \$	1 530 028 \$
Amortissement des systèmes informatiques	2 879 104	780 071
Intérêts sur la dette à long terme	571 479	
Intérêts sur avances du Fonds consolidé		
du revenu	211 805	162 965
Frais de gestion	149 283	
	8 130 606 \$	2 473 064 \$

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs	1 964 004 \$	1 995 937 \$
Immobilisations (note 3)	49 224 114	19 099 435
	51 188 118 \$	21 095 372 \$
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus	9 923 636 \$	1 059 850 \$
Avances du Fonds consolidé		
du revenu (note 4)	11 093 003	20 035 522
	21 016 639	21 095 372
Dette à long terme (note 5)	30 171 479	
	51 188 118 \$	21 095 372 \$

ENGAGEMENTS (note 6)

Pierre Boisvert
 Administrateur du Fonds

Nicole Malo
 Sous-ministre du Revenu

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DU REVENU

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu a été institué par un décret du gouvernement du Québec selon les dispositions prévues à la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., chapitre A-6). Ce fonds est affecté au financement des dépenses engagées par le ministère du Revenu dans le cadre de ses projets d'investissement en technologies de l'information et de ses travaux de mise à niveau des actifs informationnels commencés après la date du début des activités du Fonds.

Ce Fonds est administré par la ministre du Revenu. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon les méthodes et durées suivantes:

	Méthode	Durée
Équipements informatiques	Linéaire	3 à 5 ans
Systèmes informatiques	Linéaire	5 ans
Améliorations de systèmes	Linéaire	5 ans

Le coût des systèmes informatiques comprend les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes reliés aux activités du Fonds et les frais de financement s'y rapportant jusqu'à la date de leur mise en service.

3. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût	Amortissement cumulé	Net
Équipements informatiques	27 299 659 \$	5 848 963 \$	21 450 696 \$
Systèmes informatiques	10 031 720	747 352	9 284 368
Améliorations de systèmes	14 362 967	2 911 822	11 451 145
	51 694 346	9 508 137	42 186 209
Systèmes informatiques en développement	7 037 905		7 037 905
	58 732 251 \$	9 508 137 \$	49 224 114 \$
			14 767 427
			4 332 008
			19 099 435 \$

Les intérêts capitalisés au cours de l'année financière s'élèvent à 335 767 \$ (189 656 \$ pour 1997).

4. AVANCE DU FONDS CONSOLIDÉ

Le ministre des Finances est autorisé à avancer au Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu, à même le Fonds consolidé du revenu une somme ne pouvant excéder 25 millions de dollars. Les sommes avancées portent intérêt au taux préférentiel bancaire et viennent à échéance le 31 mars 2001.

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DU REVENU**NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)****31 mars 1998**

5. DETTE À LONG TERME

Une marge de crédit autorisée de 60 millions de dollars, sans échéance ni modalités de remboursement, portant intérêt au taux des acceptations bancaires à 1 mois majoré de 0,30 % a été contractée auprès du Fonds de financement.

6. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 1998, le Fonds s'était engagé à verser par contrat 4 200 430 \$ pour le parachèvement ou le développement de différents projets en technologies de l'information.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

8. RÉGIMES DE RETRAITE

Le personnel du Fonds participe au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds pour l'année financière s'élèvent à 503 367 \$ (1997: 344 138 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Pierre Boisvert
Administrateur du Fonds

Nicole Malo
Sous-ministre du Revenu

Québec, le 11 septembre 1998

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DU REVENU

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables générales reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 11 septembre 1998

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE
(L.R.Q., c. M-15.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
VENTES	2 353 291 \$	1 939 163 \$
COÛT DES MARCHANDISES VENDUES (note 3)	940 125	883 280
REVENU BRUT	1 413 166	1 055 883
HONORAIRES DE GESTION DE SERVICES SPÉCIALISÉS	161 166	163 473
AUTRES REVENUS	3 135	2 543
	1 577 467	1 221 899
 FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	893 521	869 115
Honoraires professionnels	155 283	48 347
Communications	42 914	41 133
Loyers	169 019	171 959
Entretien et réparations	8 706	6 165
Fournitures et approvisionnements	22 870	19 786
Créances douteuses	4 685	2 673
Intérêts et frais bancaires	3 243	3 011
Matériel et équipement	31 031	12 996
Amortissement des immobilisations	33 966	25 370
Amortissement des frais reportés	10 824	10 824
	1 376 062	1 211 379
 REVENU NET	201 405	10 520
EXCÉDENT AU DÉBUT	333 969	323 449
EXCÉDENT À LA FIN	535 374 \$	333 969 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	358 867 \$	397 199 \$
Placement temporaire - au coût	1 900 000	2 360 000
Débiteurs	435 502	353 001
Contributions pour des services spécialisés à recevoir	46 897	57 249
Stocks	204 265	235 791
Frais payés d'avance	7 739	9 858
	<u>2 953 270</u>	<u>3 413 098</u>
Immobilisations (note 4)	142 281	81 256
Frais reportés	32 472	43 296
	<u>3 128 023 \$</u>	<u>3 537 650 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	504 282 \$	515 871 \$
Revenus perçus d'avance	4 000	171 139
Crédit reporté (note 5)	1 635 931	2 068 235
	<u>2 144 213</u>	<u>2 755 245</u>
Avance du ministère des Ressources naturelles, sans intérêt et sans modalités de remboursement	448 436	448 436
	<u>2 592 649</u>	<u>3 203 681</u>
EXCÉDENT	535 374	333 969
	<u>3 128 023 \$</u>	<u>3 537 650 \$</u>

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information
géographique et foncière

Louise Ouellet
Sous-ministre associée aux terres

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds d'information géographique et foncière, fonds spécial constitué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre M-15.1) a pour objet d'offrir la prestation, sur demande et à titre onéreux, de services spécialisés de prise de vues aériennes, de cartographie, de géodésie, de télédétection, d'arpentage ainsi que la diffusion, sur demande et à titre onéreux, de l'information dans les domaines mentionnés précédemment ainsi que certaines données cadastrales.

Ce Fonds est administré par le ministère des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu. Ces intérêts ne sont pas présentés dans l'état des opérations et de l'excédent.

L'excédent du Fonds est versé au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Stocks

Les stocks de matières premières, de documents photographiques et cartographiques sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est calculé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les acquisitions de matériel et d'équipement sont capitalisées sauf celles effectuées dans le cadre des projets de services spécialisés. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Frais reportés

Les frais reportés représentent le coût du droit d'utilisation pour une période de 10 ans d'équipements informatiques et des données qu'ils contiennent. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 10 ans.

3. COÛT DES MARCHANDISES VENDUES

	1998	1997
Stocks au début	235 791 \$	254 509 \$
Traitements, avantages sociaux et honoraires	149 225	136 903
Achats	759 374	727 659
	1 144 390	1 119 071
Stocks à la fin	204 265	235 791
	940 125 \$	883 280 \$

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net
Matériel et équipement	322 793 \$	180 512 \$	142 281 \$

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à 94 991 \$ (1997: 29 806 \$).

5. CRÉDIT REPORTÉ

Le Fonds gère plusieurs projets de services spécialisés pour le compte de divers participants. Le tableau suivant présente l'évolution des sommes non encore dépensées pour le compte de ces derniers:

	1998	1997
SOLDE AU DÉBUT	2 068 235 \$	1 956 459 \$
Augmentation		
Sommes provenant des participants (incluant les contributions à recevoir)	4 119 009	4 265 760
Diminution		
Dépenses effectuées pour le compte des participants:		
Honoraires professionnels	3 659 811	3 441 564
Traitements et avantages sociaux	611 520	457 601
Fournitures et approvisionnements	52 662	65 479
Frais de déplacement	34 056	17 902
Frais de gestion de services spécialisés	161 166	163 473
Matériel et équipement	32 098	7 965
	4 551 313	4 153 984
SOLDE À LA FIN	1 635 931 \$	2 068 235 \$

6. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 66 760 \$ (1997: 61 627 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET FONCIÈRE**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds d'information géographique et foncière reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Francine Beaulieu
Administratrice du Fonds d'information
géographique et foncière

Québec, le 5 août 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds d'information géographique et foncière du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 5 août 1998

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC
(L.R.Q., c. B-8)

OPÉRATIONS ET DÉFICIT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
REVENUS		
Services rendus	1 791 212 \$	1 381 850 \$
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	781 591	828 126
Loyers	110 310	107 762
Honoraires professionnels	379 887	41 251
Frais de déplacement et de séjour	10 852	3 145
Communications	31 606	35 236
Services informatiques	68 841	53 697
Achats de données statistiques	204 537	184 556
Fournitures informatiques	68 810	8 266
Impressions et frais de bureau	54 301	63 125
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	10 540	10 695
Autres	18 168	4 194
Amortissement des immobilisations	25 257	24 203
Amortissement des frais reportés	1 489	175
	1 766 189	1 364 431
REVENU NET	25 023	17 419
DÉFICIT AU DÉBUT	(83 579)	(100 998)
DÉFICIT À LA FIN	(58 556) \$	(83 579) \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Encaisse	758 504 \$	5 619 \$
Débiteurs		
Bureau de la statistique du Québec	98 176	15 689
Autres	370 368	278 081
Travaux en cours	109 566	179 613
Frais payés d'avance	17 864	10 871
Stocks	12 159	10 801
	<u>1 366 637</u>	<u>500 674</u>
Immobilisations (note 3)	35 553	40 549
Frais reportés	25 239	
	<u>1 427 429 \$</u>	<u>541 223 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs	266 103 \$	35 945 \$
Retenues sur contrats	76 320	
Avances de clients sur contrats de service	82 181	106 268
Intérêts courus	1 696	2 734
Revenus reportés	1 059 685	187 855
	<u>1 485 985</u>	<u>332 802</u>
Avances du Fonds consolidé du revenu		292 000
	<u>1 485 985</u>	<u>624 802</u>
DÉFICIT	58 556	83 579
	<u>1 427 429 \$</u>	<u>541 223 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (note 6)

Richard Lapointe
 Administrateur du Fonds du Bureau
 de la statistique du Québec

Gilles Godbout
 Sous-ministre des Finances

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds du Bureau de la statistique du Québec, fonds spécial constitué par la Loi sur le Bureau de la statistique du Québec (L.R.Q., chapitre B-8), a pour objet de défrayer la rémunération et les dépenses afférentes aux avantages sociaux et autres conditions de travail du personnel nécessaire à la fourniture de services rendus par le Bureau ainsi que les autres coûts encourus à cette fin.

Les surplus du Fonds sont intégralement remis au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont évalués au pourcentage des services rendus au 31 mars en fonction des revenus des contrats de service.

Stocks

Les stocks de publications sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans.

Frais reportés

Les coûts des données de recensement sont reportés et amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 50 % l'an.

3. IMMOBILISATIONS

	1998		1997
	Coût *	Amortissement cumulé	Net
Équipement informatique	131 541 \$	96 295 \$	35 246 \$
Mobilier et équipement	16 233	15 926	307
	147 774 \$	112 221 \$	35 553 \$
			40 549 \$

* Coût

	1998	1997
Solde au début	144 059 \$	144 059 \$
Acquisitions	24 824	
	168 883	144 059
Radiations	(21 109)	
Solde à la fin	147 774 \$	144 059 \$

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

4. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

5. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux résultats de l'année financière s'élèvent à 37 894 \$ (1997: 40 458 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

6. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

La Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.Q. 1998, chapitre 44) sanctionnée le 20 juin 1998 entrera en vigueur à une date ou aux dates fixées par le Gouvernement. Elle prévoit notamment que les sommes qui seront dans le Fonds du Bureau de la statistique du Québec à la date de mise en vigueur de la loi à cet effet seront transférées à l'Institut de la statistique du Québec.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds du Bureau de la statistique du Québec ont été dressés par la direction qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Bureau de la statistique du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Richard Lapointe
Administrateur du Fonds du
Bureau de la statistique du Québec

Guy Savard
Directeur général par intérim du
Bureau de la statistique du Québec

Québec, le 6 juillet 1998

FONDS DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds du Bureau de la statistique du Québec du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et du déficit de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 6 juillet 1998

FONDS EN FIDÉICOMMIS
(L.R.Q., c. D-5)

ACTIF ET PASSIF
au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
Encaisse	2 515	5 379
Valeurs détenues		
Obligations	162 097	135 854
Coupons détachés	5 611	5 541
Bons du trésor	2 510	1 880
Avances au Fonds consolidé du revenu	87 397	391 320
	<u>260 130</u>	<u>539 974</u>
PASSIF		
Dépôts		
Taxe sur les produits et services	19 235	320 902
Cautionnements, garanties et autres dépôts		
Sociétés, organismes et particuliers	179 432	156 709
Officiers de justice	55 983	57 615
Municipalités	5 480	4 748
	<u>240 895</u>	<u>219 072</u>
	<u>260 130</u>	<u>539 974</u>

François Martel
Administrateur des fonds en fidéicomis

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS
de l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	Solde au 31 mars 1997	Encaissements	Remboursements	Solde au 31 mars 1998
Taxe sur les produits et services:				
Recettes perçues	320 902	5 361 991	5 663 658	19 235
Crédits pour intrants		3 292 951	3 292 951	
	<u>320 902</u>	<u>8 654 942</u>	<u>8 956 609</u>	<u>19 235</u>
Dépôts de cautionnements, de garanties et autres:				
Sociétés, organismes et particuliers	156 709	159 488	136 765	179 432
Officiers de justice	57 615	145 898	147 530	55 983
Municipalités	4 748	2 252	1 520	5 480
	<u>219 072</u>	<u>307 638</u>	<u>285 815</u>	<u>240 895</u>
	<u>539 974</u>	<u>8 962 580</u>	<u>9 242 424</u>	<u>260 130</u>

FONDS EN FIDÉICOMMIS**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 1998

1. NATURE DES FONDS EN FIDÉICOMMIS ET POLITIQUES ADMINISTRATIVES

Les fonds en fidéicommis sont composés:

- de dépôts de cautionnements, de garanties et autres dépôts faits en vertu de lois, de règlements, de directives et de conventions par des officiers de justice, des municipalités, des sociétés, des organismes et des particuliers. Ces dépôts sont effectués auprès du ministère des Finances, qui est un bureau général de dépôts en vertu de la Loi sur les dépôts et consignations (L.R.Q., chapitre D-5).
- de sommes perçues et de crédits pour intrants administrés pour le gouvernement du Canada au titre de la taxe sur les produits et services.

Les revenus des valeurs détenues sont remis aux déposants de ces valeurs.

Les avances au Fonds consolidé du revenu ne produisent pas d'intérêts.

Les frais d'administration des fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTION COMPTABLE

Les valeurs détenues sont montrées à leur valeur nominale; celles en monnaie étrangère sont inscrites en équivalent canadien de la valeur nominale aux dates de leur dépôt.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié l'état de l'actif et du passif des fonds en fidéicommis au 31 mars 1998 ainsi que l'état de l'évolution des dépôts de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe aux gestionnaires des fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation de la convention comptable suivie ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, l'actif et le passif des fonds en fidéicommis au 31 mars 1998, ainsi que l'évolution des dépôts pour l'année financière terminée à cette date selon la convention comptable énoncée à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis cette convention a été appliquée de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 26 août 1998

FONDS FORESTIER
(L.R.Q. 1996, c. F-4.1)

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
REVENUS		
Contributions des bénéficiaires (note 3)	24 866	12 098
Contributions du ministère des Ressources naturelles du Québec		
- protection des forêts (note 4)	14 745	
- autre	44 108	2 996
Vente de produits et services	200	11
	<u>83 919</u>	<u>15 105</u>
DÉPENSES (note 14)		
Production de plants	31 099	8 477
Inventaires forestiers	11 245	
Recherche forestière	12 552	
Protection des forêts (note 4)	14 745	
Frais d'administration	5 466	91
	<u>75 107</u>	<u>8 568</u>
REVENU NET	<u>8 812</u>	<u>6 537</u>
EXCÉDENT AU DÉBUT	<u>6 537</u>	
EXCÉDENT À LA FIN	<u><u>15 349</u></u>	<u><u>6 537</u></u>

FONDS FORESTIER

BILAN
au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Débiteurs (note 5)	7 246	179
Avances au Fonds consolidé du revenu, sans intérêt ni modalités de remboursement	2 714	1 960
Avances aux producteurs de plants (note 6)	3 046	1 574
	13 006	3 713
Avances aux producteurs de plants (note 6)	6 918	4 335
Immobilisations (note 7)	19 223	
	39 147	8 048
PASSIF		
À court terme		
Créditeurs et frais courus (note 8)	8 405	1 511
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 9)	15 393	
EXCÉDENT (note 10)	15 349	6 537
	39 147	8 048

ENGAGEMENTS (note 11)

Rémy Girard
Sous-ministre associé - Forêt Québec

FONDS FORESTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds forestier, constitué en vertu de la Loi sur les forêts (L.R.Q., chapitre F-4.1) a pour objet le financement des activités liées à la production de plants, aux données d'inventaire forestier, à la recherche forestière et à l'aménagement forestier.

Le Fonds est administré par le ministre d'État des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération de ce Fonds, prévu dans sa loi constitutive, précise notamment que les intérêts produits sur les soldes bancaires en proportion des contributions perçues des bénéficiaires et de dons, legs et autres contributions reçues font partie du Fonds.

Une partie de l'excédent Fonds peut être, dans la proportion des contributions du gouvernement du Québec reçues par le Fonds, versée au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds le 1^{er} avril 1997 par le ministère des Ressources naturelles du Québec sont comptabilisées à la valeur attribuée par le gouvernement du Québec. Les autres immobilisations sont inscrites au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement dégressif selon les taux suivants:

Bâtiment	5 %
Équipement scientifique	20 %
Équipement industriel	20 %
Équipement informatique	30 %
Système informatique	30 %
Mobilier de bureau	20 %
Matériel roulant industriel	20 %
Matériel roulant	30 %

Les acquisitions d'une année financière sont amorties à la moitié du taux annuel.

Le coût des systèmes informatiques comprend les coûts encourus pour la conception, la réalisation, la mise en place et l'amélioration des systèmes jusqu'à la date de leur mise en service.

3. CONTRIBUTIONS DES BÉNÉFICIAIRES

En vertu de la loi constitutive du Fonds, les bénéficiaires d'un contrat d'approvisionnement et d'aménagement forestier doivent verser une contribution établie sur la base d'un taux par mètre cube de bois, applicable sur le volume de bois attribué au bénéficiaire dans son contrat.

4. PROTECTION DES FORÊTS

Ce poste représente la partie des contributions du ministère des Ressources naturelles à la Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU) et à la Société de protection des forêts contre les insectes et maladies (SOPFIM) concernant la protection des territoires faisant l'objet de contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF).

5. DÉBITEURS

	1998	1997
Ministère des Ressources naturelles du Québec	6 867	
Autres	379	179
	<u>7 246</u>	<u>179</u>

FONDS FORESTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998
(en milliers de dollars)

6. AVANCES AUX PRODUCTEURS DE PLANTS

La plupart des contrats avec les producteurs de plants prévoient des avances monétaires selon certaines modalités. Plusieurs ententes prévoient qu'à la fin des travaux d'éclaircie et de repiquage, le Fonds verse une avance qui correspond à un pourcentage du prix unitaire convenu. À la livraison des plants, ces montants sont imputés aux dépenses si les plants sont conformes aux spécifications du contrat ou récupérés des producteurs s'ils ne le sont pas. Ces avances ne portent pas d'intérêt.

7. IMMOBILISATIONS

	1998		
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrain	1 305		1 305
Bâtiment	4 952	248	4 704
Équipement scientifique	692	122	570
Équipement industriel	683	120	563
Équipement informatique	756	183	573
Mobilier de bureau	25	4	21
Matériel roulant industriel	637	122	515
Matériel roulant	964	259	705
	10 014	1 058	8 956
Système informatique en développement	10 267		10 267
	20 281	1 058	19 223

8. CRÉDITEURS ET FRAIS COURUS

	1998	1997
Fournisseurs	5 443	1 404
Ministère des Ressources naturelles du Québec	2 962	107
	8 405	1 511

9. DÙ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Ce montant constitue un solde dû suite au transfert de certaines immobilisations du gouvernement du Québec, sans intérêt ni modalités de remboursement.

10. EXCÉDENT

La partie de l'excédent du Fonds qui peut être versée au Fonds consolidé du revenu, en vertu de la loi constitutive du Fonds représente un montant maximal de 7 476 188 \$ au 31 mars 1998 (1997: 1 296 446 \$).

11. ENGAGEMENTS

Le Fonds s'est engagé à verser 29 696 882 \$ d'ici 2003 pour divers contrats: production de plants, développement d'un système informatique et compilation de données d'inventaire.

Les paiements minimums futurs s'établissent comme suit:

1999	14 454 133 \$
2000	8 187 389
2001	4 441 667
2002	2 203 316
2003	410 377

FONDS FORESTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998
(en milliers de dollars)

12. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les contributions du Fonds imputées aux opérations de l'année financière s'élèvent à 1 218 175 \$. Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

14. DÉPENSES PAR ACTIVITÉ

	1998				1997	
	Production de plants	Inventaires forestiers	Recherche forestière	Protection des forêts	Total	* Total
DÉPENSES						
Traitements	13 588	3 361	6 805		23 754	
Avantages sociaux	2 263	560	1 133		3 956	
Déplacements	310	318	474		1 102	
Coûts reliés à la main-d'oeuvre	16 161	4 239	8 412		28 812	
<hr/>						
Achats, transport et emballage des plants forestiers	8 722		9		8 731	6 440
Préparation de sol, fournitures agricoles et approvisionnement	3 441				3 441	2 037
Entretien et opération du matériel et de l'équipement	1 006	81	455		1 542	
Électricité	444		24		468	
Fournitures de laboratoire, photos et cartes	451	1 825	82		2 358	
Protection des forêts				14 745	14 745	
Subventions et contrats de recherche			3 169		3 169	
Services professionnels	292	4 950	75		5 317	
Amortissement des immobi- lisations	582	150	326		1 058	
Coûts reliés à la production	14 938	7 006	4 140	14 745	40 829	8 477
<hr/>						
Montants à reporter	31 099	11 245	12 552	14 745	69 641	8 477

FONDS FORESTIER

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998
(en milliers de dollars)

14. DÉPENSES PAR ACTIVITÉ (suite)

	1998				1997	
	Production de plants	Inventaires forestiers	Recherche forestière	Protection des forêts	Total	* Total
Montants reportés	31 099	11 245	12 552	14 745	69 641	8 477
Poste et messagerie	109	79	155		343	
Loyers	193	887	1 829		2 909	
Fournitures, entretien du mobiliier et de l'équipe- ment de bureau	194	124	202		520	
Honoraires	758	375	507		1 640	31
Autres	18	18	18		54	60
Coûts reliés à l'administration	1 272	1 483	2 711		5 466	91
	32 371	12 728	15 263	14 745	75 107	8 568

* Les dépenses de 1997 ne comprennent pas les traitements et avantages sociaux et les autres services de soutien administratif et techniques, assumés par le gouvernement du Québec et non facturés au Fonds.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers du Fonds forestier ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Rémy Girard
Sous-ministre associé - Forêt Québec

Québec, le 4 septembre 1998

FONDS FORESTIER**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR**

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds forestier du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Les chiffres de l'année financière terminée le 31 mars 1997, présentés pour fins de comparaison ont fait l'objet d'une restriction dans mon rapport du vérificateur de l'année dernière. Cette restriction portait sur certaines dépenses de fonctionnement du Fonds assumées par le gouvernement du Québec qui n'ont pas été comptabilisées par le Fonds ni présentées à l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée le 31 mars 1997. À mon avis, une provision aurait dû être inscrite pour l'année financière terminée le 31 mars 1997 compte tenu de l'obligation qu'a le Fonds, en vertu des dispositions de sa loi constitutive, de comptabiliser ces dépenses. Étant donné que les modalités de détermination de ces dépenses n'ont pas été établies pour cette année financière, je n'ai pu évaluer, au prix d'un effort raisonnable, l'effet de l'absence de cette provision sur le revenu net de l'année financière terminée le 31 mars 1997, sur les créditeurs et frais courus et sur l'excédent aux 31 mars 1998 et 1997.

À mon avis, à l'exception du fait que le Fonds n'a pas comptabilisé la provision mentionnée au paragraphe précédent, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 4 septembre 1998

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES
(L.R.Q., c. A-6)
OPÉRATIONS ET EXCÉDENT
de l'année financière terminée le 31 mars 1998**

	1998	1997
REVENUS		
Analyses et traitement du minéral	5 566 609 \$	4 414 445 \$
Contributions volontaires de l'industrie	1 635 602	1 938 541
Contribution du ministère des Ressources naturelles	3 539 357	2 992 659
Autres revenus	109 406	39 810
	<u>10 850 974</u>	<u>9 385 455</u>
FRAIS D'OPÉRATION ET D'ADMINISTRATION		
Traitements et avantages sociaux	5 979 129	5 764 986
Services de transport et de communication	192 234	190 614
Services professionnels et administratifs	756 325	660 117
Entretien et réparations	146 704	188 305
Loyers et location d'équipement	1 517 276	1 514 419
Matériel et fournitures	893 295	726 271
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	24 966	33 718
Mauvaises créances (recouvrées)	15 021	(17 091)
Amortissement des immobilisations	499 885	423 447
Perte sur dispositions d'immobilisations	8 859	
Autres dépenses	13 396	12 487
	<u>10 047 090</u>	<u>9 497 273</u>
REVENU NET (PERTE NETTE)	803 884	(111 818)
DÉFICIT AU DÉBUT	(111 818)	
EXCÉDENT (DÉFICIT) À LA FIN	<u>692 066 \$</u>	<u>(111 818) \$</u>

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
À court terme		
Contribution à recevoir du ministère des Ressources naturelles	1 169 529 \$	1 542 472 \$
Débiteurs	953 750	761 417
Travaux en cours	474 810	541 770
Frais payés d'avance	12 347	76 643
	<u>2 610 436</u>	<u>2 922 302</u>
Immobilisations (note 3)	2 620 143	2 723 729
	<u>5 230 579 \$</u>	<u>5 646 031 \$</u>
PASSIF		
À court terme		
Dû au Fonds consolidé du revenu (note 4)	484 645 \$	1 439 170 \$
Fournisseurs et frais courus	1 009 706	1 233 197
Revenus perçus d'avance	84 010	40 330
Dépôt de garantie	30 000	115 000
	<u>1 608 361</u>	<u>2 827 697</u>
Dû au Fonds consolidé du revenu sans intérêt et sans modalités de remboursement - transfert des actifs	2 930 152	2 930 152
	<u>4 538 513</u>	<u>5 757 849</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT)	692 066	(111 818)
	<u>5 230 579 \$</u>	<u>5 646 031 \$</u>

Bruno Duchesne
Administrateur du Fonds

Jean-Paul Beaulieu
Sous-ministre des Ressources naturelles

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles (L.R.Q., chapitre A-6), constitué le 1^{er} avril 1996 en vertu de la Loi sur l'administration financière, est affecté au financement des activités reliées aux biens et services fournis par le Centre de recherche minérale du ministère des Ressources naturelles. Les principaux services offerts concernent la recherche et l'analyse minérale.

Ce Fonds est administré par le ministre d'État des Ressources naturelles. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds précise notamment que les intérêts produits par les sommes constituant le Fonds n'en font pas partie.

Les surplus accumulés par le Fonds sont versés au Fonds consolidé du revenu aux dates et dans la mesure que détermine le Gouvernement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Travaux en cours

Les travaux en cours sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Le degré d'avancement est établi d'après la valeur de facturation des heures réelles de la main-d'oeuvre et des achats imputés aux contrats par rapport à la valeur estimée totale de la facturation des heures de main-d'oeuvre et des achats. Lorsque le coût estimé total est supérieur au montant récupérable, l'excédent est comptabilisé comme perte au cours de l'année financière.

Immobilisations

Les immobilisations cédées au Fonds lors de sa constitution sont comptabilisées à la valeur attribuée par le Gouvernement. Les autres immobilisations sont comptabilisées au coût.

Elles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels suivants:

Bâtiment	5 %
Équipement scientifique	30 %
Équipement industriel	20 %
Équipement informatique	30 %
Frais de développement de systèmes informatiques	30 %
Mobilier de bureau	20 %
Matériel roulant	30 %

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES**

NOTES COMPLÉMENTAIRES (suite)
31 mars 1998

3. IMMOBILISATIONS

	1998			1997
	Coût ou valeur attribuée	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrain	77 340 \$		77 340 \$	77 340 \$
Bâtiment	1 060 560	103 134 \$	957 426	1 007 817
Équipement scientifique	1 022 045	384 883	637 162	602 690
Équipement industriel	558 900	189 881	369 019	423 652
Équipement informatique	340 257	146 137	194 120	231 666
Frais de développement de systèmes informatiques	353 164	52 975	300 189	353 164
Mobilier de bureau	82 074	10 020	72 054	9 067
Matériel roulant	26 190	13 357	12 833	18 333
	<u>3 520 530 \$</u>	<u>900 387 \$</u>	<u>2 620 143 \$</u>	<u>2 723 729 \$</u>

Les acquisitions de l'année financière sont de 455 158 \$ (1997: 3 147 176 \$) et les aliénations sont de 58 859 \$ (1997 - 0 \$).

4. DÔ AU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les avances portent intérêts au taux préférentiel d'une banque, sans modalités de remboursement, et viennent à échéance le 31 mars 2001.

5. RÉGIMES DE RETRAITE

Les membres du personnel du Fonds participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces régimes sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations du Fonds imputées aux dépenses de l'année financière s'élèvent à 274 977 \$ (1997: 200 634 \$). Les obligations du Fonds envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

6. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds a effectué des analyses et du traitement de minerai pour le ministère des Ressources naturelles au montant de 537 319 \$ (1997: 624 708 \$).

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du Gouvernement. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

7. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de 1997 ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 1998.

**FONDS POUR LA VENTE DE BIENS ET SERVICES
DU MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES****RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui respectent les principes comptables généralement reconnus.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Bruno Duchesne
Administrateur du Fonds

Réjean Boutet
Directeur des ressources financières

Québec, le 24 août 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Ressources naturelles du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les principes comptables généralement reconnus. Conformément aux exigences de la Loi sur la Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 24 août 1998

FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS
(L.Q., 1998, c. 9)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'exercice du 5 janvier au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998
REVENUS	
Contribution du gouvernement du Canada	396 038
Contribution du gouvernement du Québec	277 805
	<u>673 843</u>
Moins:	
Contribution imputée au compte à fin déterminée (note 4)	396 038
	<u>277 805</u>
 DÉPENSES	
Traitements et avantages sociaux	21 187
Fonctionnement	25 020
Transferts (note 3)	625 387
Provision sur garantis de prêts (note 6)	2 249
	<u>673 843</u>
Moins:	
Dépenses imputées au compte à fin déterminée (note 4)	396 038
	<u>277 805</u>

FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS

BILAN
au 31 mars 1998
(en milliers de dollars)

	1998
ACTIF	
À court terme	
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	346 038
Contribution à recevoir du gouvernement du Québec	277 805
	<u>623 843</u>
Moins:	
Actif imputé au compte à fin déterminée (note 4)	346 038
	<u>277 805</u>
PASSIF	
À court terme	
Créditeurs et frais courus	506 428
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 5)	117 415
	<u>623 843</u>
Moins:	
Passif imputé au compte à fin déterminée (note 4)	346 038
	<u>277 805</u>

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Pierre Roy
Secrétaire du Conseil du trésor

FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

(en milliers de dollars)

1. CONSTITUTION ET OBJET

La loi instituant le Fonds relatif à la tempête de verglas (L.Q., 1998, chapitre 9) est entrée en vigueur le 22 mai 1998 et a effet depuis le 5 janvier 1998. Le président du Conseil du trésor est responsable de l'application de cette loi.

Ce Fonds est affecté à la gestion et au financement des dépenses exceptionnelles supportées par les ministères et organismes du Gouvernement ainsi que des dépenses des différents programmes d'assistance financière mis en place pour compenser les dommages occasionnés par la tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998.

La gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministre des Finances. La comptabilité du Fonds et l'enregistrement des engagements financiers qui lui sont imputables sont tenus par le président du Conseil du trésor.

Les surplus du Fonds à la date à laquelle sa loi constitutive cessera d'avoir effet seront versés au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés selon la méthode de la comptabilité d'exercice et les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Revenus

La contribution d'un gouvernement est comptabilisée dans l'année financière au cours de laquelle les dépenses s'y rattachant sont effectuées. La contribution du gouvernement du Canada est sujette à vérification par ce dernier en vertu des accords d'aide financière en cas de catastrophe. S'il y a lieu, des ajustements seront apportés dans l'exercice au cours duquel ils seront connus.

Dépenses

Les traitements et avantages sociaux représentent la dépense supplémentaire, en sus des opérations régulières, encourue par un ministère ou un organisme du Gouvernement pour rémunérer le personnel affecté aux activités du Fonds.

Les dépenses de fonctionnement sont constituées des dépenses d'opération des ministères et organismes du Gouvernement relativement aux activités du Fonds.

Les transferts représentent les aides financières accordées dans le cadre des activités du Fonds. Ils sont portés aux dépenses de l'année financière au cours de laquelle les programmes établissant ces transferts sont autorisés et lorsque les conditions d'admissibilité prévues aux programmes sont remplies.

3. TRANSFERTS

	1998
Municipalités	174 966
Personnes	121 662
Entreprises	128 759
Hydro-Québec	200 000
	<u>625 387</u>

4. COMPTE À FIN DÉTERMINÉE

La loi instituant le Fonds relatif à la tempête de verglas précise que le Fonds est notamment constitué des sommes déposées dans le compte à fin déterminée intitulé «Compte d'aide financière concernant la catastrophe du 5 au 9 janvier 1998». Ce compte permet le dépôt des sommes reçues et à recevoir du gouvernement du Canada en regard du sinistre, à titre d'aide financière allouée en cas de catastrophe ou en vertu de tout programme ou de toute entente.

FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS**NOTES COMPLÉMENTAIRES****31 mars 1998**

(en milliers de dollars)

4. COMPTE À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Les coûts qui peuvent être imputés sur ce compte sont les dépenses admissibles à l'aide fédérale en cas de catastrophe, à ces programmes et à ces ententes. Les limites relatives aux débours qui peuvent être effectués sur le compte correspondent à la contribution du gouvernement du Canada pour l'exercice, soit 396 M\$.

Évolution du Compte
de l'exercice du 5 janvier au 31 mars 1998

	1998
Augmentation	
Contribution du gouvernement du Canada	396 038
Diminution	
Traitements	16 822
Fonctionnement	21 074
Transferts	358 142
	396 038
Ce compte est représenté par:	
Actif	
Contribution à recevoir du gouvernement du Canada	346 038
Passif	
Créditeurs, frais courus et avances du Fonds consolidé du revenu	346 038

5. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les avances portent intérêt au taux préférentiel bancaire et ne comportent aucune modalité de remboursement.

6. PROVISION POUR GARANTIS DE PRÊTS

Le gouvernement du Québec a adopté un programme de redémarrage d'entreprises qui vise à soutenir financièrement les entreprises admissibles en leur accordant une aide financière pour la réparation des dommages, pertes et autres inconvénients subis à cause du verglas. L'aide financière consiste en une garantie de remboursement de pertes sur des prêts accordés en vertu de ce programme.

Au 31 mars 1998, le total des garanties octroyées dans le cadre de ce programme est de 8,3 M\$. Une provision de 2,2 M\$, découlant de l'application de taux de provision de 15 % ou de 35 % selon les montants en cause, a été comptabilisée afin de refléter la probabilité des pertes futures sur ces prêts. Toute perte en excédent de cette provision sera assumée par le Fonds.

7. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

FONDS RELATIF À LA TEMPÊTE DE VERGLAS**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds relatif à la tempête de verglas ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds relatif à la tempête de verglas reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Yvan Bouchard
Administrateur du Fonds

Roland Guérin
Directeur général de l'administration

Québec, le 28 août 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds relatif à la tempête de verglas du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'exercice du 5 janvier au 31 mars 1998. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice du 5 janvier au 31 mars 1998 selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 28 août 1998

FONDS SPÉCIAL DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS LOCALES
(L.R.Q., 1997, c. 92)

REVENUS ET DÉPENSES
de l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998
REVENUS	
Contribution des municipalités locales	125 371 369 \$
Contribution du gouvernement du Québec	285 129 046
	<u>410 500 415 \$</u>
DÉPENSES	
Transfert-capital	55 189 053 \$
Transfert-intérêts	354 188 064
Intérêts sur avances du Fonds consolidé du revenu	1 123 298
	<u>410 500 415 \$</u>

BILAN
au 31 mars 1997

	1998
ACTIF	
À court terme	
Débiteurs - municipalités locales	<u>56 170 703 \$</u>
PASSIF	
À court terme	
Revenus reportés	222 622 \$
Créditeurs et frais courus	3 548 950
Avances du Fonds consolidé du revenu (note 3)	52 399 131
	<u>56 170 703 \$</u>

ÉVENTUALITÉ (note 5)

Gisèle Bouchard
 Administratrice du Fonds

Georges Felli
 Sous-ministre des Affaires municipales

FONDS SPÉCIAL DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS LOCALES

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 mars 1998

1. CONSTITUTION ET OBJET

Le Fonds spécial de financement des activités locales a été constitué le 19 décembre 1997 par la Loi instituant le Fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., 1997, chapitre 92). Ce Fonds est affecté au financement des dépenses gouvernementales afférentes à des activités de nature locale. Le Gouvernement a déterminé que les dépenses gouvernementales, à savoir les remboursements par le ministère des Affaires municipales du principal et des intérêts des emprunts effectués par les municipalités et la Société québécoise d'assainissement des eaux du Québec (SQAE), afférentes au Programme d'assainissement des eaux (PAEQ) engagées depuis le 1^{er} avril 1997, à l'exclusion des dépenses affectées au compte non budgétaire créé spécifiquement pour les emprunts à long terme effectués par la SQAE à l'égard du PAEQ, soient imputées au Fonds. Les opérations du Fonds ont débuté le 1^{er} janvier 1998.

Le Fonds est principalement constitué de la contribution des municipalités locales et des sommes versées par un ministre sur les crédits alloués à cette fin par le Parlement, pour chacune des années 1998 et 1999. La loi prévoit également que le Gouvernement peut rendre exigible pour l'année 2000 la contribution des municipalités locales.

Le Fonds est administré par le ministre des Affaires municipales, mais la gestion des sommes constituant le Fonds est confiée au ministère des Finances. Le mode de gestion, de financement et d'opération du Fonds est prévu dans sa loi constitutive. Les surplus, à la date à laquelle le Gouvernement aura déterminé la fin des activités du Fonds, seront versés au Fonds consolidé du revenu.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du Fonds ont été préparés par la direction selon la méthode de la comptabilité d'exercice et la convention comptable énoncée ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière du Fonds n'est pas présenté car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'année financière.

Revenus

La contribution des municipalités locales et celle du gouvernement du Québec sont comptabilisées sur la base de leur exigibilité.

3. AVANCES DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Avances, sur base rotative, ne pouvant excéder 300 millions de dollars, échéant le 31 mars 2000, remboursables en totalité ou en partie par anticipation et sans pénalité. Cette échéance peut être retardée au 31 mars 2001 si le Gouvernement rend applicable pour l'année 2000 la contribution des municipalités locales. Ces avances porteront intérêts au taux préférentiel de la Banque nationale du Canada.

4. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers, le Fonds est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Fonds n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

5. ÉVENTUALITÉ

Une action en justice intentée contre le gouvernement du Québec demande, entre autres, de déclarer inconstitutionnelle la Loi instituant le Fonds spécial de financement des activités locales et modifiant la Loi sur la fiscalité municipale. Le dénouement de cette action ne peut être prévu avec certitude. À ce stade-ci, on ne peut estimer valablement quel serait le montant exact de la perte, si perte il y a.

FONDS SPÉCIAL DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS LOCALES**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds spécial de financement des activités locales ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées qui sont énoncées à la note 2 des états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Gisèle Bouchard
Administratrice du Fonds

Québec, le 4 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial de financement des activités locales du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état des revenus et dépenses de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2.

Pour le Vérificateur général du Québec,

Doris Paradis, CA
Directrice des services conseils et
de l'assurance-qualité

Québec, le 4 septembre 1998

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE
(L.Q., 1976, c. 14)

ÉVOLUTION DU FONDS
pour l'année financière terminée le 31 mars 1998

	1998	1997
PROVENANCE DES FONDS		
Taxe spéciale sur le tabac	47 908 979 \$	41 672 904 \$
Intérêts sur dépôts bancaires et placements temporaires	156 205	52 000
Produit d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	2 999 904	21 303 777
	<u>51 065 088</u>	<u>63 028 681</u>
UTILISATION DES FONDS		
Remboursement d'emprunts à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	6 000 000	2 466 950
Intérêts sur la dette à long terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	26 371 464	27 023 621
Remboursement d'emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	2 999 904	28 449 429
Intérêts sur les emprunts à court terme du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques	292	150 571
Parachèvement des installations olympiques (note 3)	16 808 350	1 437 777
Biodôme		3 000
	<u>52 180 010</u>	<u>59 531 348</u>
(DIMINUTION) AUGMENTATION DU FONDS	(1 114 922)	3 497 333
SOLDE DU FONDS AU DÉBUT	7 075 804	3 578 471
SOLDE DU FONDS À LA FIN	<u>5 960 882 \$</u>	<u>7 075 804 \$</u>

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE

BILAN
au 31 mars 1998

	1998	1997
ACTIF		
Encaisse	30 459 \$	146 299 \$
Placement temporaire - au coût	2 700 000	3 700 000
Débiteurs		
Agents et mandataires du ministère du Revenu	3 230 423	3 228 228
Autres		1 277
	<u>5 960 882 \$</u>	<u>7 075 804 \$</u>
 SOLDE DU FONDS	 <u>5 960 882 \$</u>	 <u>7 075 804 \$</u>

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN (Note 4)

Bob McCollough
Administrateur du Fonds
spécial olympique

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**NOTES COMPLÉMENTAIRES
31 mars 1998****1. CONSTITUTION ET OBJET**

Le Fonds spécial olympique a été constitué en 1976 par une loi du Parlement (Lois du Québec, 1976, c. 14). Ce Fonds et les revenus qu'il génère sont affectés exclusivement au remboursement du capital et des intérêts des emprunts de la Régie des installations olympiques et au parachèvement des installations olympiques. Le Fonds est géré par le ministre des Finances.

Les renseignements concernant les emprunts de la Régie des installations olympiques ainsi que les engagements pour le parachèvement des installations olympiques sont présentés dans les états financiers de la Régie.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les remises provenant de la taxe spéciale sur le tabac, encaissées par le ministère du Revenu pendant le mois d'avril et qui représentent des sommes perçues ou prélevées par ses agents ou mandataires avant le 1^{er} avril, sont comptabilisées aux revenus de l'année financière et à l'actif au 31 mars.

Les intérêts sur les dépôts bancaires et les placements temporaires sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le produit et le remboursement de la dette à long terme en devises étrangères du Fonds de construction de la Régie des installations olympiques sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt ou du remboursement.

Les remboursements et les intérêts sur les dettes à court et à long terme du Fonds de construction de la Régie de même que la contribution au coût de parachèvement des installations olympiques sont comptabilisés lors de leur déboursement.

Les frais d'administration du Fonds sont assumés par le Fonds consolidé du revenu et ne sont pas présentés dans les états financiers.

3. PARACHÈVEMENT DES INSTALLATIONS OLYMPIQUES

Le 31 août 1994, le Conseil du trésor accordait à la Régie des installations olympiques (RIO) un dernier budget de parachèvement. Tout investissement additionnel à ce budget devra être imputé au Fonds d'opération de la RIO et non au Fonds spécial olympique. Au 31 mars 1998, le solde disponible du budget de parachèvement est de 21 084 000 \$.

4. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 14 avril 1998, la Régie des installations olympiques a procédé à la vente du Village olympique. En vertu de la loi constitutive du Fonds spécial olympique (FSO), le produit net de l'aliénation du Village au montant de 62 055 955 \$ doit lui être versé. De plus, comme le mentionne la Loi concernant l'impôt sur le tabac (L.R.Q., chapitre I-2), le Gouvernement peut, dans la mesure qu'il détermine, réduire tout montant versé au FSO à titre de taxe spéciale sur le tabac jusqu'à concurrence du produit net de l'aliénation. Depuis le 1^{er} avril 1998 jusqu'à la date de préparation des états financiers, le FSO n'a reçu aucune somme provenant de la taxe spéciale sur le tabac.

FONDS SPÉCIAL OLYMPIQUE**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées énoncées à la note 2 des états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Fonds reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers du Fonds, conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et son rapport du vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.

Bob McCollough
Administrateur du Fonds
spécial olympique

Gilles Godbout
Sous-ministre des Finances

Québec, le 11 septembre 1998

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds spécial olympique du gouvernement du Québec au 31 mars 1998 ainsi que l'état de l'évolution du Fonds de l'année financière terminée à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière du Fonds au 31 mars 1998, ainsi que son évolution pour l'année financière terminée à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'année financière précédente.

Le vérificateur général du Québec,
Guy Breton, FCA

Québec, le 11 septembre 1998

Ministère des Finances



QMDF A 012953



Gouvernement du Québec
Ministère des Finances